



Rapport Annuel 2016

RAPIDE TOUR D'HORIZON

Aperçu

Résultats record

- Marge Brute de 40,7m€
- EBITDA de 5,0m€

Croissance continue

- En hausse de 9% sur un an

Rentabilité stable

- Taux de rentabilité de 12,3%

Evénements clés 2016

Augmentation de capital de 5,3m€ avec un nouvel investisseur Nobel, un fond administré par WCP

Acquisition de 4Ps Marketing Ltd au Royaume-Uni, augmentant notre présence à 140 employés

Conclusion d'un accord de financement de 20,7m€, dont 10m€ destinés au plan de croissance

Le plus important acteur indépendant

570+ Employés¹

Note: 850 employés incluant PMX

20 Bureaux à travers le monde¹



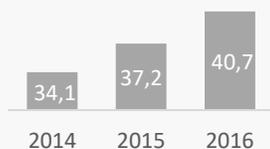
Note: 25 bureaux incluant PMX

Cotée à la Bourse de Paris

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

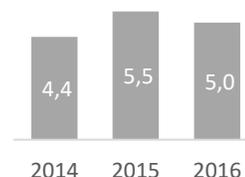
Marge Brute

40,7m€



EBITDA

5,0m€

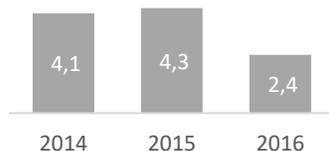


La marge brute du Groupe s'est accrue de 9,4% en 2016, atteignant 40,7m€ contre 37,2m€ en 2015. L'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et le Moyen-Orient ont fortement progressé tandis que le PPC, le Social Media et le SEO ont engrangé une forte croissance.

L'EBITDA du groupe est de 5 M€ contre 5,5 M€ en 2016. La marge d'EBITDA a légèrement diminué à 12,3%, contre 14,8 % l'année précédente mais reste en ligne avec les standards du marché.

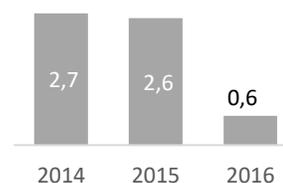
EBIT

2,4m€



Résultat Net

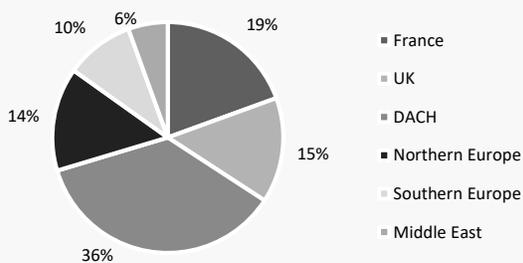
0,6m€



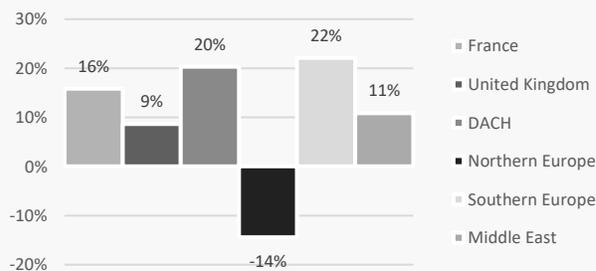
Le résultat d'exploitation a été impacté principalement par la dépréciation du Goodwill NetBooster Finlande pour 1,2m€ suite à la réorganisation de la zone Nordics faite par le management début 2017. Cette dépréciation n'a eu aucun impact cash.

La baisse du résultat net est en ligne avec la baisse du résultat d'exploitation.

Répartition régionale de la Marge Brute



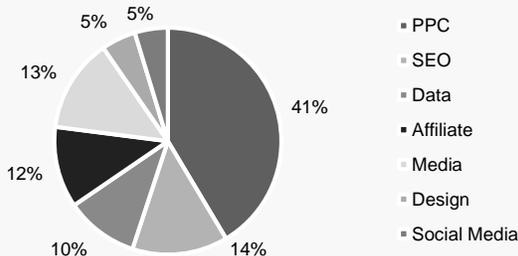
Marge d'EBITDA par pays (en %)



La zone DACH a renforcé sa place de premier contributeur à la marge du Groupe avec 36% du total, suivie par la France malgré une baisse de sa part à 19%. Le Royaume-Uni complète le trio de tête.

La marge d'EBITDA globale du Groupe a atteint 12,3 %, l'Allemagne et l'Espagne affichant notamment des marges d'EBITDA en forte hausse.

Répartition par canal de la Marge Brute



Concentration des clients - % de la MB

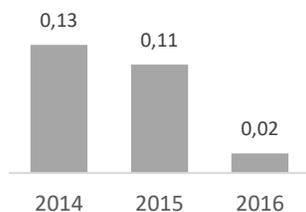


Le PPC est resté le premier contributeur, suivi par le SEO passé de 12% à 14%. Le Media et la Data ont perdu en importance, à l'inverse du Social Media qui s'est accru de 77% et voit sa contribution à la marge brute du Groupe passer de 3% à 5%.

Le poids des 10 plus grands clients s'est très légèrement accru dans le portefeuille de Netbooster en 2016, représentant 75% de la marge du top 25. Néanmoins aucune dépendance majeure envers des clients n'est à noter.

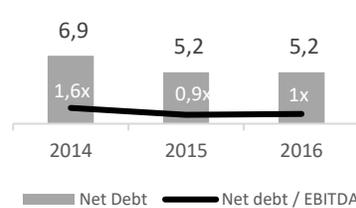
BPA courant dilué

0,02€ par action



Endettement Net

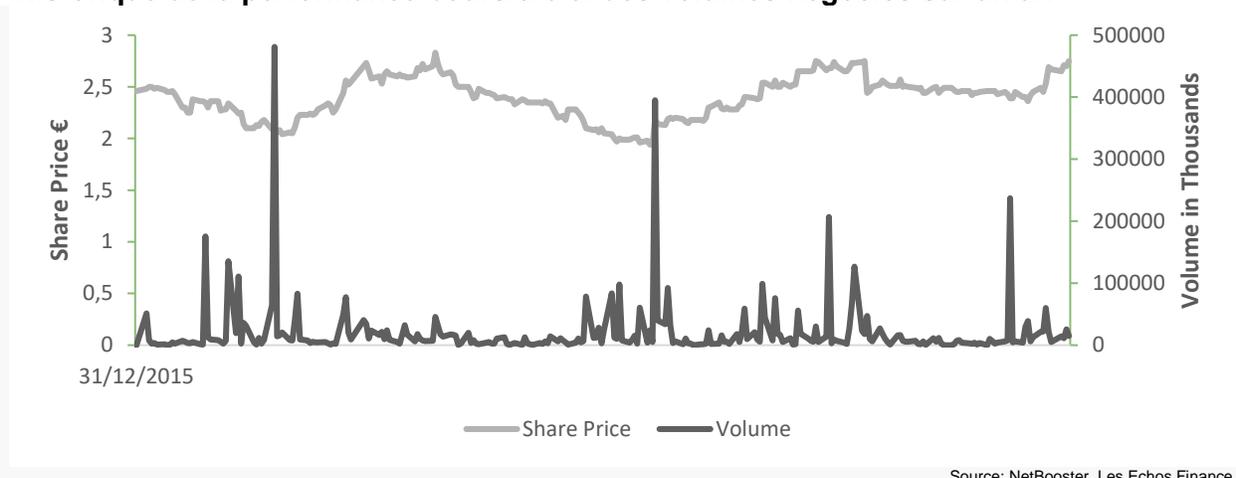
5,2m€



Le bénéfice par action dilué est en recul sur un an, ce qui est dû principalement à la baisse du résultat net suite à la dépréciation du goodwill, observé précédemment.

L'endettement net est resté stable en 2016, avec le refinancement des obligations par des emprunts amortissable et in fine. L'acquisition 4Ps a été intégralement financée par emprunt mais accompagnée d'une augmentation de capital de 5.3m€. Cependant le ratio endettement net / EBITDA a légèrement diminué sous l'effet de la baisse de l'EBITDA.

Historique de la performance boursière et des volumes négociés sur un an



Après l'annonce de la signature d'un accord de financement en mars 2016 pour un montant de 20.7m€ avec un pool bancaire et un fond privé, le cours de l'action NetBooster est remonté à un niveau de valorisation moyen après sa chute correspondant à des incertitudes sur le refinancement des obligations convertibles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION & DIRECTION



François de la Villardière
Interim CEO
Président du Conseil

François est le co-fondateur de la société Business Interactif, et a plus de 20 ans d'expérience dans le digital



Cédric Weinberg
Non-Executive Board Member
Board of Directors

Cédric dirige le fonds Nobel, qui investit fortement dans des entreprises de taille intermédiaire



Benjamin Faes
Non-Executive Board Member
Board of Directors

Benjamin est le directeur Customer Solutions and Innovations chez Google pour l'Europe du Nord et centrale



Vincent Added
Group CFO
Comité exécutif

Vincent a rejoint le Groupe en 2010 après 10 ans d'expérience en Finance et Audit (Deloitte).



Cian O'Connor
Corporate Finance
Comité exécutif

Cian est le responsable Corporate Finance et Controlling, avec près de 15 ans d'expérience

COMITE STRATEGIQUE DU GROUPE



Emmanuel Arendarczyk
Country Manager France
Strategic Committee

Emmanuel a rejoint le Groupe après une expérience chez Google.



Kristoffer Ewald
CIO
Strategic Committee

Kris a fusionné sa société en 2007 avec NetBooster et est devenu le spécialiste data de NetBooster



Jens Nielsen
Head of Nordics
Strategic Committee

Jens dispose de 25 années d'expérience en management international et conseil



Jan Klawer
Head of Middle East and Africa
Strategic Committee

Jan a rejoint NetBooster en 2012 et a depuis dirigé avec succès la filiale au Moyen Orient



Matt Phelan
CEO NetBooster UK and 4Ps
Strategic Committee

Matt est l'un des co-fondateurs de 4Ps Marketing, partie intégrante du groupe NetBooster



Julius Ewig
Country Manager Germany
Strategic Committee

Julius est le directeur de metapeople Duisburg depuis 2013.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Mesdames et Messieurs,

L'année 2016 a été particulièrement riche en événements, tant sur le plan de l'activité commerciale que sur le plan financier. De nombreux grands comptes comme Dubaï Parks & Resorts, Center Parcs ou encore Hertz ont choisi de nous faire confiance pour mener à bien leur stratégie digitale, démontrant de la capacité constante du Groupe à attirer des clients d'une importance capitale.

Des changements majeurs ont également rythmé l'année financière du Groupe. Après avoir finalisé un accord de financement de 20,7m€, pour rembourser les obligations convertibles et assurer notre plan de croissance externe, NetBooster a réalisé une augmentation de capital de 5,3m€, entièrement souscrite par le Fonds privé d'investissement Nobel, géré par Weinberg Capital Partners. Ces deux étapes cruciales pour développement du Groupe nous ont permis d'acquérir l'agence 4Ps basée au Royaume-Uni, et ainsi développer considérablement notre présence et notre portefeuille clients dans la région.

Enfin, le Groupe, de nouveau sur les rails de la rentabilité, a procédé au changement de son équipe de Direction qui va désormais focaliser ses efforts sur la croissance.

Pourquoi avons-nous décidé de mettre le cap sur la croissance ?

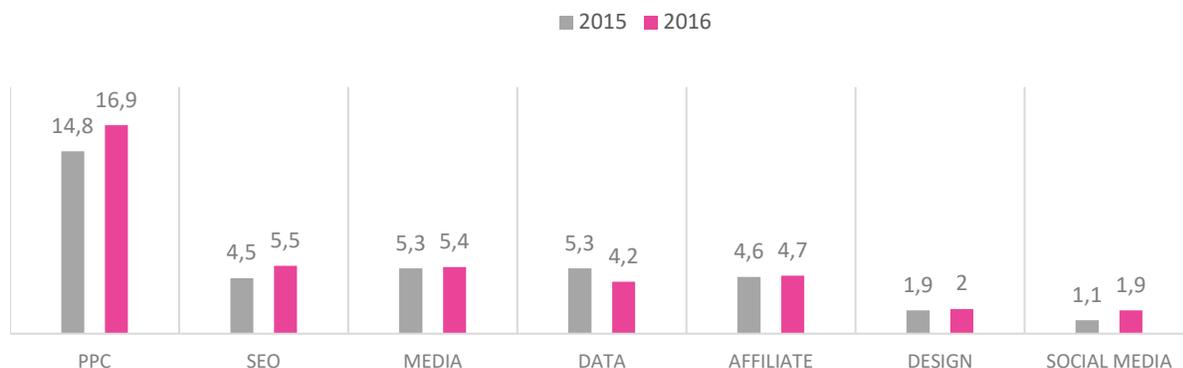
La croissance du marché du marketing digital continue de s'accélérer, et on estime que les investissements publicitaires sur Internet devraient atteindre 205 milliards de dollars dans le monde en 2017.

Les marques réaffectent une part de plus en plus importante de leur budget publicitaire destiné à leur campagne de notoriété hors ligne au marketing numérique, aujourd'hui capable de coupler des campagnes de branding et de performance. La réaffectation de ces budgets représente un réservoir de croissance considérable pour le Groupe NetBooster, et la nouvelle direction du Groupe va se focaliser sur le développement des grands comptes et la sécurisation de ces budgets supplémentaires.

De plus, l'émergence de nouvelles technologies favorise le développement de l'automatisation d'achat d'espaces en ligne, grâce à l'utilisation de solutions comme le programmatique, ou encore l'intelligence artificielle, soutenus par l'utilisation des données - ou Data. Le Groupe va développer son expertise technique, renforcer son offre data et analytics pour devenir le leader et conseiller incontournable de ce secteur et encore renforcer sa croissance au cours de l'année 2017.

Quelle a été notre performance en termes de marge brute, notre principal indicateur ?

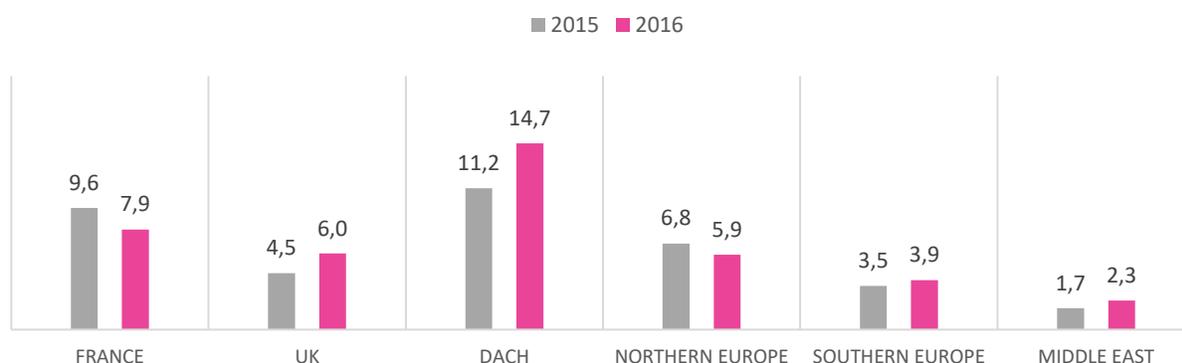
NetBooster a atteint en 2016 un niveau de marge brute record, à 40,7 millions d'euros, en hausse de 9,4% par rapport à l'année précédente. Le PPC est resté le principal contributeur de cette marge brute, à hauteur de 41%, malgré la reclassification des Socials Ads dans le canal Social Media, la marge qu'elles génèrent s'étant fortement accrue. Le PPC a profité des budgets de nouveaux clients tels que Hertz, Deezer ou Dubaï Parks & Resorts, ainsi que de l'augmentation de ceux de clients historiques comme Deutsche Telekom, Office Dépôt ou Groupe Seb.



Comme annoncé en 2015, le SEO a fortement progressé en 2016 atteignant une marge de 22% supérieure à celle de l'exercice précédent, devenant ainsi le deuxième contributeur à la marge brute du Groupe. L'intégration totale de Metapeople NL, l'acquisition de 4Ps et le développement de ce canal dans notre filiale au Moyen-Orient ont été les principaux facteurs de cette croissance.

Le Media, l'Affiliation et la Data ont constitué 35% de la marge brute en 2016 tout en subissant une légère décroissance cumulée de 6%. Le Media seul a légèrement progressé grâce à l'apport des budgets de nouveaux clients gagnés à fin 2016 ainsi qu'à celui de nouveaux budgets branding, les premiers à être gérés par NetBooster. Le Media sera un canal clé en 2017 et l'objectif fixé sera de gagner plus de budgets branding. L'Affiliation a grandement bénéficié du développement du marché norvégien tandis que la Data a souffert de la fin des contrats de deux importants clients français. Néanmoins un rebond est attendu en 2017 grâce à la mise en place de la nouvelle stratégie du Groupe.

Le Design et le Social Media complètent le tableau, totalisant 10% de la marge brute du Groupe. Une croissance très importante du Social Media, qui comprend le community management et les social ads. Le Groupe s'attend à ce que cette forte croissance se poursuive sur ce canal en 2017.



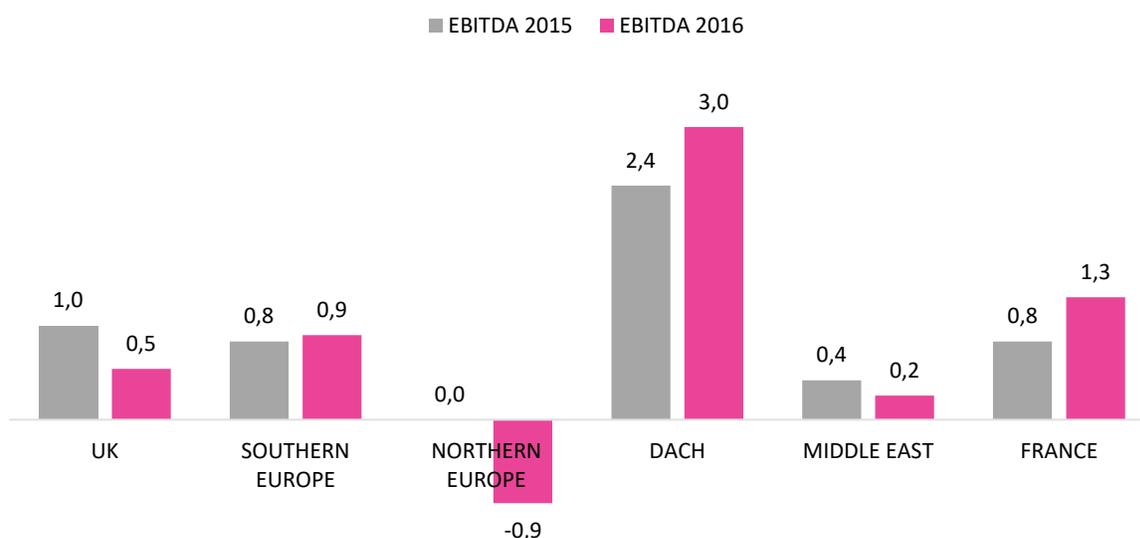
La région DACH (Allemagne, Pays-Bas, Suisse, Autriche) a conforté sa place de plus grand contributeur à la marge brute du Groupe, avec une augmentation de sa marge brute de 30% par rapport à l'année antérieure. L'impact annuel de notre filiale néerlandaise (intégrée en septembre 2015), la croissance de 14% de la marge suisse et surtout le développement de 24% de la marge allemande, 79% de la marge globale de la zone, ont permis cette croissance. La croissance allemande a, quant à elle, été initiée par l'accroissement des relations commerciales avec les grands clients à la fois locaux et internationaux, tels Deutsche Telekom ou Estée Lauder, ainsi que par un taux de rétention des clients extrêmement élevé.

La marge brute de notre agence française a souffert de la fin des contrats data mentionnés ci-dessus, chutant de 17% en 2016. Néanmoins, les clients historiques tels Accor ont accru leurs budgets et la stratégie de gain de nouveaux clients mise en place par la nouvelle équipe de direction a porté ses fruits à fin 2016 avec l'acquisition de nouveaux et prometteurs clients locaux. Pour la seconde année consécutive notre filiale au Royaume-Uni a enregistré un fort niveau de croissance, 33%, grâce à l'apport de nouveaux clients de premier ordre comme Hertz, de clients Groupe tels Groupe Seb, accroissant tous deux les marges du PPC et du Media, et grâce également à l'addition de 4Ps au quatrième trimestre.

Fortement impactée par l'affaiblissement de notre agence de Stockholm, où le rebond attendu n'a pas eu lieu, la marge des Nordics a diminué de 0,9m€ en 2016. L'accent sera mis, à la fois par la Direction locale et par la Direction Groupe, sur une restructuration profonde de cette zone. L'Europe du Sud a engrangé de bons résultats avec une marge brute s'accroissant de 3,5m€ à 3,9m€, et ce grâce aux bonnes performances des agences espagnoles et italiennes. Notre filiale au Moyen-Orient a continué à produire d'excellents niveaux de croissance, 35% en 2016, notamment grâce à l'entrée dans le portefeuille clients d'acteurs économiques locaux majeurs tels Dubaï Parks & Resorts.

Rentabilité du Groupe

Au niveau de la rentabilité, NetBooster essuie une légère baisse avec l'EBITDA du Groupe atteignant 5 m€, contre 5.5 m€ en 2015. La rentabilité est aussi en baisse avec un total de 12.3% en 2016 par rapport à 14.8% en 2015. Cette baisse est due en grande partie à un EBITDA négatif dans certains pays de la zone Nordics, ayant un impact significatif sur la performance globale du Groupe. Malgré cela, NetBooster maintient une bonne rentabilité dans toutes ses régions les plus importantes, avec une hausse de 25% de l'EBITDA dans la zone DACH, et des efforts payants en France pour revenir à une situation saine.



Malgré la baisse d'activité en Europe du Nord, NetBooster conserve un bilan très positif en 2016. Les marges du Royaume-Uni ont fortement augmenté, d'une part grâce à l'obtention de nouveaux budgets, mais aussi par l'intégration de 4Ps marketing, à partir du dernier trimestre. Cette acquisition a temporairement fait baisser les niveaux de rentabilité de la zone, mais ceux-ci devraient remonter en 2017. Dans la région Moyen Orient, la direction a investi dans de nouveaux talents pour répondre aux demandes des clients et mettre en place une base solide capable de soutenir la croissance future. Ces investissements devraient porter leurs fruits l'année prochaine. La zone Europe du Sud reste au même niveau d'EBITDA que l'année dernière, continuant à apporter une forte rentabilité d'environ 23%. Enfin, la France et la région DACH bénéficient d'une forte hausse de l'EBITDA, respectivement de 0.5 millions et 0.6 millions d'euros.

Conclusion

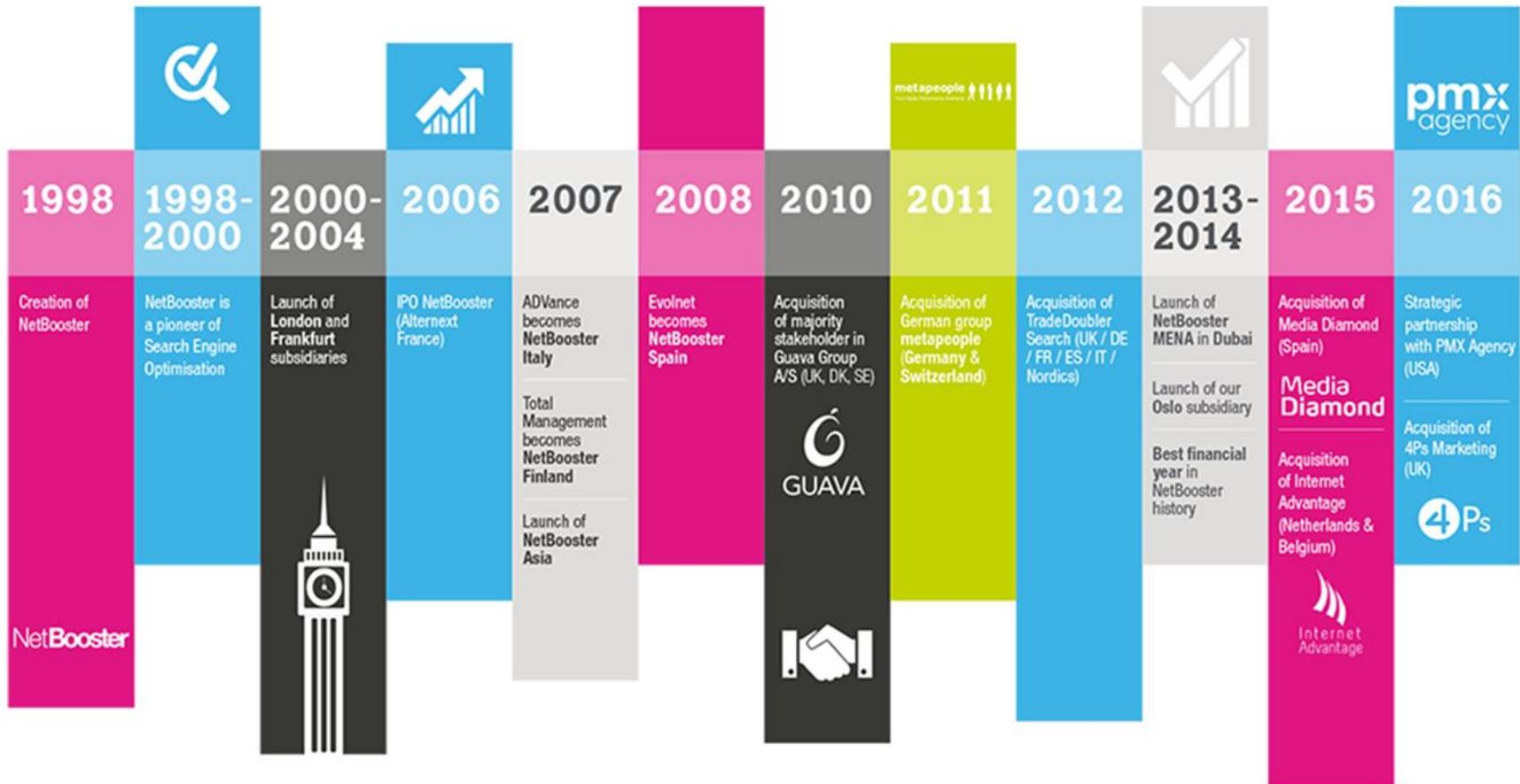
Le Groupe NetBooster a enregistré de bons résultats en 2016, et est aujourd'hui dans des conditions idéales pour continuer à croître dans les prochaines années. Le Groupe opère dans un secteur d'activité dynamique et en perpétuelle évolution, avec des médias traditionnels qui cèdent un peu plus de terrain chaque année face aux médias digitaux, et anticipe parfaitement les évolutions de l'industrie de la publicité, les avancées techniques, et les changements de comportements des consommateurs.

Grâce à une vision claire et une ambition forte, la nouvelle direction, soutenue par des collaborateurs engagés, est résolument tournée vers l'avenir et se concentre désormais sur une croissance forte, et la poursuite de l'amélioration de la performance du Groupe.

NOTRE PRESENCE DANS LE MONDE



HISTOIRE DE LA SOCIETE



PRÉSENTATION DES SERVICES

Product	Description	Business Area
	PPC signifie « Pay Per Click » : NetBooster organise de bout en bout des campagnes Pay Per Click (coût par clic, CPC) sur tous les principaux moteurs de recherche (Google, Yahoo, Bing, etc.) et réseaux sociaux (Facebook, etc.). Ces campagnes concernent : la sélection et la création de mots et expressions clés, l'optimisation méthodique, le tracking et le reporting, la gestion de comptes, l'optimisation des pages de renvoi, et des campagnes internationales/multilingues	PPC
	SEO signifie « Search Engine Optimisation » : NetBooster utilise la technique du SEO (optimisation pour les moteurs de recherche) pour couvrir le plus de sites internet clients possibles dans les principaux moteurs de recherche (Google, Bing et Yahoo). NetBooster travaille en partenariat avec l'entreprise Google. Le service SEO concerne : l'optimisation du Content Management System (système de gestion de contenu, CMS), le processus SEO, la création et la gestion des liens, le tracking et le reporting, la recherche de mots clés, le processus SEO multilingue, la continuité du positionnement (Search Engine Listing Continuity) parmi les SERP.	SEO
	Data & Analytics : NetBooster propose toute une gamme d'outils analytics destinée à suivre et à évaluer les données démographiques, les comportements des visiteurs dans le cadre de la campagne, l'efficacité du canal, le coût d'acquisition de nouveaux clients, le retour sur investissements (ROI), etc	Data
	Stratégie CRM (conseil) : NetBooster accompagne ses clients sur chaque aspect de la stratégie CRM, qu'il s'agisse de choisir la plate-forme de gestion de campagne la mieux adaptée, de définir la stratégie CRM, de mettre en place opérationnellement un plan d'animation, ou d'intégrer les systèmes d'information.	Data
	Email Marketing : Permet de délivrer le bon message à la bonne personne. NetBooster utilise des outils pour analyser les données et mieux cibler l'audience des emails publicitaires.	Data
	Data intelligence & BI : NetBooster consolide et harmonise diverses sources de données qui permettent aux data scientists et aux statisticiens de réaliser des analyses sur les habitudes du consommateur, afin de fournir la connaissance nécessaire pour des prises de décisions éclairées.	Data
	Conseil : NetBooster peut grâce à ses équipes conseil proposer des stratégies digitales sur mesure aux clients, afin de répondre à leurs objectifs. Ils se basent sur les besoins clients pour délivrer le plan d'action le plus efficace.	Consultancy
	Media L'achat programmatique permet d'optimiser les campagnes de publicité des clients grâce à leur achat aux enchères selon des critères prédéfinis, ce qui permet de conquérir le public approprié.	Media
	Performance Display : l'interaction entre le branding online et les canaux de performance online. En connectant ces deux canaux, le Display contribue à renforcer le positionnement de marque par la planification et l'optimisation des campagnes.	Media
	Affiliation : NetBooster propose la totalité du canal affiliation. La partie Network apporte un œil expert et technique et propose des solutions de même nature. La partie marketing est basée sur la performance et une commission gratifie une ou plusieurs affiliations pour chaque client conquis grâce aux efforts déployés par l'affilié en matière de marketing.	Affiliate
	Création : NetBooster dispose d'un studio de création qui offre une meilleure expérience utilisateur sur les sites ou applications. Ce service comporte du web design et une direction artistique.	Design
	Social Media : NetBooster aide les marques à séduire plus de fans et de followers et à les inciter à devenir des clients grâce aux données disponibles sur les réseaux sociaux et à la stratégie CRM des clients.	Social Media

Sommaire

BILAN CONSOLIDÉ	18
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ	19
ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL.....	20
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS.....	21
TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	22
NOTE 1: INFORMATIONS GENERALES SUR LE GROUPE NETBOOSTER	23
<i>Note 1.1:</i> Informations générales	23
<i>Note 1.2:</i> Événements majeurs.....	23
NOTE 2: PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS.....	25
<i>Note 2.1:</i> Déclaration de conformité.....	25
NOTE 3: RESUME DES METHODES COMPTABLES	28
<i>Note 3.1:</i> Base d'évaluation	28
<i>Note 3.2:</i> Estimations et hypothèses.....	28
<i>Note 3.3:</i> Conversion de devises étrangères	29
<i>Note 3.4:</i> Consolidation	30
<i>Note 3.5:</i> Regroupements d'entreprises et goodwill	31
<i>Note 3.6:</i> Autres immobilisations incorporelles	33
<i>Note 3.7:</i> Immobilisations corporelles	34
<i>Note 3.8:</i> Dépréciation d'actifs non financiers autres que le goodwill.....	34
<i>Note 3.9:</i> Immobilisations financières	35
<i>Note 3.10:</i> Instruments dérivés	37
<i>Note 3.11:</i> Créances clients	37
<i>Note 3.12:</i> Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	37
<i>Note 3.13:</i> Capital social	37
<i>Note 3.14:</i> Paiements fondés sur des actions	38
<i>Note 3.15:</i> Avantages du personnel à long terme.....	38
<i>Note 3.16:</i> Provisions	39
<i>Note 3.17:</i> Emprunts	39
<i>Note 3.18:</i> Obligations convertibles – instruments financiers	40
<i>Note 3.19:</i> Dettes fournisseurs.....	40
<i>Note 3.20:</i> Impôts exigibles et différés	40
<i>Note 3.21:</i> Information sectorielle	41
<i>Note 3.22:</i> Comptabilisation du chiffre d'affaires	41
<i>Note 3.23:</i> Subventions	42
<i>Note 3.24:</i> Contrats de location.....	42
<i>Note 3.25:</i> EBITDA.....	43
<i>Note 3.26:</i> Autres produits et charges opérationnels non courants.....	43
<i>Note 3.27:</i> Distribution de dividendes	43
<i>Note 3.28:</i> Résultat par action.....	43

NOTE 4: GESTION DES RISQUES FINANCIERS	44
<i>Note 4.1: Facteurs de risque financier</i>	44
<i>Note 4.2: Gestion du capital</i>	46
<i>Note 4.3: Évaluation de la juste valeur</i>	46
NOTE 5: INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE	47
<i>Note 5.1: Immobilisations incorporelles et goodwill</i>	47
<i>Note 5.2: Immobilisations corporelles</i>	49
<i>Note 5.3: Actifs financiers non courants</i>	50
<i>Note 5.4: Instruments financiers</i>	50
<i>Note 5.5: Créances clients et comptes rattachés</i>	51
<i>Note 5.6: Autres actifs</i>	53
<i>Note 5.7: Trésorerie et équivalents</i>	54
<i>Note 5.8: Capital social</i>	54
<i>Note 5.9: Autres provisions non courantes</i>	55
<i>Note 5.10: Emprunts</i>	55
<i>Note 5.11: Impôts courants et différés</i>	56
<i>Note 5.12: Dettes fournisseurs et autres dettes</i>	59
<i>Note 5.13: Autres passifs</i>	59
NOTE 6: NOTES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	60
<i>Note 6.1: Information sectorielle</i>	60
<i>Note 6.2: Autres produits opérationnels</i>	62
<i>Note 6.3: Charges opérationnelles</i>	62
<i>Note 6.4: Paiements fondés sur des actions</i>	64
<i>Note 6.5: Amortissements</i>	65
<i>Note 6.6: Autres produits et charges opérationnels</i>	66
<i>Note 6.7: Charges et produits financiers</i>	66
<i>Note 6.8: Résultat par action</i>	66
NOTE 7: PARTIES LIÉES	67
<i>Note 7.1: Rémunération des cadres dirigeants</i>	67
NOTE 8: ELEMENTS NON COMPTABILISES	67
<i>Note 8.1: Engagements donnés</i>	67
<i>Note 8.2: Engagements reçus</i>	68
<i>Note 8.3: Événements postérieurs à la date de clôture</i>	68
NOTE 9: PERIMETRE DE CONSOLIDATION	69
NOTE 10: HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	70

BILAN CONSOLIDÉ

<i>en milliers d'euros</i>	Note	31-déc-16	31-déc-15
ACTIF			
Actifs non courants			
Goodwill	Notes 5.1 - 6.1	33 618	26 429
Immobilisations incorporelles	Notes 5.1 - 6.1	365	480
Immobilisations corporelles	Notes 5.2 - 6.1	1 051	944
Instruments financiers dérivés	Notes 4.3	86	-
Actifs financiers non courants	Notes 5.3	597	511
Autres actifs non courants	Note 5.6	490	337
Actifs d'impôts différés	Note 5.11	2 184	2 755
Total des actifs non courants		38 391	31 456
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	Note 5.5	52 445	43 053
Actifs d'impôts courants	-	703	632
Autres actifs courants	Note 5.6	592	719
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Notes 5.7	10 278	7 052
Actifs d'impôts différés	Note 5.11	175	-
Total actifs courants		64 193	51 456
TOTAL DE L'ACTIF		102 584	82 912
CAPITAUX PROPRES ET PASSIF			
Capitaux propres part du Groupe			
Capital	Note 5.8	1 911	1 659
Prime d'émission	-	26 607	20 711
Réserves et report à nouveau	-	(4 340)	(6 652)
Résultat de l'exercice	-	376	2 299
Écarts de conversion	-	127	258
Total des capitaux propres – part du groupe		24 681	18 275
Intérêts minoritaires	-	408	327
Total des capitaux propres		25 089	18 602
Passifs non courants			
Engagements de retraite	-	13	21
Autres provisions non courantes	Note 5.9	104	106
Emprunts	Notes 5.10	14 890	769
Passifs d'impôts différés	-	-	349
Autres passifs non courants	Note 5.13	4 322	564
Total des passifs non courants		19 329	1 809
Passifs courants			
Emprunts	Notes 5.10	617	11 448
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 5.12	55 053	48 761
Instruments financiers dérivés	-	-	72
Impôts sur le résultat exigibles	-	382	654
Autres passifs courants	Note 5.13	2 114	1 566
Total du passif courant		58 166	62 501
TOTAL DU PASSIF		77 495	64 310
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		102 584	82 912

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

<i>en milliers d'euros</i>	Note	31-déc-16	31-déc-15
Chiffre d'affaires	Note 6.1	139 963	110 803
Coût des ventes	-	(99 289)	(73 636)
Marge brute	Note 6.1	40 674	37 167
Avantages du personnel	Note 6.3	(27 420)	(24 282)
Charges externes	Note 6.3	(8 487)	(7 747)
Impôts et taxes autres que l'impôt sur le résultat	-	(172)	(155)
Autres produits opérationnels	Note 6.2	602	499
Autres charges opérationnelles	Note 6.3	(180)	36
EBITDA	Note 6.1	5 017	5 518
Dotations aux amortissements et Provisions nettes	Note 6.5	(1 799)	(515)
Autres produits et charges opérationnels non courants	Note 6.6	(826)	(668)
Résultat opérationnel	-	2 392	4 335
Produit de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	Note 6.7	84	4
Coûts de l'endettement financier	Note 6.7	(711)	(1 366)
Coût de l'endettement financier net	Note 6.7	(627)	(1 362)
Autres produits financiers	Note 6.7	590	1 670
Autres charges financières	Note 6.7	(384)	(809)
Résultat financier net	Note 6.7	(421)	(501)
Quote-part du résultat des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		-	(8)
Résultat avant impôt	-	1 971	3 826
Impôt sur les résultats	Note 5.11	(1 403)	(1 271)
Résultat de la période		568	2 555
Résultat net, dont :			
Part attribuable au Groupe	-	376	2 299
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	192	256
Autres éléments du résultat global		(127)	153
Résultat global		441	2 708
Résultat net part du Groupe par action (en euros par action) :			
- Résultat de base par action	Note 6.8	0,02 €	0,15 €
- Résultat dilué par action	Note 6.8	0,02 €	0,11 €

ETAT CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

<i>en milliers d'euros</i>	Note	31-déc-16	31 déc. 2015
Résultat net de la période		568	2 555
<u>Autres éléments du résultat global</u>			
Éléments qui ne seront pas comptabilisés au compte de résultat :			
Réévaluation des engagements au titre des prestations de retraite		-	-
Impôts y afférent		-	-
Éléments qui pourraient être reclassés dans le compte de résultat à une date ultérieure			
Écarts de conversion		(127)	153
Impôts y afférent		-	-
Total des autres éléments du résultat global, après impôts		(127)	153
Résultat global de la période		441	2 708
Résultat global :			
- Part du Groupe		249	2 452
- Intérêts minoritaires		192	256

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>en milliers d'euros</i>	Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Capitaux propres
Situation au 31/12/2015	1 659	20 711	(6 581)	2 555	258	18 602
Augmentations de capital	244	5 102	-	-	-	5 346
Frais d'augmentation de capital	-	(369)	-	-	-	(369)
Transferts et prélèvements sur primes	9	(9)	-	-	-	-
Reclassement résultat exercice précédent	-	-	2 555	(2 555)	-	-
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-
Résultat consolidé de la période	-	-	-	568	-	568
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(131)	(131)
Variation du poste actions propres	-	1 171	-	-	-	1 171
Valeur des services du personnel (IFRS 2)	-	-	8	-	-	8
Obligations convertibles	-	-	(2)	-	-	(2)
Regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	(112)	-	-	(112)
Programme de liquidité	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	7	-	-	7
Situation au 31/12/2016	1 911	26 606	(4 125)	568	127	25 089

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>en milliers d'euros</i>	Note	31-déc-16	31-déc-15
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net de la période	-	568	2 555
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :</i>			
Dotations aux Amortissements et Provisions opérationnelles nettes	-	1 799	514
Autres Dotations aux provisions nettes	-	142	71
Quote-part du résultat des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		-	8
Plus ou moins-values de cessions	-	130	(193)
Impôt sur le résultat	Note 5.11	1 402	1 271
Impôts versés	-	(1 782)	(946)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie (1)	-	14	(1 122)
Coût de l'endettement financier net	Note 6.7	627	1 362
Variation du besoin en fonds de roulement		(3 543)	(362)
Variation des clients et autres débiteurs	-	(9 502)	(2 041)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	-	5 959	1 679
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	-	(643)	3 158
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements			
Incidence des variations de périmètre	-	(2 817)	947
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	Note 5.2	(432)	(414)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	Note 5.1	(84)	(221)
Acquisitions d'actifs financiers non courants	Note 5.4	(102)	(78)
Produits de cessions d'autres actifs non courants	-	18	310
Flux nets de trésorerie liés aux autres actifs et passifs courants	-	(7)	-
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement	-	(3 424)	544
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Encaissements liés à l'émission d'actions ordinaires	-	5 345	(1 013)
Encaissement lié aux nouveaux emprunts	-	14 900	940
Remboursement des emprunts	-	(9 897)	(1 186)
Acquisition d'une participation dans une filiale	-	(99)	(1 120)
Intérêts payés	-	(1 823)	(401)
Produits d'intérêts reçus	-	12	9
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des filiales	-	(112)	65
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-	(327)	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	-	7 999	(2 706)
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie	-	3 932	996
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	Note 5.7	5 838	4 664
Incidence des variations de cours de devises sur la trésorerie	-	(67)	179
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	Note 5.7	9 703	5 838

(1) En 2015 annulation de la variation de la juste valeur du dérivé des OC IFRS 1047K€

ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1: INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE GROUPE NETBOOSTER**Note 1.1: Informations générales**

Constituée en 1998, NetBooster SA (« la Société »), et ses filiales (ensemble, « le Groupe »), est un groupe indépendant de communication digitale qui met à la disposition de ses clients son expertise complète du marketing digital pour leur garantir les meilleures performances pour leurs investissements.

Fort d'un réseau de 21 bureaux à travers le monde, le Groupe investit dans les technologies et couvre l'intégralité de la chaîne du marketing online à travers son réseau européen : optimisation des moteurs de recherche, Data & Analytics (DnA), GroundControl Technology, display, affiliation, RTB, création, eCRM et réseaux sociaux, avec une expertise reconnue dans le marketing digital de demain (Social Media, Vidéo, Ad Exchanges...). Certifiée « entreprise innovante » par OSEO Innovation, le Groupe est coté en Bourse sur NYSE Alternext Paris. NetBooster est éligible aux FCPI et au PEA PME.

Société Anonyme, NetBooster est constituée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 4/6 passage Louis Philippe, 75011 Paris, France.

L'exercice comptable de l'entreprise est clos le 31 décembre. Les états financiers consolidés sont établis en milliers d'euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier près sauf mention expresse. Leur somme peut donc ne pas correspondre exactement aux totaux indiqués.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés le lundi 24 avril 2017 par le Conseil d'administration.

Note 1.2: Événements majeurs

- **Refinancement des obligations convertibles**

Le 21 mars 2016, NetBooster a annoncé la signature d'un accord de financement de 20,7 M€. Ce nouveau financement est constitué de 10,7 M€ destinés à rembourser les obligations convertibles existantes échues au 23 mars 2016 ainsi que d'autres dettes existantes et de 10 M€ destinés à assurer son plan de croissance externe. Ce nouveau levier financier confirme les ambitions de développement du Groupe et la volonté de sa direction de renforcer sa position d'agence marketing digitale indépendante à l'international.

Les conditions de cet accord offrent à NetBooster une grande flexibilité. La moitié de ce financement sera supporté par un prêt *in fine* de type Euro PP arrivant à terme en 2022, et pour l'autre moitié sous la forme d'un prêt amortissable classique d'une durée de 5 ans et 9 mois. Le Crédit du Nord a été mandaté comme « Lead Arranger » de la transaction, structurée conjointement avec l'appui du fond NOVI I géré par Tikehau Investment Management. Deux autres établissements bancaires européens, BNP Paribas et Société Générale, et un établissement bancaire mondial, HSBC, ont également participé à ce financement sous la forme d'un « pool bancaire ».

Voir la Note 5.10 pour plus de détails concernant le nouveau financement.

- **Augmentation de capital de 5.3M€**

Le 2 septembre 2016, NetBooster a annoncé la réalisation d'une augmentation de capital par émission de 2 437 730 nouvelles actions ordinaires (représentant 12,76% du capital social de NetBooster) par le biais d'un placement privé. Le montant total de l'augmentation de capital s'élève à 5 345 941,89 euros, entièrement souscrite par Nobel.

Le produit de l'émission permettra à NetBooster de poursuivre sa stratégie de croissance en conjuguant expansion internationale et développement commercial.

Nobel a été coopté membre du Conseil d'Administration de NetBooster, en remplacement de M. Andreas Von Habsburg, démissionnaire. Cette cooptation sera soumise à ratification au cours de la prochaine Assemblée Générale de la société.

Nobel est un fonds d'investissement spécialisé dans l'accompagnement long terme de sociétés cotées françaises à fort potentiel

▪ **Acquisition de l'agence marketing 4Ps au Royaume-Uni**

Le 27 septembre 2016, NetBooster a annoncé l'acquisition de 4Ps Marketing Ltd, l'une des plus importantes agences de marketing numérique du Royaume Uni, basée à Londres. Grâce à cette acquisition le Groupe NetBooster devient un acteur de premier plan sur les trois principaux marchés européens (Royaume-Uni, France, Allemagne).

Cette acquisition permet au Groupe NetBooster d'étendre sa présence au Royaume-Uni où il compte désormais plus de 140 employés, de renforcer ses offres SEO et Paid Media et d'élargir son portefeuille de clients présents dans le pays. NetBooster proposera ainsi à ses clients présents au Royaume-Uni une gamme complète, intégrée et multi-territoriale de services de marketing à la performance.

Le financement initial de l'acquisition a été effectué à la fois en actions et en numéraire, auquel viendra s'ajouter un complément de prix indexé aux futures performances de la société et prenant fin en décembre 2018. Le « pool bancaire » a approuvé l'opération à l'unanimité, permettant à NetBooster de tirer sur ses lignes de crédit destinées à financer ses investissements de croissance.

Le tableau ci-après présente de manière synthétique la juste valeur des actifs acquis et le montant du goodwill au 27 septembre 2016 :

<i>en milliers d'euros</i>	
Actifs nets identifiables acquis	80
Goodwill	8 354

Les coûts de 154 K€ liés à cette acquisition ont été comptabilisés directement dans les Autres produits et charges opérationnels non courants au compte de résultat consolidé.

Le goodwill a été affecté au niveau de l'information sectorielle sur UGT « Royaume Uni ».

Autres événements majeurs

- **Augmentations de capital**

Le 3 février 2015, le Conseil d'administration de la Société a constaté l'augmentation de capital résultant de l'acquisition définitive de 86 000 actions gratuites aux managers du Groupe. 86 000 actions ordinaires nouvelles ont ainsi été émises par augmentation de capital d'un montant nominal de 8 600 €.

Du 1^{er} janvier 2016 au 23 mars 2016, aucune obligation convertible n'a été convertie en actions. Le 23 mars 2016, les obligations convertibles restantes ont été refinancées par un nouvel accord de financement, comme décrit précédemment

- **Programme de rachat d'actions**

Au 31 décembre 2016, la société NetBooster détient 159 804 de ses propres actions pour une valeur de 420 255 €. Ces dernières ont été acquises sur le marché au titre du contrat de liquidité (47 828) pour un montant de 123 084 € et un prix moyen de 2,57 € et d'un programme de rachat d'actions (111 976) pour un montant de 297 171 € et un prix moyen de 2,65 €.

NOTE 2: PRINCIPES DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS**Note 2.1: Déclaration de conformité**

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés du groupe NetBooster au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont établis selon les normes comptables internationales IFRS applicables au 31 décembre 2016 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les IFRS, les International Accounting Standards (IAS) et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (IFRIC).

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après, lesquelles sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016. L'application de ces normes est détaillée ci-après :

- Amendement IAS 16 et IAS 38 : « Clarification des méthodes d'amortissement acceptables »

Cette interprétation est applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2016.

- Amendement IAS 1: « Présentation des états financiers : informations pertinentes »

Cette interprétation est applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2016.

- Amendement IFRS 11 : « Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe »

Cette interprétation est applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2016.

- Annual improvement (cycle 2010-2012 & cycle 2012-2014)

Cette norme est applicable pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2016.

L'application de ces normes n'a pas eu d'impact sur les états financiers et notes annexes.

Normes, amendements et interprétations dont l'application est optionnelle en 2016

Les normes, amendements et interprétations suivants ne seront appliqués dans les comptes consolidés qu'à leur date d'application obligatoire :

- IFRS 15 et amendement IFRS 15 : « Produits provenant de contrats avec les clients »

L'IASB a publié le 28 mai 2014 une nouvelle norme sur la comptabilisation du revenu appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 11 et IAS 18.

Cet amendement est applicable par anticipation pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2016.

Il n'est pas anticipé à ce stade d'impact majeur sur le processus de reconnaissance du chiffre d'affaires.

- IFRS 9 « Instruments financiers »

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme sur la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 39.

La nouvelle norme est applicable au 1er janvier 2018, avec une application anticipée non autorisée pour l'exercice 2016.

Principales autres normes, amendements et interprétations essentielles publiés par l'IASB, non encore approuvés par l'Union européenne

- IFRS 16 « contrats de location »

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, sur la comptabilisation et l'évaluation des contrats de locations, appelée à remplacer la plupart des dispositions existantes en IFRS, notamment IAS 17. Un droit d'utilisation (incorporel) matérialisant, pour le locataire, sa capacité à utiliser l'actif pendant la durée du contrat de location sera comptabilisé en contrepartie d'une dette de location pour la valeur actualisée des loyers à payer.

La nouvelle norme, non encore adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1er janvier 2019, avec une application anticipée non autorisée pour l'exercice 2016.

- Amendement IAS 7 : « Etats de flux de trésorerie -informations à communiquer »

Cet amendement, non encore adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1er janvier 2017, avec une application anticipée autorisée.

- Amendement IFRS 2 : « Classification et évaluation de paiements sur base d'actions »

Cet amendement, non encore adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1er janvier 2018, avec une application anticipée autorisée.

- Amendement IAS 12 : « Reconnaissance des actifs d'impôts différés au titre des pertes latentes »

Cet amendement, non encore adoptée par l'Union européenne, est applicable au 1er janvier 2017, avec une application anticipée autorisée.

- Amendement IFRS 10 et IAS 28 : « Vente ou apports d'actifs ou d'activité à une société mise en équivalence »

Cet amendement est applicable par anticipation pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2016.

Le Groupe étudie actuellement les impacts éventuels sur les états financiers de ces nouvelles normes et interprétations.

Les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2016 ainsi que les notes afférentes ont été arrêtés par le conseil d'administration de NetBooster le 24 avril 2017.

NOTE 3: RESUME DES METHODES COMPTABLES

Note 3.1: Base d'évaluation

Les comptes consolidés ont été établis selon le principe du coût historique, sauf pour les instruments financiers dérivés qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3.2: Estimations et hypothèses

La préparation des états financiers selon les normes IFRS exige de la direction d'exercer son jugement dans l'application des principes comptables et qu'elle formule des estimations et des hypothèses raisonnables sur l'avenir. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations et jugements, continuellement mis à jour, sont fondés sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment sur l'anticipation d'événements futurs jugés raisonnables au vu des circonstances. Lorsque le Groupe formule des estimations et des hypothèses concernant des événements futurs, les estimations comptables qui en résultent, par définition, peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Les estimations comptables et les jugements les plus importants utilisés par le Groupe dans la préparation de ses états financiers consolidés sont présentés ci-après :

- **Comptabilisation du chiffre d'affaires**

Les prestations de services sont reconnues en chiffre d'affaires dans la période comptable au cours de laquelle elles sont réalisées. Pour les contrats à long terme, le chiffre d'affaires est comptabilisé sur la base des services effectivement fournis jusqu'à la date de clôture en proportion du montant total des prestations de services qui restent à fournir (méthode de l'avancement). Les estimations de chiffre d'affaires, de coûts ou d'avancement sont ajustées si les circonstances évoluent. La hausse ou la baisse du chiffre d'affaires ou des coûts estimés induite par ce changement est prise en compte dans le compte de résultat consolidé au cours de la période au cours de laquelle les circonstances qui justifient la révision viennent à la connaissance du management.

- **Dépréciation d'actifs non financiers**

Le Groupe vérifie, au moins annuellement, le goodwill et les immobilisations incorporelles qui ne font pas l'objet d'amortissement ainsi que les autres actifs non financiers en cas d'apparition d'indices de dépréciation. Le Groupe a estimé la valeur recouvrable des secteurs opérationnels au moyen de modèles prospectifs d'actualisation des flux de trésorerie nécessitant la formulation d'hypothèses concernant les flux de trésorerie, les marges et le taux d'actualisation futurs. La note 5.1 fournit plus de détails sur les méthodes et sur les hypothèses utilisées pour l'estimation des valeurs nettes recouvrables.

- **Comptabilisation des actifs d'impôt différé pour les pertes fiscales reportées**

La comptabilisation des actifs d'impôt différé pour les pertes fiscales reportées dépend de la probabilité qu'un bénéfice imposable futur sera suffisant pour compenser les pertes fiscales reportées et, le cas échéant, de la période à laquelle interviendra leur recouvrement. Le Groupe exerce donc son jugement pour estimer la performance financière future de l'entité juridique ou du groupe fiscal particulier dans lequel l'actif d'impôt différé a été comptabilisé, et pour estimer la période à laquelle interviendra son recouvrement. La note 5.12 fournit plus de détails sur les méthodes et sur les hypothèses utilisées pour l'estimation du bénéfice imposable futur.

- **Instruments financiers dérivés intégrés dans les obligations convertibles**

La juste valeur des instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée en utilisant des techniques d'évaluation. Par conséquent, s'agissant de l'estimation de la juste valeur de l'option de conversion des obligations convertibles, le Groupe exerce son jugement pour formuler des hypothèses fondées principalement sur les caractéristiques des options intégrées dans les obligations

convertibles. La note 5.11 fournit plus de détails sur l'estimation de la juste valeur de l'option de conversion des obligations convertibles.

Note 3.3: Conversion de devises étrangères

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Chaque entité du Groupe détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués en utilisant cette monnaie fonctionnelle. La plupart des entités du Groupe opèrent dans la zone Euro et ont l'euro pour monnaie fonctionnelle.

Les états financiers consolidés sont présentés en euros (EUR), qui est la monnaie de présentation du Groupe.

Transactions et soldes

Les transactions en devises étrangères, c'est-à-dire dans des devises autres que la monnaie fonctionnelle des entités, sont converties au taux de change en vigueur à la date de ces transactions ou à leur date de réévaluation. Les gains et pertes de change résultant du règlement de ces transactions et de la conversion au cours de change de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

Les pertes ou gains de change sont présentés dans le compte de résultat sous « Autres produits financiers » ou « Autres charges financières ».

Sociétés du Groupe

Les états financiers des entités du Groupe (dont aucune n'exerce ses activités dans une économie hyper inflationniste) dont la monnaie fonctionnelle diffère de la monnaie de présentation (l'euro) sont convertis dans la monnaie de présentation de la manière suivante :

- Les actifs et passifs de chacune d'entre elles, à l'exception des capitaux propres, sont convertis au cours de clôture.
- Les capitaux propres sont convertis au cours historique.
- Les produits et charges de chacune d'entre elles sont convertis au cours de change moyen de l'exercice (à moins que cette moyenne ne constitue pas une approximation raisonnable de l'effet cumulé des taux de change en vigueur à la date de chaque transaction, auquel cas les produits et charges sont convertis au taux en vigueur à la date de chaque transaction).
- Les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de l'exercice.

Le goodwill et les ajustements à la juste valeur provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global. En cas de perte du contrôle exclusif ou conjoint, ou d'une influence notable sur une entité étrangère, l'écart de conversion passé inscrit dans les capitaux propres est repris en résultat en plus- ou moins-values de cession, même si le Groupe conserve une participation résiduelle dans cette entité.

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion des états financiers des principales filiales du Groupe sont présentés dans le tableau ci-après :

Taux de change	2016		2015	
	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
GBP/EUR	0,8562	0,8195	0,7367	0,7262
CHF/EUR	1,0739	1,0902	1,0825	1,0676
DKK/EUR	7,4344	7,4452	7,4619	7,4582
SEK/EUR	9,5525	9,4689	9,1806	9,3511
NOK/EUR	9,0863	9,2906	9,6034	8,9401

Note 3.4: Consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les états financiers de NetBooster SA et de ses filiales au 31 décembre 2016. Les états financiers des filiales et des coentreprises sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère.

La liste des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation figure dans la note 9.

Filiales

Les filiales sont définies comme toutes les entités (y compris les entités structurées) sur lesquelles le Groupe exerce le contrôle. Une entité est réputée contrôlée par le Groupe lorsque celui-ci a une exposition ou des droits sur les rendements variables de l'entité, et qu'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur ces rendements. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le Groupe en obtient le contrôle, et sont exclues du périmètre de consolidation dès la date à laquelle elles cessent d'être contrôlées par le Groupe.

Les transactions et soldes intragroupe ainsi que les gains latents sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes latentes sont également éliminées sauf si la transaction indique une dépréciation de l'actif transféré. Les règles et méthodes comptables des filiales ont été modifiées lors de l'acquisition pour assurer une cohérence avec celles adoptées par le Groupe.

Les intérêts minoritaires représentent la part du résultat et des actifs nets détenus par des tiers. Elles sont publiées séparément des résultats et des capitaux propres attribuables au Groupe dans le compte de résultat consolidé, l'état consolidé du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et au bilan.

Investissements dans des entreprises associées

Une entreprise associée est une entité dans laquelle le Groupe exerce une influence notable, mais pas le contrôle ni le contrôle conjoint (généralement entre 20 % et 50 % des droits de vote). Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence en vertu de laquelle les participations sont initialement comptabilisées à leur coût, et ensuite augmentées ou diminuées de la part du Groupe dans le résultat après acquisition, et des autres mouvements impactant directement les autres éléments du résultat global. Les dividendes reçus des entreprises associées sont comptabilisés en déduction de la valeur comptable de la participation. L'investissement du Groupe dans des entreprises associées comprend le goodwill reconnu lors de l'acquisition, net de toutes pertes de valeur cumulées.

Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes de l'entreprise associée est égale ou supérieure à sa participation, y compris toute autre créance non garantie, le Groupe ne comptabilise aucune perte supplémentaire, à moins qu'il n'ait engagé des obligations ou effectué des paiements au nom de l'entité.

Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises mises en équivalence sont éliminés à hauteur de la participation du Groupe dans ces entités. Les pertes latentes sont également éliminées

sauf si la transaction indique une dépréciation de l'actif transféré. Les règles et méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées le cas échéant lors de l'acquisition pour assurer une cohérence avec celles adoptées par le Groupe.

Au 31 décembre 2016, le Groupe ne détient aucune participation dans des entreprises associées.

Partenariats

Les partenariats sont des entités sur lesquelles le Groupe exerce contractuellement un contrôle conjoint. Le Groupe exerce un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel entre deux parties au moins, les décisions sur les activités de l'entité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

D'après la norme IFRS 11 - Partenariats, les participations dans des partenariats en contrôle conjoint sont classées soit comme des activités conjointes soit comme des coentreprises :

- Une coentreprise est un accord conjoint par lequel les parties ont des droits sur les actifs nets de l'accord. Les participations dans des coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence après être initialement comptabilisées à leur coût au bilan consolidé ;
- Dans une activité conjointe, les parties ont des droits directs sur les actifs et des obligations directes au titre des passifs de l'entité. Le Groupe comptabilise ses droits directs sur les actifs, les passifs, les produits et les charges dans l'activité conjointe et la part relative à ses intérêts d'actifs, de passifs, de produits et de charges détenus conjointement.

Au 31 décembre 2016, le Groupe ne détient aucune participation dans des coentreprises ou des activités conjointes.

Changements dans les participations

Le Groupe comptabilise les transactions avec des intérêts minoritaires n'entraînant pas la perte du contrôle comme des transactions avec les détenteurs. Toute variation de la part d'intérêt détenue dans une filiale entraîne un ajustement entre les valeurs comptables des majoritaires et minoritaires afin de refléter leur participation relative dans la filiale. Tout écart entre le montant de l'ajustement des minoritaires et une éventuelle contrepartie versée ou reçue est comptabilisé dans une réserve séparée dans les capitaux propres attribuables au Groupe.

Lorsque le Groupe cesse de consolider une participation ou de la comptabiliser selon la méthode de la mise en équivalence parce qu'il en a perdu le contrôle, le contrôle conjoint ou qu'il a cessé d'exercer une influence notable, toute participation conservée dans l'entité est réévaluée à sa juste valeur, et le différentiel avec la valeur comptable est comptabilisé en résultat. Cette juste valeur devient la valeur comptable initiale pour les besoins de la comptabilisation ultérieure de la participation conservée dans une société mise en équivalence, une coentreprise ou un actif financier. Par ailleurs, les montants initialement comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au titre de cette entité sont comptabilisés comme si le Groupe avait cédé directement l'actif ou le passif correspondant. Ces montants peuvent donc être recyclés en résultat.

Note 3.5: Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale comprend :

- La juste valeur des actifs transférés,
- Les passifs repris à l'égard des anciens propriétaires de l'entité acquise,
- Les parts de capitaux propres émises par le Groupe, et
- La juste valeur des actifs et passifs pouvant résulter d'un accord de contrepartie éventuelle.

Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels repris lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs et passifs

d'impôts différés, et des actifs et passifs liés aux avantages du personnel de l'entreprise acquise, qui sont comptabilisés et évalués selon les normes IAS 12 - Impôts sur le résultat et IAS 19 - Avantages du personnel, respectivement.

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe évalue les intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise à la juste valeur ou au prorata des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise.

Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charge à mesure qu'ils sont engagés.

Dans l'éventualité où une partie du règlement de la contrepartie en espèces est différée, les montants futurs à payer sont actualisés à leur valeur actuelle à la date de l'acquisition. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'emprunt marginal de l'entité, soit le taux d'un emprunt semblable pouvant être obtenu d'un financier indépendant selon des modalités comparables.

Lorsque la contrepartie transférée par le Groupe dans le cadre d'un regroupement d'entreprises comprend des actifs et des passifs résultant d'un accord de contrepartie éventuelle, cette contrepartie éventuelle est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et incluse comme faisant partie de la contrepartie transférée. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle correspondent à des ajustements de la période d'évaluation lorsqu'elles sont liées à l'obtention d'informations complémentaires par l'acquéreur pendant la période d'évaluation (12 mois) à propos de faits et de circonstances qui prévalaient à la date de l'acquisition. Les ajustements de la période d'évaluation sont comptabilisés de façon rétrospective par ajustement du montant du goodwill. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui résultent d'événements survenus après la date d'acquisition ne correspondent pas à des ajustements de la période d'évaluation et leur comptabilisation dépend de la nature de la contrepartie éventuelle :

- Si elle est classée dans les capitaux propres, la contrepartie éventuelle n'est pas réévaluée et le règlement final est comptabilisé dans les capitaux propres ;
- Si elle est classée comme un actif ou un passif qui constitue un instrument financier et qui entre dans le champ d'application de l'IAS 39, elle est évaluée à sa juste valeur, tout gain ou perte résultant de cette réévaluation étant constatées soit au compte de résultat soit dans les autres éléments du résultat global conformément aux normes IFRS ;
- Si elle est classée comme un actif ou un passif qui constitue un instrument financier qui n'entre pas dans le champ d'application de l'IAS 39, les variations ultérieures de sa juste valeur sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 ou à d'autres normes IFRS appliquées à ces éléments.

Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la valeur comptable de la participation détenue précédemment dans l'entreprise acquise est réévaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les gains et pertes découlant de cette réévaluation sont comptabilisés au compte de résultat.

Le goodwill apparaît lors de l'acquisition des filiales, lorsque la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur, du montant de l'intérêt minoritaire et de la juste valeur de la participation détenue précédemment dans l'entreprise acquise dépasse le montant des actifs nets acquis identifiables. Le goodwill positif est comptabilisé en immobilisation incorporelle au bilan consolidé. Le goodwill n'est plus amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation.

Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill est affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT), ou groupes d'UGT du Groupe, qui sont censés tirer profit des synergies liées au regroupement. Si cette allocation du goodwill ne peut pas être effectuée avant la clôture de l'exercice, elle interviendra au cours de l'exercice suivant. Une UGT ou un groupe d'UGT auquel le goodwill a été affecté fait l'objet d'un test annuel de dépréciation, ainsi que de tests ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, en comparant la valeur recouvrable agrégée des actifs d'un groupe d'UGT avec leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable du goodwill de chaque UGT est déterminée sur la base d'un

calcul de la valeur d'utilité effectué sur la base des flux de trésorerie actualisés. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles suivantes :

- les flux de trésorerie utilisés sont issus des plans d'affaires des unités concernées disponibles à la date de l'évaluation et sont étendus sur une période explicite de 5 ans ;
- au-delà de cet horizon est calculée la valeur terminale correspondant à la capitalisation à l'infini du dernier flux de la période explicite ;
- le taux d'actualisation par pays correspond à un coût moyen pondéré du capital après impôt. Ce taux après impôt est appliqué à des flux de trésorerie après impôt.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la dépréciation est affectée en premier lieu à la réduction de la valeur comptable du goodwill affecté à l'unité, puis aux autres actifs de l'unité au prorata de leur valeur comptable. Une dépréciation du goodwill n'est pas reprise au cours d'un exercice ultérieur.

Les gains et pertes découlant de la cession d'une entité comprennent la valeur comptable du goodwill de cette entité. En cas de gain résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses, un goodwill négatif est comptabilisé directement au compte de résultat.

Note 3.6: Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont évaluées après comptabilisation initiale au coût. Le coût des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût, diminué du cumul des amortissements et des dépréciations pour pertes de valeurs.

Le Groupe juge si les durées d'utilité des immobilisations incorporelles sont déterminées ou indéterminées. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties et sont soumises à des tests de dépréciation chaque année, soit individuellement soit au niveau de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'immobilisation incorporelle appartient. La durée d'utilité des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée est revue annuellement afin de déterminer si leur classement en immobilisations à durée de vie indéterminée demeure justifié. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation incorporelle s'est dépréciée. La durée d'utilité et mode d'amortissement des immobilisations incorporelles ayant une durée de vie déterminée sont réexaminés au moins à la clôture de chaque exercice.

Selon la norme IAS 38 - Immobilisations incorporelles, les frais de recherche sont comptabilisés aux dépenses encourues et les frais de développement qui sont directement attribuables à la conception et la mise à l'essai d'actifs uniques et identifiables, contrôlés par le Groupe, tels que les logiciels, sont immobilisés quand les critères suivants sont remplis :

- La faisabilité technique nécessaire à l'achèvement du logiciel en vue de sa mise en service est établie ;
- La direction a l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de l'utiliser ou de la vendre ;
- La Société est capable d'utiliser ou de vendre le logiciel ;
- Il est probable que le logiciel générera des avantages économiques futurs ;
- Le Groupe dispose des ressources, notamment techniques et financières, nécessaires au développement du logiciel, à son utilisation ou à sa vente
- Les frais attribuables à la préparation du logiciel peuvent être évalués de manière fiable.

Les frais de développement directement attribuables qui sont portés au bilan dans les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

- Les salaires et autres coûts liés au personnel engagés dans le cadre du développement ;
- Les frais encourus sur les projets d'étude et de développement externalisés
- Les dotations nettes aux amortissements relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles, uniquement constituées dans le cadre du développement.

Les frais de développement antérieurement comptabilisés en charges ne sont pas comptabilisés en tant qu'actif au cours de la période suivante. Les frais de développement capitalisés sont amortis à partir du moment où l'actif est prêt à être utilisé.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels informatiques. Les coûts d'entretien des logiciels informatiques sont comptabilisés en charges comme dépense encourue. Les logiciels acquis sont comptabilisés en immobilisation incorporelle au bilan au prix d'acquisition. Les frais de développement qui sont directement attribuables à la conception et la mise à l'essai de logiciels uniques et identifiables contrôlés par le Groupe sont immobilisés quand les critères énoncés plus haut sont remplis. Les logiciels immobilisés sont amortis de façon linéaire en fonction de leur durée d'utilité prévue (entre 3 et 5 ans) à compter de leur mise en service.

Note 3.7: Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût historique après déduction des amortissements cumulés. Le coût historique intègre les frais directement attribuables à l'acquisition des actifs.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant comptabilisés comme un actif séparé, s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de manière fiable. La valeur comptable d'une immobilisation corporelle comptabilisée séparément est décomptabilisée lors de son remplacement. Les autres frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés en résultat à mesure qu'ils sont engagés.

Les immobilisations corporelles sont amorties de façon linéaire de manière à affecter les coûts à leurs valeurs résiduelles sur leur durée d'utilité estimée ou, pour les aménagements et agencements et certaines immobilisations louées, sur la plus courte de la durée du contrat de location et de sa durée d'utilité, comme suit :

- Agencements et aménagements divers : 5-10 ans ;
- Matériel de bureau : 3-5 ans ;
- Équipements de bureau : 5-10 ans.

Les valeurs résiduelles et durées d'utilité des actifs sont revues et ajustées, le cas échéant, à chaque clôture.

Les plus- ou moins-values de cessions sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif cédé et sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

Note 3.8: Dépréciation d'actifs non financiers autres que le goodwill

Les immobilisations corporelles et incorporelles amortissables sont soumises à un test de dépréciation si des événements ou de nouvelles circonstances indiquent que leur valeur comptable risque d'être irrécupérable. Les immobilisations incorporelles autres que le goodwill qui ont une durée d'utilité indéfinie ou ne sont pas encore prêts à être utilisés ne sont pas amortissables et sont soumises à un test de dépréciation annuel, ou à des tests ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs.

Une perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat consolidé à la rubrique Amortissements d'actifs corporels et incorporels à raison de l'excédent de la valeur comptable d'un actif sur sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur minorée du coût de vente et sa valeur d'utilité. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable d'un actif en

particulier, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill ayant subis une perte de valeur au cours des périodes antérieures, la reprise éventuelle de la perte de valeur est examinée à chaque date de clôture.

Note 3.9: Immobilisations financières

▪ *Classification*

Le Groupe classe ses actifs financiers dans les catégories suivantes : actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net ; prêts et créances ; placements détenus jusqu'à leur échéance et actifs financiers disponibles à la vente. La classification dépend des raisons ayant motivé l'acquisition des actifs financiers. Le groupe détermine la classification de ses actifs financiers après leur comptabilisation initiale et, uniquement dans le cas des actifs détenus jusqu'à leur échéance, il revoit cette classification à chaque clôture.

▪ *Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net*

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont des actifs financiers détenus à des fins de transaction et des actifs désignés lors de leur comptabilisation initiale comme étant des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net. Figurent dans cette catégorie les actifs acquis dans un but de revente à brève échéance. Les dérivés, y-compris les dérivés incorporés comptabilisés séparément, sont également désignés comme détenus à des fins de transaction à moins qu'ils ne soient désignés comme instruments de couverture. Ils figurent alors dans l'actif circulant si leur règlement doit intervenir dans un délai de 12 mois, sans quoi ils sont comptabilisés dans les immobilisations.

Les gains et pertes sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés immédiatement au compte de résultat.

▪ *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont présentés en actifs courants lorsqu'ils ont une échéance de moins de 12 mois à la date de clôture, sans quoi ils sont comptabilisés dans les actifs non courants.

▪ *Placements détenus jusqu' à leur échéance*

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers, autres que des instruments dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont présentés en actifs courants lorsqu'ils ont une échéance de moins de 12 mois à la date de clôture, sans quoi ils sont comptabilisés dans les actifs non courants.

▪ *Actifs financiers disponibles à la vente*

Les actifs financiers disponibles à la vente sont des actifs financiers, autres que des instruments dérivés qui sont soit classés cette catégorie soit qui ne sont classés dans aucune autre catégorie. Ils sont inclus dans les actifs non courants sauf si la direction estime les vendre dans les 12 mois suivant la date de clôture.

La répartition par catégorie des actifs financiers du Groupe est présentée dans la note 5.3.

▪ *Comptabilisation et décomptabilisation*

Tous les achats ou ventes réguliers d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, c'est-à-dire à la date à laquelle le Groupe s'est engagé à acheter ou vendre l'actif. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits à percevoir les flux de trésorerie attachés à ces actifs financiers ont

expiré ou lorsqu'ils ont été transférés et que le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à leur propriété.

Lorsque des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de la juste valeur précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés en résultat.

▪ *Évaluation*

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont évalués à la juste valeur, majorée, dans le cas des actifs financiers qui ne sont pas enregistrés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, des coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition. Les coûts de transaction des actifs financiers enregistrés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont comptabilisés en charges.

Les prêts et créances et les placements détenus jusqu'à leur échéance sont ensuite évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les actifs financiers disponibles à la vente et les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont ultérieurement évalués à leur juste valeur. Les gains et pertes liés aux variations de la juste valeur de ces actifs sont comptabilisés selon les principes suivants :

- Pour les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les variations de la valeur comptable sont comptabilisées en résultat dans les autres produits et charges opérationnels dans la période au cours de laquelle ils interviennent ;
- Pour les actifs financiers disponibles à la vente, les variations de la valeur comptable sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, à l'exception des écarts de conversion résultant des variations du coût amorti des actifs monétaires libellés en devises, qui sont comptabilisés en résultat.

▪ *Dépréciation des actifs financiers*

Le Groupe évalue à chaque date de clôture s'il existe des éléments objectifs indiquant qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers est déprécié. Un actif financier est déprécié seulement s'il existe des éléments objectifs indiquant une perte de valeur résultant d'un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif (« événement générateur de perte ») et si cet événement a une incidence sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif, et si cette incidence peut être estimée de manière fiable.

Critères utilisés pour déterminer s'il existe des éléments objectifs indiquant une perte de valeur :

- Difficultés financières significatives de l'emprunteur ;
- Défaut de paiement des intérêts ou cessation de remboursement du principal ;
- La probabilité que l'emprunteur connaisse une situation de faillite ou de restructuration financière.

Pour les titres de capitaux propres, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur des titres en-deçà de leur coût constitue également une indication objective de dépréciation.

Si de tels éléments objectifs existent, le Groupe comptabilise une perte de valeur de la manière suivante :

- Pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti, la perte de valeur est égale à l'écart entre le coût amorti du prêt ou de la créance et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée sur la base du taux d'intérêt effectif initial de l'instrument. La valeur comptable de cet actif est diminuée d'autant.
- Pour les actifs financiers disponibles à la vente, la perte de valeur est égale à l'écart entre le coût initial de l'actif et sa juste valeur à la date d'évaluation, déduction faite de toute perte de valeur précédemment comptabilisée en résultat. Ce montant représente la perte cumulée dans les autres éléments du résultat global qui est reclassée dans le résultat net.

Les pertes de valeur sur les actifs financiers comptabilisés au coût amorti et les instruments de dette disponibles à la vente sont repris lors de périodes ultérieures si le montant de la perte de valeur diminue et

si cette diminution peut être liée objectivement à un événement postérieur à la comptabilisation de la perte de valeur. Les pertes de valeur sur les instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne sont pas reprises.

Note 3.10: Instruments dérivés

La société a utilisé une couverture de taux Swap sur les intérêts des nouveaux souscrits sur la période concernée.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de signature du contrat dérivé, puis sont réévalués à la juste valeur à chaque date de clôture. Les variations ultérieures de la juste valeur des instruments dérivés sont comptabilisées immédiatement au compte de résultat consolidé dans le résultat financier net.

La juste valeur des instruments dérivés est présentée dans la note 5.4.

Note 3.11: Créances clients

Les créances clients sont les montants dus par les clients pour les services rendus dans le cadre normal de l'activité du Groupe. Si l'encaissement est prévu dans un délai inférieur ou égal à un an (ou, à défaut, durant le cycle normal de l'activité), ils sont comptabilisés dans les actifs courants. À défaut, ils sont comptabilisés en actifs non courants.

Les créances clients sont comptabilisées initialement à leur juste valeur, qui correspond généralement à leur valeur nominale, sauf si l'effet de l'actualisation est significatif. Par la suite, elles sont évaluées à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, déduction faite des provisions pour dépréciation.

Un contrat d'affacturage existait jusqu'à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Toutefois, même si ces créances ont été cédées à une société d'affacturage, le Groupe a continué de les comptabiliser (cf. note 5.6), conformément aux critères de décomptabilisation des actifs financiers fixés par les normes IFRS.

Une provision pour dépréciation est constatée dans le compte de résultat consolidé lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer la totalité des montants dus conformément aux conditions initiales de la créance. Le montant de cette provision est égal à la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée sur la base du taux d'intérêt effectif initial de l'actif financier. Cette provision est comptabilisée au compte de résultat sous la rubrique Coût des ventes. Une créance est décomptabilisée lorsqu'elle est considérée comme irrécouvrable.

Note 3.12: Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les avoirs en caisse, les dépôts bancaires à vue, les autres investissements à court terme considérés comme très liquides assortis d'une échéance initiale de moins de trois mois et soumis à des risques de changements de valeur non significatifs, ainsi que les découverts bancaires s'ils ne constituent pas une opération de financement. Dans le bilan consolidé, les découverts bancaires sont inclus dans le poste Emprunts des passifs courants.

Note 3.13: Capital social

Les actions ordinaires sont comptabilisées dans les capitaux propres. Les coûts marginaux directement imputables à l'émission d'actions nouvelles ou d'options sont portés dans les capitaux propres en réduction de la prime d'émission nette d'impôt.

Si une société du Groupe achète des instruments de capitaux propres de la Société, par exemple dans le cadre d'un rachat d'actions ou d'un plan de rémunération fondé sur des actions, la contrepartie versée, y compris tout coût marginal directement imputable (après impôts), est présentée en diminution des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société comme des actions propres jusqu'à ce que ces actions soient annulées ou réémises. Si ces actions ordinaires sont réémises, toute contrepartie reçue, après déduction des éventuels coûts de transaction marginaux directement imputables et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

Note 3.14: Paiements fondés sur des actions

Le Groupe a mis en place un plan d'intéressement à long terme sur objectif pour certains employés, qui est classé dans les paiements fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux.

Les paiements aux employés fondés sur des actions et réglés en instruments de capitaux sont comptabilisés à la juste valeur des instruments de capitaux propres à la date d'octroi. Cette juste valeur est comptabilisée au compte de résultat consolidé sous la rubrique Charges au titre des avantages du personnel selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition des droits, sur la base de l'estimation du Groupe du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue, avec une contrepartie directe en capitaux propres. À chaque date de clôture, le Groupe revoit son estimation du nombre d'instruments de capitaux propres dont l'acquisition est attendue. S'il y a lieu, l'incidence de cette révision est comptabilisée au compte de résultat consolidé sous la rubrique Charges au titre des avantages du personnel de façon à ce que la charge cumulée soit le reflet de l'estimation révisée en contrepartie d'un ajustement correspondant dans la réserve liée aux avantages du personnel fondés sur des actions.

Note 3.15: Avantages du personnel à long terme

Les régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi du Groupe sont constitués de plans à cotisations définies et de plans à prestations définies.

Régimes de retraite à cotisations définies

Un plan de retraite à cotisations définies est un plan pour lequel le Groupe verse des cotisations définies à une entité séparée. Le Groupe n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si l'actif du fonds n'est pas suffisant pour payer au personnel toutes les prestations relatives aux services rendus par les salariés au cours de la période actuelle et des périodes antérieures.

À l'exception du régime de retraite légal à prestations définies en France, le Groupe n'offre à ses employés que des régimes à cotisations définies, à travers le versement de cotisations obligatoires, contractuelles ou volontaires à des régimes de retraite publics ou privés, et n'est assujéti à aucune autre obligation de versement une fois le versement desdites cotisations effectué. Les cotisations sont comptabilisées dans le compte de résultat en tant que charges au titre des avantages du personnel lorsqu'elles deviennent exigibles. Les cotisations payées d'avance sont portées à l'actif dans la mesure où elles sont remboursables ou donnent lieu à une réduction des paiements futurs.

Régimes de retraite à prestations définies

Un plan de retraite à prestations définies est un plan de retraite qui n'est pas à cotisations définies. En règle générale, ces plans de retraite prévoient une pension que l'employé recevra au moment où il prendra sa retraite, généralement en fonction d'un ou plusieurs paramètres tels que l'âge, le nombre d'années de service et la rémunération.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements de retraite sont comptabilisés au bilan et représentent la valeur actuelle de l'engagement au titre des prestations définies, ajusté des écarts actuariels et coût des services passés non comptabilisés, et diminué de la juste valeur des actifs du régime, le cas échéant. Les écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience et des changements d'hypothèses actuarielles sont imputés dans les Autres éléments du résultat global à mesure qu'ils sont

encourus. Le coût des services passés (effet de la modification, de la réduction ou de la liquidation d'un régime à prestations définies) est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat. Les charges d'intérêt résultant de la désactualisation financière des engagements de retraite et autres avantages assimilés ainsi que les produits financiers liés aux rendements attendus des actifs des régimes sont présentés dans le résultat financier net. Les engagements des régimes à prestations définies sont calculés chaque année.

Les régimes à prestations définies du Groupe se limitent au régime légal en France. Le montant des obligations des sociétés françaises du Groupe n'était pas considéré comme significatif au 31 décembre 2016 et, par conséquent, il ne figure pas dans l'annexe aux comptes consolidés.

Note 3.16: Provisions

Les provisions pour litiges ou risques divers sont comptabilisées lorsque :

- Le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation
- le montant de l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable.

Les provisions ne sont pas comptabilisées au titre de pertes opérationnelles futures.

Lorsqu'il y existe un grand nombre d'obligations similaires, la probabilité qu'une sortie de ressources soit nécessaire à l'extinction de ces obligations est déterminée en considérant la catégorie d'obligations comme un tout. Une provision est comptabilisée même si la probabilité de sortie pour chacun des éléments considérés isolément est faible.

Les provisions sont évaluées à la valeur actuelle de la meilleure estimation, faite par la direction, de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Le taux d'actualisation utilisé pour déterminer la valeur actuelle est un taux avant impôts reflétant l'estimation de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à ces obligations. L'augmentation des provisions enregistrée pour refléter l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières.

Les provisions sont affectées en provisions courantes ou non courantes en fonction de leur part respective à moins d'un an et à plus d'un an.

Note 3.17: Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, soit leur produit d'émission (juste valeur de la contrepartie reçue) diminué des coûts de transaction. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Toute différence entre les produits (nets des coûts de transaction) et la valeur de rachat est comptabilisée au compte de résultat sur la durée des emprunts en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les encaissements futurs (coûts de transaction inclus) jusqu'à l'échéance des passifs financiers, ou sur une période plus courte le cas échéant, de manière à obtenir leur valeur nette comptable lors de leur comptabilisation initiale.

Les coûts directement imputables à l'établissement de facilités de crédit sont comptabilisés en coûts de transaction de l'emprunt dans la mesure où il est probable que tout ou partie de la facilité sera tirée. Dans ce cas, la comptabilisation des frais est différée jusqu'au tirage effectif. Dans la mesure où aucun élément ne permet de conclure qu'il est probable que tout ou partie de la facilité sera tirée, les frais sont capitalisés en tant qu'avance sur les services de liquidité et sont amortis sur la période de la facilité à laquelle ils se rapportent.

Les emprunts sont comptabilisés en passifs courants, à moins que le Groupe ne dispose d'un droit inconditionnel de différer le remboursement de l'obligation d'au moins 12 mois après la date de clôture.

Note 3.18: Obligations convertibles – instruments financiers

En 2007, la Société a émis un emprunt obligataire convertible, qui a été renégocié en 2012. En IFRS, la parité de conversion n'étant pas fixe, les obligations sont qualifiées d'instruments financiers hybrides composés d'un emprunt et d'un instrument dérivé incorporé pour l'option de conversion. Les instruments dérivés incorporés sont comptabilisés à la ligne Instruments financiers dérivés (passifs) au bilan consolidé. La valorisation des dérivés incorporés (à la juste valeur) a été effectuée par des évaluateurs indépendants. La charge d'intérêt sur l'emprunt est calculée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et la variation de la juste valeur de l'instrument dérivé est comptabilisée à la ligne Autres produits et charges financiers pour la part de l'emprunt qui n'est pas convertie en actions.

En mars 2016, la totalité des obligations convertibles a été remboursée.

Note 3.19: Dettes fournisseurs

Ces sommes représentent des passifs pour services fournis par le Groupe avant la fin de l'exercice et qui n'ont pas encore été payés. Les dettes fournisseurs sont classées dans les passifs courants si leur date d'échéance est de moins d'un an après la date de clôture. Elles sont comptabilisées initialement à leur valeur nominale, sauf si leur échéance dépasse les délais standards, auquel cas elles sont initialement évaluées à la juste valeur, puis évaluées à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Note 3.20: Impôts exigibles et différés

La charge d'impôt au titre de l'exercice comprend les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est comptabilisé au compte de résultat consolidé, à l'exception de la part relative aux éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt est également comptabilisé dans ces rubriques.

La charge d'impôt exigible est calculée sur la base du taux d'impôt effectif ou quasi effectif à la date de clôture dans les pays où la Société et ses filiales opèrent et génèrent des bénéfices imposables. La direction évalue régulièrement les positions retenues pour l'établissement des déclarations fiscales dans les situations où la réglementation fiscale est sujette à interprétation. Il fixe, le cas échéant, des provisions sur la base des montants qui seront probablement versés aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont constatés sur la base des différences temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs au bilan consolidé et leur base fiscale. Toutefois, les passifs d'impôt différé ne sont pas comptabilisés lorsqu'ils résultent de la comptabilisation initiale d'un goodwill. L'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable, ni le résultat fiscal. L'impôt différé est calculé sur la base des taux d'imposition (et des régimes d'imposition) effectifs ou quasi effectifs à la date de clôture et dont l'application est anticipée lors de la réalisation de l'actif d'impôt différé ou du règlement du passif d'impôt différé. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement lorsqu'il est probable qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer les différences temporaires. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant soit disponible pour permettre l'utilisation de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour des différences temporaires imposables résultant de participations dans des filiales, des entreprises liées et des partenariats, sauf si le Groupe est en mesure de contrôler la date à laquelle la différence temporaire s'inversera et s'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir proche.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et s'ils concernent des impôts sur le résultat prélevé par la même autorité fiscale soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes, mais qui ont l'intention de régler les actifs et les passifs d'impôt exigible sur la base de leur montant nets.

Note 3.21: Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, Secteurs opérationnels, les secteurs d'activité rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le reporting interne fourni au principal décideur opérationnel (*Chief Operating Decision-Maker*). Le principal décideur opérationnel, qui est en charge de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels, a été identifié comme étant le conseil d'administration.

Les informations concernant les secteurs opérationnels se fondent sur les mêmes règles et principes comptables que ceux qui ont été utilisés pour la préparation des états financiers consolidés.

Note 3.22: Comptabilisation du chiffre d'affaires

Les activités du Groupe sont les suivantes :

- les activités de génération de trafic dites de PPC (*Pay Per Click*), liées à la gestion de mots clés et d'espaces publicitaires pour la clientèle,
- l'activité de référencement (SEO), qui est une activité de conseil liée à la création et à l'optimisation de sites web,
- l'activité Média, qui concerne l'optimisation de campagnes publicitaires à travers l'achat d'espace online et le re-targeting (par le biais du RTB),
- l'activité Data, qui comprend à la fois les solutions de CRM (Campagnes d'emailing et Gestion de Base de Données) et les solutions de Data Analytics,
- l'activité Affiliation, qui assure la gestion de campagnes publicitaires à travers des réseaux d'affiliation,
- l'activité Design, qui regroupe la conception de sites Internet, de publicités (vidéos, bannières), d'e-mails ou d'autres supports publicitaires,
- l'activité Social Media, qui concerne le re-targeting publicitaire sur les réseaux sociaux.

Par conséquent, les ressources du Groupe proviennent principalement de deux types de contrats de prestation:

- les contrats récurrents, typiquement conclus pour une durée initiale d'un an, renouvelables par tacite reconduction (par exemple, dans les activités PPC ou Média), et
- les contrats à caractère plus ponctuel basés sur la mise à disposition de moyens humains – sous forme de journées hommes (par exemple, dans les activités SEO ou Design).

Le chiffre d'affaires afférent à ces contrats est comptabilisé en fonction du degré d'avancement du contrat. Le chiffre d'affaires est constaté si :

- le degré d'avancement du contrat peut être estimé de façon fiable à la date de clôture,
- le montant des produits ainsi que des coûts encourus ou à encourir concernant la transaction peut être évalué de façon fiable
- il est probable que les avantages économiques futurs associés à la transaction iront à l'entité.

Le chiffre d'affaires est évalué sur la base du prix précisé dans le contrat de vente, net des rabais, des retours et de la taxe sur la valeur ajoutée.

Dans certaines transactions dans les activités PPC et Media, le Groupe agit en qualité de mandataire pour le compte de prestataires tiers. Pour ces transactions, le Groupe calcule le montant net perçu, déduction faite de toute dépense encourue auprès de prestataires tiers. Dans d'autres transactions, le Groupe agit en son nom propre pour ses clients. Pour ces transactions, le Groupe comptabilise en chiffre d'affaires le

montant brut facturé et toute dépense encourue auprès de prestataires tiers est comptabilisée à la rubrique Coût des ventes.

Note 3.23: Subventions

Les subventions publiques sont comptabilisées à la juste valeur si leur attribution est raisonnablement assurée et si le Groupe remplit toutes les conditions y afférentes. Leur comptabilisation et leur évaluation diffèrent selon qu'elles concernent des coûts ou des actifs :

- Les subventions publiques liées à des coûts sont différées et comptabilisées dans le compte de résultat de la période nécessaire pour les rattacher aux coûts qu'elles sont censées compenser. Elles sont comptabilisées dans la rubrique Autres produits opérationnels.
- Les subventions publiques liées à des actifs sont comptabilisées au bilan en déduisant les subventions reçues de la valeur comptable des actifs correspondants. La subvention est comptabilisée en résultat sur la durée de vie de l'actif amortissable par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

NetBooster SA est éligible au Crédit d'impôt recherche. Ce crédit d'impôt est comptabilisé dans le compte de résultat consolidé à la rubrique Autres produits opérationnels lorsqu'il est acquis. Les crédits d'impôt pour les frais de développement qui sont capitalisés comme faisant partie des immobilisations incorporelles sont déduits des montants portés à l'actif et comptabilisés dans le compte de résultat consolidé par l'intermédiaire d'une réduction de la charge d'amortissement.

Les sociétés françaises du Groupe sont également éligibles au Crédit d'impôt compétitivité emploi. Ce crédit d'impôt est déductible des charges de personnel correspondantes dans le compte de résultat.

Note 3.24: Contrats de location

Contrats de location simple

Les contrats de location dans lesquels une part importante des risques et avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée au Groupe (le locataire) sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple (nets des avantages obtenus du bailleur) sont comptabilisés en charges au compte de résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Les éventuels avantages reçus par le locataire pour l'inciter à conclure le contrat de location simple sont comptabilisés au passif. Le montant global des avantages incitatifs est comptabilisé dans le compte de résultat en déduction des charges de location de façon linéaire sur la durée du contrat de location.

Le Groupe a comptabilisé des loyers au titre des contrats de sous-location simple de façon linéaire sur la durée du contrat de sous-location correspondant. Les coûts directs initiaux attribuables à la négociation et à la conclusion d'un contrat de sous-location sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable des actifs mis en sous-location et comptabilisés de façon linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

▪ *Contrats de location-financement*

Les contrats de location dans lesquels une part importante des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif est transférée au Groupe (le locataire) sont considérés comme des contrats de location-financement. Ces contrats sont capitalisés au début de la période de location à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, et la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les obligations au titre de la location, nettes de charges financières, sont incluses dans les dettes financières. Les paiements au titre de la location sont répartis entre l'amortissement du solde de la dette et les charges financières. La composante intérêts de la charge financière est comptabilisé en charges dans le compte de résultat sur la période de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre des contrats de location-financement sont amorties sur la durée d'utilité de l'actif ou sur la durée du bail, si celle-ci est inférieure.

Aux 31 décembre 2016, le Groupe n'a comptabilisé aucun contrat de location-financement dans ses états financiers consolidés, car les montants en question n'étaient pas considérés comme significatifs.

Note 3.25: EBITDA

L'EBITDA se définit comme le résultat opérationnel retraité des éléments suivants : (i) les dotations aux amortissements ; (ii) les charges opérationnelles « non récurrentes » présentées dans le compte de résultat consolidé à la rubrique Autres produits et charges opérationnels nets.

L'EBITDA ne constitue pas un indicateur élaboré conformément aux normes IFRS, il n'est pas représentatif de la situation financière, du niveau de liquidité ou de la rentabilité et ne saurait être considéré comme une donnée alternative au résultat net – part du Groupe calculé conformément aux normes IFRS, ni au résultat opérationnel ou aux flux de trésorerie nets provenant de/affectés aux activités opérationnelles calculés selon les normes IFRS ni à tout autre mesure prescrite par les principes comptables généralement admis (GAAP). L'EBITDA est un instrument utilisé par le Groupe pour obtenir une base de comparaison pertinente de sa performance sur plusieurs exercices, dans la mesure où il élimine du résultat opérationnel l'impact d'éléments qui ne reflètent pas la performance opérationnelle sous-jacente. Dans la mesure où toutes les sociétés ne calculent pas l'EBITDA de la même manière, la présentation de l'EBITDA dans le présent document pourrait ne pas être comparable à l'EBITDA communiqué par d'autres sociétés.

Note 3.26: Autres produits et charges opérationnels non courants

Conformément à la recommandation n° 2013-03 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), les autres charges et produits opérationnels sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat. Il s'agit de produits et charges en nombre très limité, clairement identifiables et peu fréquents, qui ont une incidence significative sur la performance consolidée. Cette classification s'applique à certains produits ou charges d'un montant significatif qui sont inhabituels par leur nature ou par leur fréquence, tels qu'une plus-value de cession ou des coûts de restructuration, etc. Ils sont présentés de manière distincte dans le compte de résultat pour permettre aux lecteurs des états financiers consolidés afin de mieux comprendre la performance opérationnelle courante du Groupe.

Note 3.27: Distribution de dividendes

Les dividendes versés aux actionnaires sont comptabilisés en tant que passif dans les états financiers consolidés de la période au cours de laquelle ils ont été approuvés par les actionnaires du Groupe.

Note 3.28: Résultat par action

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant chaque période considérée.

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation des effets dilutifs des instruments de capitaux propres. Le nombre d'actions prises en compte au titre des options, bons de souscription d'actions et instruments similaires est calculé selon la méthode du « rachat d'actions ». Les actions ordinaires potentiellement dilutives de la Société comprennent les options sur actions attribuées au personnel salarié, les bons de souscription d'actions et l'option de conversion intégrée dans les obligations convertibles.

NOTE 4: GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Note 4.1: Facteurs de risque financier

De par ses activités, le Groupe est exposé à des risques financiers de différentes natures : risque de marché (notamment risque de change, risque de taux d'intérêt), risque de crédit et risque de liquidité. Le programme de gestion du risque du Groupe est axé sur le caractère imprévisible des marchés financiers et vise à réduire le plus possible les effets négatifs potentiels de ces risques sur sa performance financière.

La gestion du risque du Groupe est assurée par un [service dédié au niveau du siège conformément aux règles approuvées par le conseil d'administration qui identifie et évalue les risques financiers en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du Groupe. Le conseil d'administration définit la politique de gestion du risque en énonçant par écrit les principes généraux mais aussi les domaines particuliers tels que le risque de change, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit, l'utilisation d'instruments financiers dérivés et non dérivés, et le placement des excédents de trésorerie].

Risque de marché

- *Risque de change*

Le Groupe exerce ses activités à l'international, et il est exposé au risque de change généré par l'utilisation de différentes devises, principalement la livre sterling, le franc suisse, la couronne suédoise, la couronne norvégienne et la couronne danoise.

Le risque de change découle des facteurs suivants :

- le règlement futur des transactions en devises effectuées par le Groupe ;
- la conversion à la date de clôture des actifs et des passifs monétaires libellés en devises étrangères ;
- la conversion des comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de la devise de présentation (l'euro) des comptes consolidés.

La direction demande aux sociétés du Groupe de gérer leur risque de change par rapport à leur monnaie fonctionnelle et impose des limites strictes au risque auquel elles peuvent s'exposer. La Société ne couvre pas l'exposition au risque de change.

Le tableau ci-après présente la sensibilité du résultat net consolidé aux variations de change des principales devises utilisées par le Groupe :

en milliers d'euros	Incidence sur le résultat net	
	31-déc-16	31-déc-15
<u>Livre Sterling</u>		
Parité GBP/EUR - hausse 10 %	-15	-63
Parité GBP/EUR - baisse 10 %	19	76
<u>Couronne suédoise</u>		
Parité SEK/EUR - hausse 10 %	32	11
Parité SEK/EUR - baisse 10 %	-39	-14
<u>Franc suisse</u>		
Parité CHF/EUR - hausse 10 %	-13	-22
Parité CHF/EUR - baisse 10 %	16	26
<u>Couronne danoise</u>		
Parité DKK/EUR - hausse 10 %	62	32
Parité DKK/EUR - baisse 10 %	-76	-39
<u>Couronne norvégienne</u>		
Parité NOK/EUR - hausse 10 %	-7	-5
Parité NOK/EUR - baisse 10 %	9	6

▪ **Risque de taux d'intérêts**

Le Groupe n'a pas d'exposition significative au risque de taux d'intérêt dans la mesure où ses créances clients à long terme sont principalement assortis de taux d'intérêts fixes et évalués à leur coût amorti. Par conséquent, ils ne sont pas soumis au risque de taux d'intérêt puisque les variations des taux d'intérêt du marché n'auront aucune incidence sur la valeur comptable ou les flux de trésorerie futurs.

Il existe cependant un risque de taux d'intérêt sur les nouveaux emprunts contractés mais qui a été couvert pour un Swap de taux fixe à 0%.

Risque de crédit

Le risque de crédit découle des éléments suivants : trésorerie et équivalents de trésorerie, actifs financiers non courants, instruments financiers dérivés et exposition au risque de crédit des clients, à travers notamment les créances échues et les transactions conclues.

Le risque de crédit est géré au niveau du Groupe, à l'exception du risque de crédit lié aux soldes des créances clients. Il incombe à chaque entité locale de gérer et d'analyser le risque de crédit de chacun de ses clients avant que les conditions de paiement et de livraison courants ne soient fixées. Si les clients sont notés par une entité indépendante, cette notation est utilisée. À défaut, leur solvabilité est examinée par le service de contrôle du risque de crédit qui prend en compte leur situation financière, leur historique ainsi que d'autres facteurs. Des limites au risque de crédit sont instaurées sur la base des notations internes ou externes conformément aux limites fixées par le Groupe.

Risques de liquidité

La gestion du risque de liquidité vise à assurer que le Groupe dispose de facilités de financement suffisantes pour honorer ses engagements actuels et futurs. La direction suit de près les prévisions glissantes de réserves de liquidités et de trésorerie et équivalents de trésorerie du Groupe sur la base des

flux de trésorerie attendus. La gestion du risque de liquidité est généralement assurée au niveau local au sein des sociétés opérationnelles du Groupe conformément aux pratiques et aux limites définies par le Groupe.

À la date de clôture, compte tenu d'une situation de trésorerie disponible favorable, la direction estime que le risque de liquidité sera sans doute limité à brève échéance.

Note 4.2: Gestion du capital

Les objectifs du Groupe en matière de gestion du capital consistent à s'assurer que le Groupe a la capacité de poursuivre son exploitation et de fournir un rendement adéquat aux actionnaires et de maintenir une structure de capital optimale afin de réduire le coût du capital.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, le Groupe peut être amené à modifier le montant des dividendes distribués aux actionnaires, à rembourser du capital aux actionnaires, à émettre de nouvelles actions ou à vendre des actifs afin de réduire la dette.

Note 4.3: Évaluation de la juste valeur

Le tableau ci-après opère un classement des actifs et des passifs financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur au bilan d'après une hiérarchie fondée sur la matérialité des données utilisées pour déterminer la juste valeur. Selon la norme IFRS 13, les trois niveaux de la hiérarchie sont les suivants :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) atteints par des actifs ou passifs identiques sur des marchés actifs ;
- Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables directement (lorsqu'il s'agit de prix) ou indirectement (à partir des prix) ;
- Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

<i>en milliers d'euros</i>	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Instruments dérivés actifs	86	0	0
Instruments dérivés passifs	0	0	0
Total au 31 Décembre 2016	86	0	0

NOTE 5: INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN CONSOLIDE**Note 5.1: Immobilisations incorporelles et goodwill**

<i>en milliers d'euros</i>	Goodwill	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
Valeur brute	49 251	481	641	50 373
Cumul des amortissements et des dépréciations	-22 822	-142	-500	-23 464
Valeur nette comptable au 31 décembre 2015	26 429	339	141	26 909
Regroupements d'entreprises	8 354	0	0	8 354
Acquisitions	0	9	75	84
Transferts	0	23	-23	0
Cessions	0	-45	-349	-394
Écarts de conversion	0	-3	33	30
Amortissement	0	-134	299	165
Dépréciation	-1 165	0	0	-1 165
Autres	0	0	0	0
Valeur brute	57 605	465	377	58 447
Cumul des amortissements et des dépréciations	-23 987	-276	-201	-24 464
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	33 618	189	176	33 983

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, l'augmentation des immobilisations incorporelles correspond principalement au nouveau goodwill de 4Ps (8 354 K€) et la dépréciation correspond à 100% de la valeur du Goodwill de NetBooster Finlande (1 165 K€) suite aux difficultés rencontrées en 2016 et à la restructuration anticipée début 2017.

Test de dépréciation du goodwill

La direction évalue les performances opérationnelles par zone géographique. Pour les besoins des tests de dépréciation, la direction évalue le goodwill au niveau des cinq secteurs géographiques suivants : (i) France, (ii) Royaume-Uni, (iii) Allemagne, Suisse et Pays-Bas (« DACH »), (iv) Europe du Nord et (v) Europe du Sud).

Chaque zone géographique représente un groupe d'UGT, chacune d'entre elles étant une filiale du Groupe.

Le tableau ci-après présente le goodwill par groupe d'UGT :

<i>en milliers d'euros</i>	31-déc-16	31-déc-15
France	2 031	2 031
Royaume-Uni	8 354	0
DACH (1)	12 652	12 652
Europe du Nord	4 565	5 730
Europe du Sud	6 016	6 016
Goodwill	33 618	26 429

(1) D.A.C.H. : Allemagne, Autriche, Suisse et Pays-Bas

Principales hypothèses

Les principales hypothèses appliquées pour déterminer la valeur d'utilité de chaque UGT sont les suivantes :

<i>en milliers d'euros</i>	31-déc-16	31-déc-15
Taux de croissance à long terme :		
Roy. Uni	1,50%	1,50%
Allemagne	1,50%	1,50%
France	1,50%	1,50%
Finlande	1,50%	1,50%
Suède	1,50%	1,50%
Italie	1,50%	1,50%
Espagne	1,50%	1,50%
Danemark	1,50%	1,50%
Pays-Bas	1,50%	1,50%
Taux d'actualisation après impôt :		
Roy. Uni		7,60%
Allemagne	7,60%	6,50%
France	8,10%	7,50%
Finlande	8,20%	6,80%
Italie	10,80%	10,20%
Espagne	9,20%	9,50%
Danemark	6,60%	5,80%
Pays-Bas	7,40%	6,50%

Le taux d'actualisation utilisé est le coût moyen pondéré du capital après impôts qui reflète les risques spécifiques du secteur et du pays concernés.

Une perte de valeur du goodwill sur la Finlande a été comptabilisée pour -1 165K€ au 31 décembre 2016.

Sensibilité

Le Groupe a effectué un test de sensibilité de la charge de dépréciation aux variations des principales hypothèses utilisées (c'est-à-dire le taux d'actualisation après impôts et le taux de croissance à long terme).

Pour l'ensemble des UGT, les principales hypothèses ont été modifiées comme suit :

- taux d'actualisation après impôts : +0,5 % ;
- taux de croissance à long terme : -0,5 %.

Les tests de sensibilité effectués aux 31 décembre 2016 n'ont entraîné aucune charge de dépréciation supplémentaire, et le Groupe n'a donc pas modifié ses hypothèses.

Note 5.2: Immobilisations corporelles

<i>en milliers d'euros</i>	Constructions et aménagements	Agencements, matériels et mobilier de bureau	TOTAL
Valeur Brute	148	2 137	2 285
Cumul des amortissements et des dépréciations	-54	-1 287	-1 341
Valeur comptable au 31 décembre 2015	94	850	944
Regroupements d'entreprises	0	276	276
Acquisitions	19	414	433
Transferts	0	-48	-48
Cessions	0	-107	-107
Écarts de conversion	0	-76	-76
Amortissement	-33	-338	-371
Dépréciation	0	0	0
Valeur Brute	167	2 596	2 763
Cumul des amortissements et des dépréciations	-87	-1 625	-1 712
Valeur comptable au 31 décembre 2016	80	971	1 051

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la valeur comptable des immobilisations corporelles reste stable.

Contrats de location

- **Location simple**

Le Groupe n'a comptabilisé aucune immobilisation acquise dans le cadre de contrats de location-financement aux 31 décembre 2016. Les paiements nets en vertu des contrats de location simple s'élevaient à 2253 K€ au 31 décembre 2016, liés principalement à la location de bureaux à Londres, à Paris et à Duisburg. Ils sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé à la rubrique Charges externes.

- **Loyers gratuits**

Des loyers gratuits ont été obtenus en 2013 pour le bureau de Paris pour un montant total de 275 K€. Ce montant est amorti de façon linéaire sur une période de 9 ans.

- **Sous-location**

Le bureau de Londres a fait l'objet d'une sous-location au 1^{er} semestre 2016. Les revenus locatifs provenant de ce contrat de sous-location sont comptabilisés sur la même base que les charges locatives correspondantes qui figurent au compte de résultat à la rubrique Charges externes, et sont comptabilisées de façon linéaire sur la durée du contrat de sous-location correspondant. Ces revenus locatifs s'élevaient à 60 K€ au 31 décembre 2016.

▪ **Loyers minimaux à verser en vertu des contrats de location simple non résiliables**

<i>en milliers d'euros</i>	31-déc-16
A moins d'un an	2386
Entre un et cinq ans	4087
À plus de cinq ans	127

Note 5.3: Actifs financiers non courants

<i>en milliers d'euros</i>	Actifs financiers non courants
Valeur comptable au 31 décembre 2015	511
Acquisitions	103
Transfers	0
Cessions	-22
Écarts de conversion	1
Dépréciation	4
Valeur comptable au 31 Décembre 2016	597

Ventilation des actifs financiers non courants au 31 décembre 2016 :

- Les dépôts de garantie pour la France (76 K€), le Danemark (76 K€), l'Allemagne (83 K€), l'Espagne (31 K€) et la Suisse (56 K€)
- Les actifs financiers donnés en garantie du cautionnement bancaire obtenu au titre du bail portant sur les locaux du 4/6 Passage Louis Philippe à Paris à hauteur de 164 K€
- Les fonds immobilisés dans le cadre du contrat de liquidité pour 86 K€

Note 5.4: Instruments financiers

Les actifs et passifs financiers ont été classés par catégories en fonction de leur base d'évaluation et, pour les éléments évalués à la juste valeur, selon que les variations de la juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat ou dans l'état consolidé du résultat global.

Instrument financiers (actif) par catégorie

<i>en milliers d'euros</i>	Actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers au coût amorti
Actifs financiers non courants	0	0	597
Créances clients et comptes rattachés (hors avance sur paiement)	0	0	51 228
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0	0	10 278
Instrument financiers au 31 décembre 2016	0	0	62 103

Instrument financiers (passif) par catégorie

<i>en milliers d'euros</i>	Instrument dérivés à la juste valeur en résultat	Autres dettes financières au coût amorti
Emprunts	0	15 507
Instrument financiers dérivés	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés : Fournisseurs	0	38 535
Dettes liés aux immobilisations		11
Fournisseurs et comptes rattachés : dettes envers les parties liées	0	-15
Instrument financiers au 31 décembre 2016	0	54 038

Note 5.5: Créances clients et comptes rattachés

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Créances clients	51 738	42 554
Avances et acomptes	1 217	978
Créances sur parties liées	5	2
Provisions pour dépréciation des créances client	-515	-481
Créances clients et comptes rattachés	52 445	43 053

Justes valeurs

La juste valeur du poste Créances clients et comptes rattachés correspond approximativement à sa valeur comptable.

Analyse de dépréciation des créances

Le tableau ci-après présente une analyse de dépréciation des créances :

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Non échues, non dépréciées	38 503	33 214
Échues mais non dépréciées		
Moins de 31 jours	8 581	6 495
31 - 60 jours	2 211	1 188
61 - 90 jours	622	280
Plus de 90 jours	1 433	1 042
Échues et dépréciées	387	335
Créances clients	51 738	42 554

Le tableau ci-après présente les variations des provisions pour dépréciation des créances :

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Provisions pour dépréciation à l'ouverture	-481	-611
Dépréciation supplémentaire	-142	-93
Provisions utilisées (créances dépréciées)	103	283
Provisions non utilisées reprises		0
Écarts de conversion	6	-2
Autres		-58
Provisions pour dépréciation à la clôture	-515	-481

Les variations des provisions pour dépréciation des créances sont comptabilisées à la rubrique Coût des ventes du compte de résultat consolidé. En règle générale, les provisions sont comptabilisées lorsqu'il est probable que la créance ne soit pas recouvrée. Les améliorations apportées à la gestion des risques liés aux clients ont permis d'éliminer toute dépréciation significative au cours de l'exercice 2016.

Devises

Le tableau ci-après présente la contre-valeur en euro des valeurs comptables des créances en monnaie étrangère :

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Euro	38 974	34 456
Livre Sterling	5 103	3 557
Couronne suédoise	255	228
Franc Suisse	2 421	2 243
Couronne danoise	74	783
Couronne norvégienne	1 204	1 015
Dollar US	1 594	272
AED	1 728	
Autres	385	
Créances clients	51 738	42 554

Note 5.6: Autres actifs

<i>en milliers d'euros</i>	31-déc-16	31 déc. 2015
Autres créances	127	197
Acomptes aux fournisseurs	-2	32
Créances sociales et fiscales	116	80
État (1)	831	747
Autres	10	0
Autres actifs courants	1 082	1 056
Courant	592	719
Non courant	490	337

- (1) La créance de l'état correspond principalement au montant des CIR 2013, 2014, 2015 et CICE 2013, 2014, 2015 et 2016. Ces montants sont comptabilisés principalement en non courant.

Note 5.7: Trésorerie et équivalents

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Disponibilités	10278	7 011
Dépôts à court terme	0	41
Trésorerie et équivalents de trésorerie (tels que présentés au bilan)	10 278	7 052
Découverts bancaires	575	1 214
Trésorerie et équivalents de trésorerie (tels que présentés dans le tableau de financement)	9 703	5 838

Au 31 décembre 2016, la situation de trésorerie s'est améliorée grâce à l'augmentation de capital réalisée le 1^{er} septembre pour 5.3M€.

Note 5.8: Capital social

Au 31 décembre 2016, le capital social de la Société s'élevait à 1 911 K€, représenté par 19 110 300 actions d'une valeur nominale de 0,10 €. Le tableau ci-après présente les variations du capital social depuis le 31 décembre 2015 :

<i>En euros</i> <i>(sauf nombre d'actions)</i>	Nombre d'actions	Capital social	TOTAL
Au 31 décembre 2015	16 586 570	0,10	1 658 657
Augmentations de capital (actions gratuites) (26 avril 2016)	86 000	0,10	8 600
Augmentations de capital Placement privé Nobel) (1er September 2016)	2 437 730	0,10	243 773
Au 31 décembre 2016	19 110 300	0,10	1 911 030

Augmentations de capital

Cf. note 1.2.

Titres donnant accès au capital social

La Société a émis certains titres (bons de souscription d'actions et actions gratuites) donnant accès au capital social. Les tableaux de la note 6.4 donnent une présentation synthétique des droits en circulation au 31 décembre 2016 :

Note 5.9: Autres provisions non courantes

en milliers d'euros	TOTAL
Au 31 décembre 2015	106
Provision supplémentaire	2
Utilisé sur l'exercice	-4
Au 31 décembre 2016	104

La provision concerne des litiges.

Litiges

Au 31 décembre 2016, la provision reste stable et concerne des litiges avec des salariés. Sur la base des risques estimés par les avocats, la direction estime le risque maximal à 104 K€.

Note 5.10: Emprunts

en milliers d'euros	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Emprunts bancaires	14 890	769
Obligations convertibles	0	0
Emprunts non courants	14 890	769
Emprunts bancaires	42	179
Obligations convertibles	0	10 055
Découverts bancaires	575	1 214
Emprunts courants	617	11 448

Emprunts bancaires

Le 21 mars 2016, NetBooster a annoncé la signature d'un accord de financement de 20,7 M€. Ce nouveau financement est constitué de :

- 5 350 K€ au titre de la tranche A1, assortis d'un taux d'intérêt variable annuel calculé sur la base du taux Euribor 6 mois + 4,3% et remboursables *in fine* le 18 mars 2022.
- 5 350 K€ au titre de la tranche A2, assortis d'un taux d'intérêt variable annuel calculé sur la base du taux Euribor 6 mois + 2% et remboursables en plusieurs échéances entre le 30 juin 2017 et le 31 décembre 2021.
- 5 000 K€ au titre de la tranche B1, assortis d'un taux d'intérêt variable annuel calculé sur la base du taux Euribor 6 mois + 4,3% et remboursables *in fine* le 18 mars 2022.
- 5 000 K€ au titre de la tranche B2, assortis d'un taux d'intérêt variable annuel calculé sur la base du taux Euribor 6 mois + 2% et remboursables en plusieurs échéances entre le 30 juin 2017 et le 31 décembre 2021.

Au 31 Décembre 2016, les tranches A1 et A2 sont intégralement utilisées et portent intérêts, tandis que les tranches B1 et B2 ont été tirées à hauteur de 4.2M€ pour réaliser l'acquisition de l'agence 4Ps Marketing. Le reliquat des tranches B1 et B2 est soumis à une commission de non-utilisation de 0,40%. D'après le contrat de financement, si le taux Euribor 6 mois est inférieur à 0%, il est réputé être égal à 0%.

Les frais d'émission d'emprunt se sont élevées à 540 K€ et ont été comptabilisés en déduction du montant de l'emprunt.

Selon les termes du nouveau contrat de financement, le Groupe s'engage à respecter les covenants suivants :

- le montant de l'Excess Cash Flow de l'exercice ne doit pas être supérieur à 3 M€ ;
- le levier financier (dette financière nette consolidée / excédent brut d'exploitation consolidé) ne doit pas dépasser 1,5 à chaque arrêté semestriel entre le 31 décembre 2016 et le 31 décembre 2018, et 1,2 au 30 juin 2019 ;
- le gearing (dette financière nette consolidée / fonds propres consolidés) ne doit pas dépasser 60% à chaque arrêté semestriel à compter du 31 décembre 2016 ; et
- le taux de couverture de la dette (Free Cash Flow / service de la dette financière consolidée) ne doit pas dépasser 1 à chaque arrêté semestriel à compter du 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, le Groupe respecte les covenants applicables.

Afin de couvrir les taux d'intérêts de ces nouveaux emprunts, le Groupe a conclu un contrat de couverture de taux avec un cap à 0 (voir note 4.1).

Au 31 décembre 2016, les autres emprunts du Groupe sont composés d'un emprunt de 470 K€ auprès de la BPI en France (taux d'intérêt de 3,27%).

Obligations convertibles

En 2012, la Société a renégocié un emprunt obligataire convertible initialement émis en 2007. Les principaux termes de ce contrat sont décrits dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Au cours du premier semestre 2016, aucune obligation convertible n'a été convertie en actions. Le 23 mars 2016, les 143 obligations convertibles existantes ont été refinancées par un nouvel accord de financement comme décrit précédemment. En conséquence, la valeur comptable des obligations convertibles et la juste valeur de l'option de conversion attachée aux obligations sont égales à zéro au 30 juin 2016.

Note 5.11: Impôts courants et différés

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Impôt courant	-1 262	-1 236
- Impôts au titre de l'exercice	-1 413	-1 312
- Autres impôts exigible sur le résultat	151	76
Impôt différé	-141	-35
- Déficit reportables	-359	-78
- Autres	218	43
Impôt sur le résultat	-1 403	-1 271

Les impôts courants intègrent la Contribution sur la valeur ajoutée des entreprises en France pour un montant total de 115 K€, 128 K€ et 120 K€, pour les exercices clos les 31 décembre 2015, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013.

L'impôt prélevé sur le résultat avant impôts du Groupe diffère du montant théorique découlant du taux d'imposition de base de la maison mère en France (33,33 %) comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Résultat avant impôt (hors amortissement des écarts d'acquisition)	3136	3826
Impôt sur le résultat calculé en appliquant le taux d'imposition en vigueur dans chaque pays	-1 403	-1 271
Charge d'impôt théorique	-1 045	-1 275
Incidence fiscale de :		
- Autre impôts exigibles sur le résultat	151	76
- Impact des différences de taux d'imposition	-19	70
- Autres Différence permanentes	-490	-142
Charge d'impôt effective	-1 403	-1 271

La charge d'impôt relative aux autres éléments du résultat global est négligeable.

Impôt différé

Le tableau ci-après présente une analyse des actifs et passifs d'impôts différés :

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Actifs d'impôts différés	2 359	2 755
- réalisables à plus de 12 mois	2 184	1 694
- réalisables dans les 12 mois	175	1 062
Passifs d'impôts différés	0	349
- réalisables à plus de 12 mois	0	349
- réalisables dans les 12 mois	0	0
Impôts différés nets	2 359	2 406

Le mouvement enregistré au compte de l'impôt différé est le suivant :

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Au 1er janvier	2 406	2 382
Écarts de conversion	-25	15
Regroupements d'entreprises	121	0
Charge enregistrée au compte de résultat	-141	-35
Autres	-2	125
Impôts imputés directement au débit ou au crédit des capitaux propres	0	-81
Au 31 décembre	2 359	2 406

L'essentiel des actifs d'impôts différés correspond à des économies d'impôts attendues des reports déficitaires dont sont détentrices les sociétés du Groupe. Les actifs d'impôts différés sont reconnus sur des reports déficitaires dans la mesure où il est probable que les bénéfices imposables futurs permettront de les récupérer.

Au 31 décembre 2016, le Groupe limite l'horizon de probabilité d'imputation de ses déficits fiscaux à un horizon de cinq exercices suivant l'exercice 2016.

Le tableau ci-après présente les reports déficitaires des sociétés du Groupe au 31 décembre 2016 :

<i>Filiales</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
NetBooster SA	4 982	10 691
NetBooster Italy	382	367
NetBooster Finland	1 243	1 025
NetBooster Holding A/S	10 565	10 092
NetBooster Agency A/S	2 921	3 894
NetBooster Spain	419	265
metapeople Netherlands	104	
NetBooster Norway	100	36
NetBooster Sweden	1 291	1 343
NetBooster UK	6 226	7 236
Déficits fiscaux reportables	28 233	34 949

À l'exception des résultats des derniers exercices marqués par des pertes opérationnelles non récurrentes, la société NetBooster SA a enregistré depuis 2004 des résultats fiscaux bénéficiaires. Elle est par ailleurs fiscalement intégrée avec sa filiale Pixidis depuis le 1^{er} janvier 2013, filiale fortement bénéficiaire.

La société NetBooster Italy a été fortement restructurée depuis 2009 avec pour objectif un redressement progressif de la rentabilité opérationnelle. Les projections de résultat de cette entité permettent d'estimer l'utilisation probable des déficits fiscaux reportables à un horizon de deux à trois exercices.

La société NetBooster Spain a fusionné au cours du premier semestre 2012 avec la société Evolnet, société fortement bénéficiaire depuis son entrée dans le groupe en 2008. Cette opération lui a permis d'utiliser une partie de ses déficits fiscaux reportables en 2012, 2013 et 2014.

La société NetBooster Finland a été fortement restructurée depuis 2010. Les projections de résultat de cette entité ne permettent d'estimer l'utilisation probable d'une partie de ses déficits fiscaux reportables à un horizon de deux à trois exercices.

Note 5.12: Dettes fournisseurs et autres dettes

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Fournisseurs	38 535	33 962
Immo a payer	11	0
Dettes envers les parties liées	-15	2
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 706	2 593
Dettes fiscales hors impôts sur les bénéfices	5 049	4 438
Acomptes sur créances clients	369	68
Produits constatés d'avance	8 378	7 682
Autres	20	16
Fournisseurs et comptes rattachés	55 053	48 761

La valeur comptable des dettes fournisseurs et autres dettes est réputée égale à leur juste valeur en raison de leur nature à court terme.

Les produits constatés d'avance correspondent à l'étalement du chiffre d'affaires relatif aux phases d'audit, inscription et maintenance, à des prestations de Consulting facturées mais restant à servir, à des revenus médias et affiliation facturés d'avance.

Note 5.13: Autres passifs

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Dettes sur Acquisition (2)	4 153	220
Franchises de loyer	160	190
Autres dettes opérationnelles	1 703	1 300
Autres (1)	420	420
Autres dettes	6 436	2 130
<i>Courant</i>	2 114	1 566
<i>Non courant</i>	4 322	564

- (1) La Société fait l'objet d'une demande d'indemnisation à hauteur de 1,7 million d'euros de la part de Monsieur Raphaël Zier (ancien Directeur général) au cours des dernières années. Cette demande est formulée au titre d'un défaut d'émission d'instruments financiers à son profit pendant l'exercice de ses fonctions. Les négociations sont en cours et au 31 décembre 2016, la direction estimait le risque à 420 K€. De fait, le Groupe a provisionné cette somme dans les autres passifs courants au bilan consolidé.
- (2) Suite à l'acquisition de la société 4Ps Marketing en septembre 2016, des compléments de prix estimés ont été comptabilisés dans les comptes au 31 décembre 2016.

NOTE 6: NOTES AU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE**Note 6.1: Information sectorielle**

Choisissant d'analyser la performance du Groupe à la fois par produit et par zone géographique, le conseil d'administration a identifié six secteurs opérationnels isolables :

- France
- Royaume-Uni
- Allemagne et Suisse qui affichent des taux de croissance comparables et des marges de croissance similaires
- Europe du Nord, qui regroupe le Danemark, la Finlande et la Suède qui affichent des taux de croissance comparables et des marges de croissance comparables
- Europe du Sud, qui comprend l'Espagne et l'Italie, qui ont des taux de croissance comparables et des marges de croissance similaires
- Moyen-Orient (Dubai)

Par ailleurs, le niveau d'information sectorielle par produit a été présenté pour donner une vue d'ensemble des principales activités du Groupe. Par conséquent, les activités se décomposent comme suit :

- Les activités dites de PPC (Pay Per Click), liées à la gestion de mots clés et d'espaces publicitaires pour la clientèle.
- L'activité d'optimisation des moteurs de recherche (SEO), qui est une activité de conseil liée à la création et à l'optimisation de sites web.
- L'activité Média, qui concerne l'optimisation de campagnes publicitaires à travers l'achat d'espace online et le retargeting (par le biais du RTB).
- L'activité Data, qui comprend à la fois les solutions de CRM (Campagnes d'emailing et Gestion de Base de Données) et les solutions de Data Analytics
- L'activité Affiliation, qui assure la gestion de campagnes publicitaires à travers des réseaux d'affiliation.
- L'activité Design, qui regroupe la conception de sites web, de publicités (vidéos, bannières), d'e-mails ou d'autres supports publicitaires.
- L'activité Social Media, qui concerne le retargeting publicitaire sur les réseaux sociaux.

Le conseil d'administration se fonde principalement sur la marge brute pour évaluer la performance des secteurs opérationnels. Toutefois, il examine également les informations sur l'EBITDA, même si cet indicateur ne fait pas l'objet d'une analyse spécifique par les administrateurs.

Information sectorielle

en milliers d'euros	Chiffre d'affaires	Marge brute	EBITDA	Résultat net de la période	Actifs non courants (*)
France	12 625	7 912	1 252	-399	2 631
DACH (1)	66 090	14 713	2 989	1 758	13 029
Royaume-Uni	21 703	5 995	519	341	8 512
Europe du Nord	16 846	5 896	-851	-2 410	4 757
Europe du Sud	17 100	3 904	863	1 082	6 105
Moyen-Orient (Dubai)	5 599	2 254	245	196	0
Total au 31 décembre 2016	139 963	40 674	5 017	568	35 034

(*) correspond au goodwill, aux immo. corporelles et incorporelles

(1) D.A.C.H. : Allemagne, Suisse et Pays-Bas

<i>en milliers d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Marge brute	EBITDA	Résultat net de l'exercice	Actifs non courants (*)
France	14 973	8 917	849	-213	2 754
DACH (1)	49 640	11 760	2 391	1 687	12 945
Royaume-Uni	12 113	4 336	961	688	154
Europe du Nord	17 168	7 012	-22	-661	5 881
Europe du Sud	12 743	3 182	936	628	6 119
Moyen-Orient (Dubai)	4 166	1 960	403	426	0
Total au 31 décembre 2015	110 803	37 167	5 518	2 555	27 853

Rapprochement des actifs non courants

<i>en milliers d'euros</i>	31 déc. 2016	31 déc. 2015
Goodwill	33 618	26 429
Autres immobilisations incorporelles	365	480
Immobilisations corporelles	1 051	944
Total actifs non courants	35 034	27 853

Informations complémentaires sur les produits

<i>en milliers d'euros</i>	Chiffre d'affaires	
	2016	2015
PPC	79 989	71 485
SEO	6 360	5 741
Media	31 504	18 185
Data	6 142	6 150
Affiliate	20 335	21 660
Design	2 207	2 366
Social Media	9 708	1 596
Interco	-16 282	-16 380
Total CA Groupe	139 963	110 803

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Chiffre d'affaires	139 963	110 803
Coût des ventes	-99 289	-73 636
Total marge brute	40 674	37 167

<i>en milliers d'euros</i>	Marge brute	
	2016	2015
PPC	16 936	14 765
SEO	5 540	4 539
Media	5 427	5 011
Data	4 232	5 342
Affiliate	4 710	4 570
Design	2 003	1 943
Social Media	1 915	1 083
Dépréciation, reprises sur provisions & pertes sur créances	-90	-86
Total marge brute Groupe	40 674	37 167

Note 6.2: Autres produits opérationnels

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Subventions opérationnelles	38	1
Transferts de charges	178	170
Autres	386	328
Autres produits opérationnels	602	499

La rubrique Autres concerne principalement des reprises de différence sur les factures fournisseurs à plus de cinq ans et dépréciés afin d'apurer la position inscrite au bilan.

Note 6.3: Charges opérationnelles

Charges de personnel

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Salaires et traitements	-23 091	-20 040
Charges sociales couvrant les salaires et traitements	-3 934	-3 844
Options sur actions octroyées à la direction et aux	-8	-85
Prestations de retraite	8	-5
Autres	-395	-308
Avantages du personnel	-27 420	-24 282

Au 31 décembre 2016, le groupe NetBooster compte 571 employés contre 450 en décembre 2015. L'acquisition de la filiale 4Ps a permis au groupe de renforcer les équipes au Royaume Uni avec 70 personnes.

De plus, afin d'accompagner la croissance de la marge brute, la filiale allemande (+13) et la filiale à Dubaï (+8) ont renforcés les équipes.

L'augmentation des coûts s'explique également par l'acquisition de metapeople Netherlands en septembre 2015 qui a eu impact de 0.5M€ dans les comptes en 2016.

Charges externes

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Location et charges locatives	-2 754	-2 199
Frais de déplacement	-1 308	-1 118
Marketing	-591	-391
Cotisations et abonnements	-206	-201
Droits de licence	-426	-724
Téléphone et Internet	-299	-295
Équipement IT	-245	-194
Maintenance	-206	-169
Assurance	-144	-114
Honoraires extérieurs	-1 450	-1 341
Coûts de recrutement	-245	-213
Frais bancaires	-122	-88
Frais de Formation	-45	-81
Autres	-448	-619
Charges externes	-8 489	-7 747

L'augmentation des charges externes s'explique principalement par :

- L'impact de l'acquisition de la filiale metapeople Netherlands au 1^{er} semestre 2016 et l'impact de l'acquisition de la filiale 4Ps Marketing fin septembre 2016.
- L'agrandissement de la filiale Allemande pour pallier à l'accroissement du nombre d'employés
- Le développement des consultants extérieurs afin de soutenir la croissance internationale du groupe

Note 6.4: Paiements fondés sur des actions

La Société a émis des Bons de souscription d'actions (BSA) ainsi que des actions gratuites.

Bons de souscription d'actions (BSA)

Le tableau ci-après donne une présentation synthétique des données liées aux bons de souscription d'actions :

Plans	Date d'attribution par le Conseil d'administration	Nombre de BSA en circulation		Prix de souscription	Prix d'exercice	Fin du programme
		31/12/2015	31 /12/2016			
BSA 2014	12 mai 2014	1 175 000	775 000	0.2€	2,42€	12 mai 2018

La diminution du nombre de BSA en circulation entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 est liée au départ de deux salariés du Groupe.

Chacun des BSA de ces plans est convertible en 1 action ordinaire.

Les programmes de BSA sont décrits dans la Note 6.4 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 Décembre 2015.

Actions gratuites (AGA)

La Société peut procéder à une émission d'actions ordinaires sans contrepartie monétaire au profit de ses salariés. Il s'agit d'actions gratuites. Conformément à la norme IFRS 2, les plans d'actions gratuites sont réglés en instruments de capitaux.

Le tableau ci-après donne une présentation synthétique des données relatives aux actions gratuites :

Plans	Date d'attribution par le Conseil d'administration	Nombre de BSA en circulation		Date d'acquisition des droits
		31 décembre 2015	30 juin 2016	
AGA 2014	3 février 2014	86,000	0	3 février 2016

Les conditions et méthodes d'évaluation des actions gratuites sont décrites dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Méthodes d'évaluation des actions gratuites

La juste valeur des actions gratuites a été déterminée à partir du modèle Black & Scholes. Les méthodes d'évaluation utilisées pour estimer la juste valeur des actions gratuites sont présentées ci-après :

- Le cours de l'action se base sur le cours coté des actions ordinaires à la clôture aux dates d'attribution ;
- Le scénario présume que les salariés restent au sein de l'effectif
- La probabilité de réalisation des conditions de performance interne (« non-markets conditions ») est estimée à 100 %.

Pour chaque plan, les charges relatives à des paiements en actions sont comptabilisées au cours de la période d'acquisition des droits.

Ventilation des charges de rémunération en actions gratuites comptabilisées selon IFRS 2 pour les exercices clos les 31 décembre 2016

(en K€)

Plans	2016
AGA 2014	8

Note 6.5: Amortissements

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Dépréciation des immobilisations corporelles (cf. note 5.2)	-400	-352
Amortissement des immobilisations incorporelles (cf. note 5.1)	-234	-163
Dépréciation du Goodwill NB Finland	-1 165	0
Dépréciation et amortissement	-1 799	-515

Note 6.6: Autres produits et charges opérationnels

Le Groupe a identifié un nombre limité d'éléments qui sont bien identifiés, non récurrents et d'un montant particulièrement significatif. Ils figurent séparément dans le compte de résultat à la rubrique Autres produits et charges opérationnels afin de mieux rendre compte de la performance financière du Groupe :

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Charges de restructuration	-308	-338
Gain sur écarts d'équivalence (1)	0	167
Litiges (2)	0	-420
Perte sur actions propres	-99	5
Autres (3)	-419	-271
Autres produits et charges opérationnels, non courants	-826	-668

(1) Gain sur la sortie des titres mis en équivalence Media Diamond en 2015

(2) provision pour litige M. Zier en 2015

(3) Frais acquisition 165K€ et rebranding 140K€

Note 6.7: Charges et produits financiers

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Produit de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	11	4
Coûts de l'endettement financier	-638	-1 366
Coût de l'endettement financier net	-627	-1 362
Autres produits financiers		
Incidence de l'évaluation à la juste valeur des dérivés	0	1 037
Différences positives de change	422	338
Autres (1)	167	5
Autres charges financières		
Incidence de l'évaluation à la juste valeur des dérivés	-37	0
Dépréciation des actifs financiers	0	0
Différences négatives de change	-335	-517
Autres	-11	-2
Résultat financier net	-421	-501

(1) Reprise provision sur créance Asie remboursée

Note 6.8: Résultat par action**Résultat net de base par action**

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Résultat net – Part attribuable au Groupe	376	2 299
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	17 291 468	15 793 308
Résultat de base par action (en euros)	0,02 €	0,15 €

Résultat dilué par action

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Résultats utilisés dans le calcul du BNPA dilué		
Résultat net – Part attribuable au Groupe	376	2 299
Total	376	2 299
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires, retenu dans le calcul du BNPA dilué		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	17 291 468	15 793 308
Actions gratuites, BSA, obligations convertibles	775 000	4 836 000
Total	18 066 468	20 629 308
Résultat dilué par action (en euros)	0,02 €	0,11 €

NOTE 7: PARTIES LIÉES

Les parties liées comprennent :

- l'équipe de direction du Groupe, c'est-à-dire les huit membres du Comité exécutif et le Conseil d'administration

Note 7.1: Rémunération des cadres dirigeants

Le tableau ci-après présente la rémunération versée aux cadres dirigeants :

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Salaires et autres avantages au personnel à court terme	1 714	1 886
Indemnité de fin de contrat	0	0
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Paielements fondés sur des actions	0	86
Jetons de présence – Conseil d'administration	30	22
Rémunération des cadres dirigeants	1 744	1 994

NOTE 8: ELEMENTS NON COMPTABILISES**Note 8.1: Engagements donnés**

Gage sur instruments financiers constitué en garantie d'une caution bancaire fournie dans le cadre du bail conclu par la Société

La Société a consenti un gage sur des valeurs mobilières de placement pour une valeur totale de 164 K€. Cette sûreté réelle garantit une caution bancaire fournie à la Société pour 328 K€ dans le cadre du bail

conclu par elle pour les locaux du 4/6 passage Louis Philippe 75011 PARIS. Cet élément est présenté à l'actif du bilan au poste Actifs financiers non courants.

Nantissement de titres constitué en garantie d'une caution bancaire fournie dans cadre du financement bancaire conclu par la Société

Conformément au contrat du nouveau financement, la Société a consenti un nantissement de titres de ses filiales metapeople GmbH et NetBooster UK.

Note 8.2: Engagements reçus

Lignes de crédit non utilisées

Au 31 décembre 2016, deux tranches du nouvel emprunt souscrit par le Groupe le 21 mars 2016 sont confirmées mais une partie n'est pas tiré pour un montant total de 5.8 M€ (cf. Note 5.10).

Note 8.3: Événements postérieurs à la date de clôture

Le 31 janvier 2017, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de François de la Villardière en qualité de Directeur Général, en remplacement de Thomas Armbruster, démissionnaire. Ce faisant, le Conseil d'administration a décidé de modifier le mode de direction.

Monsieur Tim Ringel a par ailleurs démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société à compter du 31 janvier 2017, le Conseil d'administration étant désormais composé de trois membres.

NOTE 9: PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 31 décembre 2016

Nom de l'entité	Siège	% de part.	% de contrôle	Méthode de consolidation
NetBooster SA (NBSA)	4/6 Passage Louis Philippe 75011 Paris	Soc. mère	Soc. mère	IG
Pixidis SARL	4/6 Passage Louis Philippe 75011 Paris	100%	100%	IG
NetBooster Agency Italy Srl	Via Giuseppe Gioacchino Belli, 39 00193 Roma	100%	100%	IG
NetBooster Finland	Bulevardi 2-4 A 00120 Helsinki	100%	100%	IG
NetBooster Spain SL	Plaza de Manuel Becerra, 15 28028 Madrid	100%	100%	IG
NetBooster GmbH	Eschenheimer Anlage 31a 60318 Frankfurt	100%	100%	IG
NetBooster Holding A/S	Pilestraede 521, 3, sal 1112 Copenhagen K	100%	100%	IG
Metapeople GmbH	21 Philosophenweg 47051 Duisburg	100%	100%	IG
Metapeople GmbH Zürich	26 Siewerdstr 8050 Zürich	100%	100%	IG
NetBooster UK Limited	9th Floor, 50 Broadway, Westminster London SW1H 0RG	100%	100%	IG
4Ps Marketing Limited	Studio 16, 8 Hornsey Street Islington London N7 8EG	100%	100%	IG
NetBooster MENA	Middle East and North Africa FZ-LLC 3rd Floor Office 304 Building EIB 1	100%	100%	IG
NetBooster Sweden AB	Convendum Stockholm City, AB BOX3359 103 67 Stockholm	100%	100%	IG
Media Diamond	Calle Marques de Monteagudo,22 28028 Madrid	50%	100%	IG
NetBooster Norway	Filipstad Brygge 1 – 2nd floor 0252 Oslo	100%	100%	IG
NetBooster Danemark	Pilestraede 521, 3, sal 1112 Copenhagen K	100%	100%	IG
Metapeople Netherlands	Vredenburg 8c 3511 BA Utrecht	100%	100%	IG

NOTE 10: HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau ci-après présente le montant des honoraires des commissaires aux comptes qui figurent dans le compte de résultat consolidé du Groupe pour l'exercice. Ces chiffres s'appliquent aux filiales consolidées par intégration globale.

<i>en milliers d'euros</i>	2016	2015
Audit		
Honoraires des commissaires aux comptes, certification, audit des comptes	-113	-95
- Société mère	-61	-65
- Filiales	-52	-30
Honoraires pour services liés directement à la mission des commissaires aux comptes	-131	-86
- Société mère		0
- Filiales	-131	-86
Sous-total	-244	-181
Autres services rendus par le réseau des commissaires aux comptes aux filiales consolidées par intégration globale		
Impôt	0	-3
Autres	-43	-42
Sous-total	-43	-45
Total honoraires commissaires aux comptes	-287	-226

NETBOOSTER

Société Anonyme

4/6 Passage Louis Philippe

75 011 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

G.C.A. – Groupe de Contrôle et
d’Audit
26, rue Anatole France
92 300 Levallois-Perret

Deloitte & Associés
185, avenue Charles de Gaulle
92 524 Neuilly-sur-Seine

NETBOOSTER

Société Anonyme
4/6 Passage Louis Philippe
75 011 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société NETBOOSTER, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les goodwill font l'objet de tests de selon les modalités décrites dans la note 3.5 de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation, contrôlé la cohérence des hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la réalisation de ces tests de dépréciation et nous avons vérifié que la note donne une information appropriée.

Comme indiqué à la note 3.2 de l'annexe, ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations disponibles à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans l futur, différentes de la réalité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

G.C.A. – GROUPE DE CONTROLE ET D'AUDIT

Deloitte & Associés

Jean-Yves HANS

Benoît PIMONT

Net**Booster**

Rapport des Comptes Annuels

31.12.2016

BILAN AU 31.12.2016

ACTIF (en Euros)	31/12/2016			31/12/2015	PASSIF (en Euros)	31/12/2016	31/12/2015
	BRUT	AMORT & DEP.	NET				
<u>ACTIF IMMOBILISE</u>					<u>CAPITAUX PROPRES</u>		
Immobilisations incorporelles	4 563 950	245 802	4 318 148	4 429 425	Capital	1 911 030	1 658 657
Immobilisations corporelles	635 831	261 803	374 028	395 443	Primes	26 866 415	22 141 861
Immobilisations financières (1)	69 298 223	14 431 964	54 866 259	50 295 235	Réserves et report à nouveau	11 006 159	4 998 180
					Résultat de l'exercice	(3 492 858)	6 007 980
					Provisions réglementées	1 656 166	1 537 925
TOTAL	74 498 004	14 939 569	59 558 435	55 120 102	TOTAL	37 946 912	36 344 603
<u>ACTIF CIRCULANT</u>					<u>PROVISIONS</u>	104 104	1 247 583
Clients & comptes rattachés	18 917 066	289 521	18 627 545	18 858 454	<u>DETTES</u>		
Autres créances	2 496 230		2 496 230	1 772 862	Emprunts et dettes financières	18 276 172	13 164 711
Valeurs mobilières de placement	-		-	-	Fournisseurs & comptes rattachés	16 077 756	17 039 489
Disponibilités	1 808 678		1 808 678	487 327	Dettes sociales et fiscales	2 220 416	2 350 854
					Autres dettes	5 539 920	2 097 063
TOTAL	23 221 974	289 521	22 932 453	21 118 643	TOTAL (2)	42 114 265	34 652 116
<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>					<u>Comptes de régularisation et assimilés</u>		
Charges constatées d'avance	97 281		97 281	252 653	Produits constatés d'avance	2 893 069	4 247 097
Charges à répartir sur plusieurs exercices	470 181		470 181	-			
TOTAL DE L'ACTIF	98 287 440	15 229 090	83 058 350	76 491 399	TOTAL DU PASSIF	83 058 350	76 491 399
(1) dont actions propres :	420 255	19 223	401 032	1 473 145	(2) dont passifs à plus d'un an :	17 746 421	878 674

COMPTE DE RESULTAT Année 2016

En Euros	Année 2016	Année 2015
Chiffre d'affaires	27 040 012	22 584 364
Autres produits d'exploitation	1 201 494	851 318
Total produits d'exploitation	28 241 506	23 435 681
Achats et charges externes	(20 425 439)	(15 657 338)
Charges de personnel	(6 275 233)	(6 928 067)
Impôts et taxes	(236 805)	(223 229)
Dépréciations sur actif immobilisé	(314 685)	(191 513)
Dépréciations sur actif circulant	(267 907)	(55 096)
Dotations aux provisions	-	-
Autres charges	(125 971)	(207 352)
Total charges d'exploitation	(27 646 039)	(23 262 595)
Résultat d'exploitation	595 467	173 086
Produits financiers	2 066 321	10 585 616
Charges financières	(5 620 020)	(3 457 548)
Résultat financier	(3 553 699)	7 128 068
Résultat courant	(2 958 232)	7 301 154
Produits exceptionnels	29 515	194 721
Charges exceptionnelles	(610 480)	(1 632 037)
Résultat exceptionnel	(580 965)	(1 437 316)
Impôts sur les bénéfices	46 339	144 142
Résultat net comptable de l'exercice	(3 492 858)	6 007 980

TABLEAU DE
FLUX DE TRESORERIE
Année 2016

En milliers d'Euros	Année 2016	Année 2015
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net	(3 493)	6 008
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>		
- Amortissements et provisions (1)	2 484	3 083
- Plus ou moins-values de cession / concessions d'actif	4	501
Marge brute d'autofinancement	(1 005)	9 592
<i>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</i>	(3 538)	1 268
- Incidences des variations de créances d'exploitation	152	(6 013)
- Incidences des variations de dettes d'exploitation	(3 690)	7 281
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(4 543)	10 860
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Cessions / concessions d'immobilisations incorporelles	-	-
Cessions d'immobilisations corporelles	-	-
Cessions / réductions d'immobilisations financières	4	155
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(30)	(145)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(82)	(56)
Acquisitions d'immobilisations financières	(10 350)	(8 812)
Variation des dettes sur acquisitions d'immobilisations financières (2)	4 614	220
Avances financières nettes non courantes contractées avec les entités liées	1 383	(1 466)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(4 462)	(10 105)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentations de capital en numéraire (nettes de frais)	4 977	-
Variation des actions propres	1 170	(1 125)
Distributions de dividendes	-	-
Augmentation des dettes financières (nettes de frais)	14 360	940
Remboursement des dettes financières	(9 416)	(164)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financemen	11 092	(349)
VARIATION DE TRESORERIE (1)+(2)+(3)	2 086	406
Trésorerie à l'ouverture	(306)	(712)
TRESORERIE A LA CLOTURE (1)+(2)+(3)+(4)	1 780	(306)
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	1 809	487
Soldes créditeurs de banques et découvert bancaires	(29)	(793)
TRESORERIE A LA CLOTURE	1 780	(306)

(1) à l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) ce poste concerne les crédits-vendeurs et compléments de prix contractés dans le cadre des acquisitions Media Diamond et 4Ps

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX DU 31/12/2016

La clôture des comptes annuels au 31 décembre 2016 est caractérisée par les données suivantes :

Total bilan	:	83 058 350 €
Résultat de l'exercice (Perte)	:	(3 492 858) €

La période recouvre une durée de 12 mois allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration suivant les méthodes et estimations comptables présentées dans les notes et tableaux qui suivent. Ces dernières sont identiques à celles utilisées lors de l'établissement des comptes de l'exercice précédent présentés à titre comparatif.

NOTE 1 : PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Constituée en 1998, NetBooster SA (« la Société »), et ses filiales (ensemble, « le Groupe »), est un groupe indépendant de communication digitale qui met à la disposition de ses clients son expertise complète du marketing digital pour leur garantir les meilleures performances pour leurs investissements.

Fort d'un réseau de 20 bureaux à travers le monde, le Groupe investit dans les technologies et couvre l'intégralité de la chaîne du marketing online à travers son réseau européen : optimisation des moteurs de recherche, Data & Analytics (DnA), GroundControl Technology, display, affiliation, RTB, création, eCRM et réseaux sociaux, avec une expertise reconnue dans le marketing digital de demain (Social Media, Vidéo, Ad Exchanges...).

Société Anonyme, NetBooster est constituée et domiciliée en France. Son siège social est situé au 4/6 passage Louis Philippe, 75011 Paris, France.

Certifiée « entreprise innovante » par OSEO Innovation, le Groupe est coté en Bourse sur NYSE Alternext Paris. NetBooster est éligible aux FCPI et au PEA PME.

NOTE 2 : FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE – AUTRES INFORMATIONS

REFINANCEMENT DES OBLIGATIONS CONVERTIBLES

Le 21 mars 2016, NetBooster a annoncé la signature d'un accord de financement de 20,7 M€. Ce nouveau financement est constitué de 10,7 M€ destinés à rembourser les obligations convertibles existantes échues au 23 mars 2016 ainsi que d'autres dettes existantes et de 10 M€ destinés à assurer son plan de croissance externe. Ce nouveau levier financier confirme les ambitions de développement du Groupe et la volonté de sa direction de renforcer sa position d'agence marketing digitale indépendante à l'international.

Les conditions de cet accord offrent à NetBooster une grande flexibilité. La moitié de ce financement sera supporté par un prêt in fine de type Euro PP arrivant à terme en 2022, et pour l'autre moitié sous la forme d'un prêt amortissable classique d'une durée de 5 ans et 9 mois. Le Crédit du Nord a été mandaté comme « Lead Arranger » de la transaction, structurée conjointement avec l'appui du fond NOVI I géré par Tikehau Investment Management. Deux autres établissements bancaires européens, BNP Paribas et Société Générale, et un établissement bancaire mondial, HSBC, ont également participé à ce financement sous la forme d'un « pool bancaire ».

En septembre 2016, NetBooster a utilisé son droit de tirage à hauteur de 4,2 M€ dans le cadre du financement de l'acquisition de la société britannique 4Ps Marketing Limited.

La société dispose ainsi au 31 décembre 2016 d'un solde de droits de tirage de 5,8 M€ destiné à financer son plan de croissance externe.

AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Le 26 avril 2016, le Conseil d'administration de la Société a constaté l'augmentation de capital résultant de l'acquisition définitive de 86 000 actions gratuites aux managers du Groupe. 86 000 actions ordinaires nouvelles ont ainsi été émises par augmentation de capital d'un montant nominal de 8 600 €.

Le 1^{er} septembre 2016, le Conseil d'administration, faisant usage d'une délégation de compétence conférée par l'assemblée des actionnaires, a décidé une augmentation de capital réservée de 243 773 € par voie de création de 2 437 730 actions nouvelles. Le produit global de cette opération s'est élevé à 5,346 M€ (primes d'émission incluses).

ACQUISITION DE 100% DU CAPITAL DE LA SOCIETE 4Ps Marketing Limited

Le 27 Septembre 2016, NetBooster a fait l'acquisition de 100% du capital de la société Britannique 4Ps Marketing Limited pour un investissement up front de 4,25 KGBP. 20% de ce prix a été acquitté en actions NetBooster précédemment acquises au titre de l'un des programmes de rachat mis en œuvre par la société (soit 391 027 actions allouées à l'opération pour une valeur de 850 KGBP).

Ce montant est assorti d'une clause de compléments de prix basée sur les performances économiques de la société sur les années 2016 à 2018. En 2016 le montant du complément de prix est de 616 KGBP. Le complément de prix 2017/2018 a été provisionné pour la somme de 3.350KGBP.

La société 4Ps a été absorbée fin 2016 par la société NetBooster UK, filiale de NetBooster.

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Au 31 décembre 2016, la société NetBooster détient 159 804 de ses propres actions pour une valeur de 420 255 €.

Ces dernières ont été acquises sur le marché au titre du contrat de liquidité (47 828) pour un montant de 123 084 € et un prix moyen de 2,57 € suite à un programme de rachat d'actions (111 976) pour un montant de 297 171 € et un prix moyen de 2,65 €.

Voir détail du programme note 4.11.

NOTE 3 : Principes et méthodes comptables

Base de préparation des comptes annuels

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France (Code de commerce et règlement du Comité de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 4 novembre 2016).

Dans le cadre de la transposition de la directive comptable 2013/34/UE du 26 juin 2013, les dispositions du Plan Comptable Général relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs immobilisés, corporels et incorporels et en particulier du fonds commercial, ont été amendées par le règlement 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les modifications introduites dans le PCG sont applicables aux comptes des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016.

Les éléments constitutifs du fonds commercial de l'entité ne présentent pas de durée d'utilisation limitée. Dès lors, la présomption de durée d'utilisation non limitée ne tombe pas et ne positionne pas l'entité dans le cadre de l'amortissement du fonds de commerce.

Les malis techniques de fusion ou de confusion, issus d'opérations historiques de regroupements d'entreprises ont été réaffectés à l'intérieur du poste fonds commercial dans la mesure où ils n'étaient pas affectables à d'autres biens incorporels ou corporels identifiables (pour mémoire ils étaient antérieurement déjà présentés à ce poste).

Des tests de dépréciation fondés sur la méthode DCF (Discounted Cash Flow) ont été pratiqués en clôture. Ils ont confirmé que la valeur actuelle des fonds de commerce correspond au moins à la valeur inscrite au bilan.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. NetBooster revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Ces estimations concernent principalement les hypothèses retenues pour l'établissement des plans d'affaires utilisés pour la valorisation des titres de participation et de certains actifs incorporels (fonds commercial notamment).

Principes et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées par la société NetBooster sont les suivantes :

NOTE 3.1 : Immobilisations incorporelles

Les dépenses de développement engagées par le groupe NetBooster sont inscrites à l'actif immobilisé des Comptes Annuels dès lors que les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente est démontrée ;
- l'entreprise a l'intention d'achever l'immobilisation et de l'utiliser ou de la vendre ;
- l'entreprise a la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle ;
- l'immobilisation incorporelle génèrera des avantages économiques futurs (existence d'un marché ou d'une utilité en interne) ;
- l'entreprise dispose des ressources (techniques, financières et autres) appropriées pour achever le développement et utiliser ou vendre l'immobilisation ;
- l'entreprise a la capacité d'évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Les frais de développement comprennent :

- les salaires, appointements et autres coûts annexes du personnel affecté au développement ;
- les éventuelles dépenses d'études et de développement sous-traitées à des entreprises extérieures ;
- les dotations aux amortissements des immobilisations corporelles ou incorporelles affectées de manière exclusive au développement.

Ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée d'utilisation prévue des outils développés débutant dès l'exercice d'inscription, à compter de leur mise en service. L'échec des projets de développement se traduit dès sa constatation par l'amortissement exceptionnel définitif des frais de développement correspondants.

Les dépôts des marques NetBooster, Pages Alias et Référencement figurent au bilan pour leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis.

Les logiciels acquis ou créés par la société sont amortis en linéaire sur leur durée prévisible d'utilisation.

Le poste fonds commercial est constitué de malis techniques de fusion ou de confusion, issus d'opérations de regroupements d'entreprises. Ces malis ont été réaffectés aux fonds commerciaux identifiés à l'ouverture de l'exercice. Les fonds commerciaux font le cas échéant l'objet de dépréciations à l'occasion de tests annuels privilégiant la méthode des cash flow futurs.

Note 3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'acquisition, diminué d'un amortissement calculé suivant le mode linéaire sur la base de leur durée de vie économique. Les durées d'utilisation appliquées sont les suivantes :

- Agencements et installations : de 5 à 10 ans
- Matériel de bureau : de 3 à 5 ans
- Mobilier de bureau : de 5 à 10 ans

Note 3.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent à des titres de participation, des créances rattachées à des participations et des dépôts de garantie enregistrés au bilan pour le montant versé.

Les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition comprenant le prix d'acquisition ainsi que les frais d'acquisition afférents. Des compléments de prix peuvent être comptabilisés en titres si leur estimation peut être établie de manière fiable.

Le poste « frais d'acquisition » fait l'objet d'une déduction sur le plan fiscal sur 5 ans avec prorata temporis par voie de constitution d'un amortissement dérogatoire.

Lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation financière est inférieure à son coût d'acquisition ou à sa valeur comptable, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est notamment déterminée à partir des perspectives de rentabilité (CA, EBITDA, cash-flow, taux de croissance) basées sur les plans d'affaires (méthode dite du « discounting cash flow »).

En l'absence de données disponibles sur ces agrégats, la valeur d'usage correspond à la situation nette.

Note 3.4 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et une dépréciation spécifique est constituée pour des créances identifiées comme présentant un risque d'irrecouvrabilité totale ou partielle.

Les créances présentant une incertitude ou absence d'information positive d'assurance de recouvrement font également l'objet d'une dépréciation.

Les créances clients intègrent les sommes dues à NetBooster au titre des achats d'espace réalisés par elle auprès des moteurs de recherche pour leur compte. En application des règles relatives en France aux contrats de mandat, ces flux ne figurent ni en chiffres d'affaires ni en charges externes.

Note 3.5 Opérations, créances et dettes en devises & écart de conversion

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date d'opération (ou en cas d'opérations multiples dans une même devise sur une période donnée au cours de change mensuel moyen). Les créances, dettes et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de clôture. Les différences résultant de la conversion des dettes et des créances en devises sont portées au bilan en écart de conversion. Dans le cas où une perte de change latente est constatée, une provision pour perte de change est constituée à due concurrence. Les gains latents de change ne sont pas reconnus en profit de la période.

Note 3.6 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat. Elles font l'objet d'une dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire devient inférieure à leur valeur comptable.

Note 3.7 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les ressources de la société proviennent de contrats de prestations

- soit récurrents, typiquement conclus pour une durée initiale d'un an, renouvelables par tacite reconduction ;
- soit à caractère plus ponctuel basés sur la mise à disposition de moyens humains - sous forme de journées hommes - (activité de Création, Consulting, Emailing).

Il existe deux types principaux de contrats de prestations récurrentes : l'un concerne les prestations dites de Référencement, l'autre les prestations de génération de trafic dites de P.P.C. (Pay Per Click) et P.L. (Paid Listing) ou Liens Sponsorisés.

Les contrats de Référencement se décomposent en trois phases :

- une phase préalable d'audit nécessaire à la mise en évidence des spécificités des besoins de Référencement du client ;
- une phase de réalisation pendant laquelle est mise en œuvre la prestation ;
- une phase de suivi pendant laquelle l'entreprise vérifie et valide le maintien de la pertinence du Référencement initial.

Ce chiffre d'affaires est constaté en comptabilité de la manière suivante :

- la phase d'audit et de réalisation, facturée dès la signature du contrat, donne lieu à un étalement du CA reconnu sur la période de réalisation de la prestation.
- la prestation de suivi, facturée d'avance, donne également lieu à un étalement du CA reconnu sur la période de réalisation de la prestation en application des règles propres aux prestations continues successives.

Les contrats de P.P.C. et P.L. se décomposent en deux phases :

- une phase de préparation des informations, mots clés et autres éléments ;
- une phase de suivi et d'optimisation pendant laquelle l'entreprise s'assure que la génération de trafic réponde à l'objectif fixé au préalable.

La facturation intervient mensuellement pour les volumes délivrés au cours du mois. Le chiffre d'affaires correspondant est constaté en comptabilité selon la période de livraison du trafic Internet facturé.

Note 3.8 *Provision pour risques et charges*

Une provision pour risques et charges est constituée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans pouvoir attendre de contrepartie au moins équivalente. Cette sortie de ressource doit toutefois pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante à la date d'arrêté des comptes.

Note 3.9 *Reconnaissance d'opérations en résultat exceptionnel*

Le résultat exceptionnel comprend, le cas échéant, des éléments extraordinaires correspondant à des opérations ou événements non récurrents d'une importance significative par leur montant.

Note 3.10 *Indemnités de fin de carrière*

La société ne comptabilise pas de provisions pour indemnités de fin de carrière. Elle les traite en engagements hors bilan.

Note 3.11 *Instruments financiers*

Dans le cadre de son refinancement à taux variable, NetBooster a souscrit trois contrats de couverture de taux.

Ces instruments (swaps de taux) portent sur un montant nominal cumulé de 6.420 K € garantissant un taux variable hors marge contractuelle plafonné à 0%.

NOTE 4 : INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 4.1 Immobilisations incorporelles

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit:

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Marques/Frais de dépôts	42 794	-	-	42 794
Logiciels et projets en-cours	437 252	29 865	15 840	451 276 (2)
Fonds commerciaux (1)	4 069 880	4 069 880	4 069 880	4 069 880
TOTAL	4 549 925	4 099 745	4 085 720	4 563 950

(1) Les malis techniques étaient la résultante des dissolutions sans liquidation des sociétés TIMETOBUY et Profil One à effet comptable au 31 décembre 2008. Ils ont été réaffectés aux fonds commerciaux identifiés à l'ouverture de l'exercice.

(2) Dont projets en cours au 31/12/2016 : 48 895 €.

Les variations des amortissements et dépréciations d'actif s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Marques/Frais de dépôts	-	-	-	-
Logiciels	120 501	141 141	15 840	245 802
Fonds commerciaux (1)	-	-	-	-
TOTAL	120 501	141 141	15 840	245 802

Les variations des valeurs nettes s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Marques/Frais de dépôts	42 794	-	-	42 794
Logiciels	316 752	(111 276)	-	205 476
Fonds commerciaux (1)	4 069 878	-	-	4 069 880
TOTAL	4 429 423	(111 276)	-	4 318 148

Le détail des fonds commerciaux au 31/12/2016 s'établit comme suit :

En euros	BRUT	Dépréciations	NET
MEDIA / CREA	3 410 263	-	3 410 263
CRM	659 615	-	659 615
TOTAL	4 069 878	-	4 069 878

Les malis techniques TIMETOBUY et PROFIL ONE ont été intégralement réaffectés aux fonds commerciaux transmis à NetBooster SA en 2008 (MEDIA / CREA pour TIMETOBUY et CRM pour Profil One). Ils ne sont pas amortissables et font l'objet de tests de dépréciation basés sur une méthode DCF (Discounted Cash Flow).

Note 4.2 Immobilisations corporelles

Les variations des valeurs brutes s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Aménagements et installations	384 278	-	-	384 278
Matériels et mobiliers de bureau	190 607	82 352	21 407	251 553
TOTAL	574 885	82 352	21 407	635 831

Les variations des amortissements s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Aménagements et installations	95 676	38 428	-	134 104
Matériels et mobiliers de bureau	83 766	65 340	21 407	127 699
TOTAL	179 442	103 768	21 407	261 803

Les variations nettes s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Aménagements et installations	288 602	(38 428)	-	250 174
Matériels et mobiliers de bureau	106 841	17 012	-	123 853
TOTAL	395 443	(21 416)	-	374 028

Note 4.3 Immobilisations financières

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Participations				
NetBooster web positioning	303 902	-	-	303 902
NetBooster Spain SL	6 797 929	-	-	6 797 929
Buzz Lemon SARL (2)	3 811	-	3 811	-
Pixidis SARL	50 000	-	-	50 000
NetBooster Italy	2 980 421	-	-	2 980 421
NetBooster Finland	10 522 972	200 910 (1)	-	10 723 882
NetBooster Holding A/S	12 131 521	-	-	12 131 521
NetBooster Hong Kong	194	-	-	194
metapeople	15 816 830	-	-	15 816 830
NetBooster MENA	32 513	-	-	32 513
Media Diamond	860 073	-	-	860 073
Internet Advantage	495 087	5 160	-	500 247
NetBooster Suède	529 000	340 000 (3)	-	869 000
NetBooster UK	6 931 000	9 716 426 (4)	-	16 647 426
4Ps Marketing Limited (4)	-	5 111 224	5 111 224	-
NetBooster Norway	3 120	-	-	3 120
Total Participations	57 458 372	15 373 720	5 115 035	67 717 058
Créances rattachées aux particip.				
NetBooster Spain	1 207 581	-	400 000	807 581
NetBooster Honk Kong	175 236	-	162 495	12 741
NetBooster A/S	846 000	-	846 000	-
Autres immobilisations financières				
Actions propres /cont. de liquidité	213 147 (5)	-	4 342	208 805 (5)
Actions propres /prog. rachat	1 392 543 (6)	-	1 095 372	297 171 (6)
Autres immobilisations financières	240 027 (7)	18 841	4 000	254 868 (7)
TOTAL	61 532 906	15 392 561	7 627 244	69 298 223

(1) La société NetBooster SA a souscrit à une augmentation de capital par incorporation de sa créance envers sa filiale NetBooster Finland pour 200 910€.

(2) La société Buzz LEMON a été radiée courant 2016.

(3) La société NetBooster SA a souscrit à une augmentation de capital par incorporation de sa créance envers sa filiale NetBooster Suède pour 340 000€. Une dette figure au passif pour 215 000€ à la clôture de l'exercice.

(4) Voir Note 2 faits significatifs de l'exercice. La société NetBooster a acquis 100% du capital de la société britannique 4Ps Marketing Limited en septembre 2016. Cette opération a été réalisée au prix up front de 4 999 275 € (4 250 000 GBP), ce prix étant par ailleurs assorti de compléments de prix provisionnés pour 4 605 202 € (3 966 000 GBP), basés sur les performances économiques de la société sur les années 2016 à 2018. Les frais de transaction s'élèvent à 153 625 €. Fin 2016, 4Ps a été absorbée par NetBooster UK, filiale de NetBooster.

(5) dont au 31 décembre 2016, 47 828 actions propres acquises dans le cadre d'un contrat de liquidités : 123 K€ et solde de fonds immobilisés dans le cadre de ce contrat : 86 K€.

(6) dont au 31 décembre 2016, 111 976 actions propres acquises dans le cadre du programme de rachat d'actions (voir note 2 – Faits significatifs de l'exercice et 4.11) : 297 K€. En septembre 2016, 391 027 actions propres ont notamment été allouées au paiement partiel du prix de la société 4Ps Marketing Limited pour une valeur de 999 856€ (850 000 GBP) (soit 20% du prix de transaction global).

(7) dont actifs nantis en garantie de bonne fin du nouveau bail 4/6 Passage Louis Philippe 75011 Paris : 164 K€ (voir également note 4.29 – Engagements hors bilan) et prêts à long terme consentis au titre de la participation à l'effort construction : 64 K€.

Les variations des dépréciations s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Participations (1)				
NetBooster Finland	8 982 000	423 000	-	9 405 000
NetBooster Italy	1 959 000	-	408 000	1 551 000
Buzz Lemon	3 811	-	3 811	-
NetBooster Hong Kong	194	-	194	-
NetBooster Spain	-	1 864 000	-	1 864 000
NetBooster A/S	-	926 000	-	926 000
NetBooster Suède	-	654 000	-	654 000
Créances rattachées aux partic.				
NetBooster Hong Kong	175 236	-	162 495 (2)	12 741
Autres immobilisations financières (3)	117 430	-	98 207	19 223
TOTAL	11 237 671	3 867 000 (1)	672 707	14 431 964

(1) Les valeurs d'inventaire des titres NetBooster Finland, NetBooster Italy, NetBooster Spain et GUAVA ont été déterminées selon la méthode DCF sur la base des budgets 2017 de ces sociétés et d'hypothèses de projection sur 5 ans. Les titres de la société NetBooster Suède ont été intégralement dépréciés en clôture 2016 compte tenu de la fermeture intervenue début 2017 de l'établissement exploité par le groupe dans ce pays.

(2) Cette reprise de dépréciation à caractère financier n'est pas utilisée. La créance a en effet pu être recouvrée partiellement par voie de compensation au cours de l'année 2016.

(3) Cette dépréciation, à caractère financier, est relative aux actions propres détenues par la société NetBooster au 31 décembre 2016.

Note 4.4 Créances clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Clients	16 614 929	16 091 902
Clients – Créances douteuses	301 330	104 857
Factures à établir	2 000 807	2 754 452
Prov pour créances douteuses	(289 521)	(92 755)
TOTAL	18 627 545 (1)	18 858 454

(1) dont créances détenues sur les entités liées : 4 017 K€.

Les créances clients intègrent les sommes dues à NetBooster au titre des achats d'espace réalisés par elle auprès des moteurs de recherche pour leur compte. En application des règles relatives en France aux contrats de mandat, ces flux ne figurent ni en chiffres d'affaires ni en charges externes.

Note 4.5 Dépréciation des créances clients et comptes rattachés

Les variations des dépréciations sur postes de créances clients s'analysent comme suit :

Créances clients et comptes rattachés (En milliers d'€)	31/12/2015	Augm. de la période	Diminution de la période	31/12/2016
Dép. pour créances douteuses	93	268	71	290
TOTAL	93	268	71 (1)	290

(1) Ces reprises sont pour l'essentiel utilisées.

La dépréciation des créances concerne pour 202 K€ les créances envers sa filiale NetBooster Sweden qui a été fermée au cours du 1er trimestre 2017

Note 4.6 Autres créances

Les autres créances ont de manière générale une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs	-	-
Personnel	1 861	5 923
Organismes sociaux	54 110	25 837
Etat impôts sur les bénéfices	682 540 (1)	598 532
Etat taxes sur le chiffre d'affaires	849 949	715 174
Comptes courants / filiales et part.	826 422	337 455
Fournisseurs – avoirs à recevoir	80 424	80 424
Autres créances	923	9 517
TOTAL	2 496 230	1 772 862

(1) Ce poste comprend les crédits d'impôt suivants :

- Crédits d'impôt compétitivité CICE 2013 à 2016 : 507 K€ (dont 108 K€ à moins d'un an)
- Crédits d'impôt recherche 2013 à 2015 : 175 K€ (dont 85 K€ à moins d'un an).

A défaut d'imputation sur des dettes d'impôt-sociétés à devoir par la société, les crédits d'impôt originaires de 2014 à 2016 (490 K€) sont d'échéances supérieures à un an.

Note 4.7 Trésorerie

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Valeurs mobilières de placement	-	-
Disponibilités	1 808 678	487 327
TOTAL	1 808 678	487 327

Suite à l'augmentation de capital de 5.3 M€, la société n'utilise plus ses lignes de découvert et dispose d'une trésorerie positive.

Note 4.8 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 97 281 € au 31 décembre 2016 vs 252 653 € au 31 décembre 2015.

Elles correspondent à des ajustements classiques de charges d'exploitation et se répartissent comme suit :

- Frais généraux : 17 K€ vs 210 K€ en 2015
- Coûts de production engagés par avance : 80 K€ vs 43 K€ en 2015.

Note 4.9 Charges à répartir sur plusieurs exercices

La société a opté pour l'inscription des frais liés à la souscription des financements bancaires obtenus au cours du premier semestre 2016 au poste charges à répartir sur plusieurs exercices. Ces frais, d'un montant de 539 956 €, sont amortis sur la durée de l'emprunt soit 6 ans.

La dotation de l'exercice s'élève à 69 775 €. Le solde du poste s'établit à 470 181 € au 31 décembre 2016.

Note 4.10 Détail des produits à recevoir

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations financières		
Intérêts courus s/ créances rattachées part.	-	-
Clients et comptes rattachés		
Clients - Factures à établir	2 000 807	2 754 452
Autres créances		
Organismes sociaux – divers à recevoir	54 110	25 837
Fournisseurs – avoirs à recevoir	80 424	80 424
Etat – divers à recevoir	923	9 517
Disponibilités		
Disponibilités – intérêts courus à recevoir	-	-
TOTAL	2 136 264	2 870 230

Note 4.11 Capitaux propres

Opérations de la période sur le capital social de la société

Le capital social de la société NetBooster s'élève à 1 911 030,00 € au 31 décembre 2016 et est constitué de 19 110 300 actions de valeur nominale 0,10 euro. Les mouvements sur le poste capital s'analysent comme suit :

En euros	Nombre actions	Nominal	Montant
Ouverture de l'exercice	16 586 570	0,10	1 658 657,00
Création d'actions gratuites (26/04/2016)	86 000	0,10	8 600,00
Augm. de capital en numéraire (02/09/2016)	2 437 730	0,10	243 773,00
Clôture de l'exercice	19 110 300	0,10	1 911 030,00

Au 31 décembre 2016, la société NetBooster détient 159 804 de ses propres actions pour une valeur nette de 401 K€, compte-tenu d'une provision de 19k€.

Ces dernières ont été acquises sur le marché au titre du contrat de liquidité (47 828) pour un montant de 123 084 € et un prix d'achat moyen de 2,57 € et suite à un programme de rachat d'actions (111 976) pour un montant de 297 171 € et un prix d'achat moyen de 2,65 €.

Les principales conditions de ce programme sont les suivantes :

- Prix maximal d'achat par action : cinq euros (hors frais d'acquisition)
- Montant global maximum affecté au programme : 8 125 785 euros
- Nombre maximum d'actions que la société pourra acquérir : 10% du nombre d'actions composant le capital social à la date de réalisation des rachats.
- En date du 12 mai 2014, le conseil d'administration de la Société, mettant en œuvre cette autorisation, a décidé de limiter, dans un premier temps, à 500 000 € le montant maximal des fonds affectés au programme portant sur au maximum 1% du capital social.
- Le conseil d'administration de la Société en date du 7 Octobre 2014, a décidé d'augmenter le plafond du nombre d'actions pouvant être rachetées à 5% du capital social.
- L'assemblée générale de la Société en date du 25 juin 2015, a décidé d'augmenter le plafond du nombre d'actions pouvant être rachetées à 10% du capital social, dans la limite de 5€ par action et un montant maximum de 8 125 785 euros.

La société a procédé à certaines émissions de droits donnant accès à son capital. L'ensemble des droits en circulation au 31 décembre 2016 est synthétisé dans le tableau ci-après :

	Nombre de titres ou droits	Année/date de départ des options	Durée de validité	Parité d'exercice maximale (nb act. pour 1 inst.)	Prix de souscription ou conversion	% maximal de capital (droits financiers) (1)
BSA 2014	775 000	12/05/2014	4 ans	1 pour 1	2,42 €	3.90%

(1) Les pourcentages du tableau ci-dessus sont déterminés en partant de l'hypothèse que tous les droits seront effectivement exercés.

La diminution du nombre de BSA en circulation entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 est liée au départ de 2 salariés du groupe.

Les mouvements de l'exercice sur les postes de capitaux propres s'analysent ainsi :

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Capital social	1 658 657	252 373 (1)	-	1 911 030
Primes d'émission (1)	21 123 489	5 102 169	377 615 (1)	25 848 043
Primes d'apport	1 018 372	-	-	1 018 372
Réserves	15 859	-	-	15 859
Report à nouveau	4 982 321	6 007 980	-	10 990 301
Résultat de l'exercice 2015	6 007 980	-	6 007 980	-
Résultat de l'exercice 2016	-	(3 492 858)	-	(3 492 858)
Provisions réglementées (2)	1 537 925	118 241	-	1 656 166
Situation nette	36 344 603	7 987 905	6 385 595	37 946 912

(1) Dont liés à augmentations de capital en numéraire : 4 977 K€.

(2) Détail de la répartition et des mouvements sur Amortissements dérogatoires :

Amortissements dérogatoires (€)	31/12/2015	Dotations	Reprises	31/12/2016
Différentiel de durée ou de mode	-	-	-	-
Amortissement des frais d'acquisition de titres	1 537 925	118 241	-	1 656 166
Total	1 537 925	118 241	-	1 656 166

Note 4.12 Information financière réduite à une seule action

	31/12/2016	31/12/2015
Nombre d'actions au 31 décembre (hors actions propres)	18 950 496	16 005 464
Nombre moyen pondéré d'actions	17 291 468	15 793 308
Situation nette (1)	2,00	2,27
Résultat net de l'exercice (2)	(0,20)	0,38

(1) calculé par référence au nombre d'actions en circulation en fin de période hors actions propres en clôture.

(2) calculé par référence au nombre moyen pondéré d'actions au cours de l'exercice hors actions propres en clôture

Note 4.13 Provisions

En euros	31/12/2015	Augmentation	Diminution	31/12/2016
Provisions pour risques	1 247 583	2 000	1 145 479	104 104
Provision pour risques de non conversion des obligations convertibles (1)	1 141 583	-	1 141 583	-
Litiges sociaux	106 000	-	1 896	104 104
Provisions pour charges				-
Autres charges	-	-	-	-
	-	-	-	-
TOTAL	1 247 583	2 000	1 145 479	104 104

(1) NetBooster a remboursé les obligations convertibles à échéance de mars 2016. Les primes de non conversion acquittées se sont élevées à 1 224 K€ (voir également note 4.25 Résultat financier).

Litiges en cours

La société a 3 litiges en cours avec des salariés. Ces litiges ont été provisionnés dans les comptes en fonction des risques évalués par les avocats.

Note 4.14 Emprunts et dettes financières

En euros	31/12/2016	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2015
Emprunt obligataire convertible	-	-	-	-	9 009 745
Emprunt auprès des étbts de crédit	15 371 128	1 514 628	6 312 500	7 544 000	949 001
Découverts, concours bancaires	28 954	28 954	-	-	793 263
Actionnaires - comptes courants	422 105	422 105	-	-	422 105
Groupe-comptes courants (1)	2 453 115	2 453 115	-	-	1 989 394
Dépôts reçus	870	870	-	-	1 202
TOTAL (2)	18 276 172	4 419 672	6 312 500	7 544 000	13 164 711

(1) Dont concernant les entités liées : 2 453 K€.

(2) Dont dettes assorties de sûretés réelles : 14 900 K€. Les titres des sociétés METAPEOPLE et NetBooster UK ont été donnés en nantissement des emprunts contractés par la société NetBooster.

Note 4.15 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont d'échéances inférieures à un an et s'analysent comme suit au 31 décembre 2016 :

	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs	15 257 420	15 836 421
Factures non parvenues	820 336	1 203 069
TOTAL	16 077 756 (1)	17 039 489

(1) Dont dettes vis-à-vis des entités liées : 5 449 K€.

Les dettes fournisseurs intègrent les sommes dues par NetBooster au titre des achats d'espace réalisés auprès des moteurs de recherche pour le compte de ses clients. En application des règles relatives en France aux contrats de mandat, ces flux ne figurent ni en chiffres d'affaires ni en charges externes.

Note 4.16 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an au 31 décembre 2016 et s'analysent comme suit :

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Dettes sociales	1 026 614	1 178 127
Personnel et comptes rattachés	549 352	531 684
Organismes sociaux	477 262	646 443
Dettes fiscales	1 193 802	1 172 727
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	1 057 218	1 017 995
Autres impôts et taxes	136 584	154 733
TOTAL	2 220 416	2 350 854

Note 4.17 Autres dettes

En euros	31/12/2016	31/12/2015
Avances Clients et Clients créditeurs	86 580	214 598
Clients – avoirs à établir	72 678	1 174 651 (2)
Dettes sur acquisition Media Diamond	110 000 (1)	220 000
Dettes sur acquisition 4Ps	4 723 827	-
Autres dettes opérationnelles	546 835 (3)	487 814
TOTAL	5 539 920	2 097 063

(1) La dette sur acquisition Media Diamond est à moins d'un an.

(2) Dont concernant les entités liées : 1 135 K€.

(3) Dont 420K€ de provision pour litige Zier

Note 4.18 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 2 893 069€ et correspondent à l'étalement du chiffre d'affaires relatif aux phases d'audit, inscription et maintenance, à des prestations de Consulting facturées mais restant à servir, à des revenus médias et affiliation facturés d'avance.

Note 4.19 Détail des charges à payer

	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires convertibles	Montant	Montant
Intérêts courus à payer	-	72 245
TOTAL	-	72 245
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	Montant	Montant
Cartes bleues différées	20 242	25 926
Intérêts courus à payer sur emprunts	1 128	1 128
TOTAL	21 370	27 054
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Montant	Montant
Fourn.-fact.à recevoir	820 336	1 203 069
TOTAL	820 336	1 203 069
Dettes fiscales et sociaux	Montant	Montant
Prov./congrés payés	326 451	421 422
Primes et frais à payer	195 024	63 400
Ch.soc.sur cp à payer	130 580	168 569
Autres ch.soc à payer	65 218	25 600
Etat-divers à payer	127 084	145 233
TOTAL	844 357	824 224
Autres dettes	Montant	Montant
Clients-avoirs à établir	72 678	1 174 651
TOTAL	72 678	1 174 651

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Note 4.20 *Détail du chiffre d'affaires*

Le chiffre d'affaires réalisé sur l'année 2016 s'élève à 27 040 K€. Il se répartit comme suit :

En milliers d'€	2016	%	2015	%
PPC	8 994	33%	5 996	27%
SEO	920	3%	1 356	6%
MEDIA	8 804	33%	6 495	29%
DATA	2 561	9%	3 730	17%
AFFILIATION	706	3%	1 147	5%
CREATION	1 053	4%	1 404	6%
SOCIAL	423	2%		
Prestations groupe	3 579	13%	2 456	11%
TOTAL	27 040	100%	22 584	100%

Note 4.21 *Autres produits d'exploitation*

En milliers d'€	2016	2015
Production immobilisée	-	79 (1)
Reprise de dépréciation de créances	71	230
Autres produits de gestion courante	337	302
Transferts de charges d'exploitation	252 (2)	239
Transfert au poste charges à répartir	540 (3)	-
Subventions d'exploitation	1	1
TOTAL	1 201	851

(1) Ce poste concerne des outils logiciels de production (79 K€).

(2) Dont transfert de charges d'exploitation vers exceptionnel : 96 K€ et refacturation de salaires et de frais de fonctionnement : 156 K€.

(3) Ce poste concerne les frais de souscription d'emprunt portés à l'actif au poste « Frais d'emprunt à étaler » par la société NetBooster (voir note 4.9).

Note 4.22 Achats et charges externes

Périodes (En milliers d'€uros)	2016	2015
Cout des ventes	16 042	11 409
Location et charges locatives	608	562
Frais de déplacement	553	556
Marketing	114	95
Cotisations et abonnements	104	48
Téléphone et internet	71	63
Maintenance	142	57
Assurances	34	48
Honoraires & Rémun. d'intermédiaires	2 475	1900
Cout de recrutement	41	14
Redevances licences	0	596
Frais bancaires	40	35
Autres	201	274
TOTAL	20 425	15 657

Les frais de licence concernent les licences Google Analytics qui ont été comptabilisées en coût des ventes en 2016.

Note 4.23 Charges de personnel

Périodes (En milliers d'€uros)	2016	2015
Rémunérations du personnel	4 436	4 820
Charges sociales	1 777	2 029
Autres charges de personnel	62	79
TOTAL	6 275	6 928

Note 4.24 Autres charges d'exploitation

(En milliers d'€)	2016	2015
Perte sur créances irrécouvrables	45	179
Jetons de présence	28	20
Autres charges d'exploitation courante	53	9
TOTAL	126	208

Note 4.25 Résultat financier

En milliers d'€	2016	2015
Produits financiers	2 066	10 586
Revenus des créances financières des entités liées	54	70
Gains de change	86	35
Reprise de prov pour risque de non conversion d'O.C.	1 141 (1)	-
Reprise de dép. sur titres et créances	672 (2)	290
Dividendes	112 (2)	10 191
Autres produits financiers	0	0
Charges financières	5 620	3 458
Intérêts sur emprunts obligataires convertibles en actions	-	272
Dépréciation des titres de participation	3 867 (2)	1 760
Dotation aux provisions pour risque de non conversion en actions des obligations convertibles	-	1 142 (1)
Primes de non conversion d'obligations convertibles	1 224 (1)	-
Intérêts de la dette bancaire à long terme	376	14
Intérêts des dettes financières / entités liées	43	93
Autres charges financières	25	19
Pertes de change	45	40
Dépréciation des actions propres	-	117
Commissions de non utilisation de lignes de crédit et coût des swaps d'intérêt	40	-
Résultat financier	(3 554)	7 128

- (1) La société NetBooster a remboursé l'emprunt obligataire convertible en mars 2016. Ce remboursement a été assorti de la prime de non conversion contractuelle soit 1 224 K€.
- (2) Voir note 4.3 relative aux immobilisations financières et aux dépréciations constituées sur ce poste.
- (3) Les dividendes ont été encaissés de la société Media Diamond (112 K€)

Note 4.26 *Résultat exceptionnel*

En milliers d'€	2016	2015
Produits exceptionnels	30	195
Régularisations diverses sur actifs et passifs	-	-
Produits des cessions d'actifs financiers	-	-
Boni sur rachats d'actions propres	26	25
Reprise de dépréciations exceptionnelles	-	-
Reprise de provisions	4	-
Reprise d'amortissements dérogatoires	-	170 (4)
Charges exceptionnelles	610	1 632
Charges exceptionnelles sur personnel	96 (1)	748 (1)
Régularisations diverses sur actifs et passifs	37	31
Mali sur rachats d'actions propres	125	20
Rappel d'impôts	-	-
Valeurs nettes comptables des actifs cédés	4 (2)	210
Autres pertes	227 (3)	290
Dotations aux amortissements dérogatoires	118 (4)	276
Dotations aux prov. à caractère exceptionnel	2	56
Résultat exceptionnel	(581)	(1 437)

- (1) Ce poste comprend les indemnités de rupture versées dans le cadre de conflits ouverts à l'occasion du départ de salariés.
 (2) Ce poste correspond à la sortie des titres Buzz Lemon consécutive à la radiation définitive de cette société (Voir note 4.3).
 (3) Ce poste comprend des coûts non courants engagés sur le nom et la marque de la société (135 K€) ainsi que des coûts ponctuels liés à la première présentation en 2015 des comptes consolidés de la société en IFRS (54 K€).
 (4) Voir note 4.11.

Note 4.27 *Impôts sur les bénéfices (- 46 K€) - Déficits fiscaux reportables*

A effet du 1er janvier 2013, la société NetBooster s'est constituée société-mère d'un groupe fiscalement intégré comprenant sa filiale à 100%, la société Pixidis.

Les sociétés membres du groupe intégré conservent à leur charge l'impôt comme s'il était dû en l'absence d'intégration. L'impôt est comptabilisé par les membres du groupe selon la même règle.

Au titre de l'exercice 2016, la société NetBooster a ainsi enregistré un produit d'impôt de 9 022 € représentatif de l'économie d'impôt réalisée par le groupe sur le résultat bénéficiaire de la société Pixidis.

Au 31/12/2016, la société NetBooster dispose de déficits reportables sans limitation de durée :

- Déficits subis avant l'intégration fiscale : 7 303 252 €
- Déficits subis durant l'intégration fiscale : 4 064 266 €

Par ailleurs, la société NetBooster a enregistré les crédits d'impôt suivants :

- Crédit d'impôt recherche déposé au titre de 2015 : 37 317 €
- Crédit d'impôt compétitivité emploi 2016 : 115 603 €

Conformément à la recommandation du Conseil National de la Comptabilité relative au traitement comptable de ce crédit d'impôt, le crédit d'impôt compétitivité emploi est présenté en diminution du poste Charges de personnel. Le crédit d'impôt compétitivité emploi est affecté à des efforts réalisés en matière d'investissements et de formation du personnel.

Les crédits d'impôt recherche sont présentés en produits d'impôt sur les bénéfices.

AUTRES INFORMATIONS

Note 4.28 Ventilation des effectifs

Au 31 décembre 2016, les effectifs de la société NetBooster SA s'élèvent à 94 personnes (vs 97 personnes au 31 décembre 2015).

Leur ventilation est la suivante :

- 91 cadres
- 3 ETAM

Les effectifs moyens sur 2016 sont de 92 personnes (vs 104 personnes en 2015) :

- 89 cadres
- 3 ETAM

Note 4.29 Membres des organes d'administration et de direction

- Rémunérations versées à raison de leurs fonctions dans la société mère : 329 K€
- Rémunérations versées à raison de leurs fonctions dans les entreprises contrôlées : 0 K€
- Engagement en matière de pension et indemnités assimilées : néant
- Avances et crédits accordés : néant

Note 4.30 Engagements hors bilan – Sûretés réelles associées

Engagements donnés

- **Indemnités de fin de carrière**

Les indemnités de fin de carrière s'élèvent à environ 13 K€ à la fin de l'année 2016.

Les principales hypothèses retenues pour l'estimation de ces engagements sont les suivantes : :

- Départ volontaire en retraite à 62 ans
- Taux de rotation annuelle : 15 %
- Taux de charges sociales : 45 %
- Taux d'actualisation : 1,5 %

- **Gage sur instruments financiers constitué en garantie d'une caution bancaire fournie dans le cadre du bail conclu par NetBooster pour ses locaux**

La société a consenti un gage sur des valeurs mobilières de placement pour une valeur totale de 164 K€. Cette sûreté réelle garantit une caution bancaire fournie à la société pour 328 K€ dans le cadre du bail conclu par NetBooster pour les locaux du 4/6 Passage Louis Philippe 75011 PARIS. Ces actifs sont présentés à l'actif du bilan au poste Immobilisations Financières.

- **Compléments de prix consentis au bénéfice des cédants de la société 4Ps Marketing Limited**

La société NetBooster a acquis 100% du capital de la société 4Ps en septembre 2016.

Cette cession a été réalisée au prix contractuel up front de 4 250 000 £.

Des compléments de prix basés sur les performances économiques de la société sur les années 2016 à 2018 sont également prévus pour 3 966 000 £

Y compris ces compléments de prix, le prix d'acquisition est plafonné à 8 216 000 £ augmentés d'une somme initialement estimée à 1 032 900 €.

Engagements reçus

- **Solde de droits de tirage sur accord de financement bancaire de moyen terme : 5,8 M€**

La société NetBooster dispose d'un solde de 5,8 M€ au titre de droits de tirage sur des lignes de crédit complémentaires destinées à financer sa croissance externe.

- **Couverture de taux sur les nouveaux emprunts**

Dans le cadre de son refinancement à taux variable, NetBooster a souscrit trois contrats de couverture de taux.

Ces instruments (swaps de taux) portent sur un montant nominal cumulé de 6.420.000 € garantissant un taux variable hors marge contractuelle plafonné à 0%.

Note 4.31 Tableau des filiales et participations

	Capital social	Capitaux propres autres que le capital et le résultat de l'exercice	Quote-part détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus	Chiffre d'affaires	Résultat net 2016	Prêts et avances consentis par la société NetBooster	Avals et cautions consentis	Dividendes versés
NetBooster GMBH (*) Eschenheimer Anlage 31a D60318 Frankfurt	75 000 €	316 K€	100%	Brute : 304 K€ Nette : 304 K€	0 K€	-1 K€	-	-	-
NetBooster Spain (*) Plazza de Manuel Becerra ,15 28028 MADRID ESPAGNE	3 010 €	4 363 K€	100%	Brute : 6 798 K€ Nette : 4 934 K€	6 775K€	-299 K€	808 K€	-	-
NetBooster Italy (*) 43 Via Sicilia 00187 ROME - ITALIE	10 000 €	19 K€	100%	Brute : 2 980 K€ Nette : 1 429 K€	3 162 K€	23 K€	-	-	-
NetBooster Finland (*) Bulevardi 2-4 A 00120 Helsinki - Finland	4 000 €	257 K€	100%	Brute : 10 724 K€ Nette : 1 319 K€	2 641K€	-214 K€	-	-	-
Pixidis 4-6 Passage Louis Philippe 75011 PARIS	8 000 €	1 129 K€	100%	Brute : 50 K€ Nette : 50 K€	8 396 K€	18 K€	-	-	-
NetBooster Holding A/S (*) Pilestræde 52A, 3. sal 1112 Copenhagen K (1)	0.5 MDKK	11.4 MDKK	100%	Brute : 12 132 K€ Nette : 11 206 K€	0 MDKK	-0.9 MDKK	-	-	-
metapeople Germany(*) 21 Philosophenweg 47 051 Duisbourg N° immat. : HRB 13954 (Duisbourg)	50 000 €	3 032 K€	100%	Brute : 15 817 K€ Nette : 15 817 K€	91.5 M€	1.8 M€	-	-	-

(*) Filiales étrangères.

(1) Les données de la société NetBooster Holding A/S (anciennement Guava A/S indiquées ci-dessus sont exprimées en millions de couronnes Danoises (1 DKK représente environ 0,134 €).

(suite)	Capital social	Capitaux propres autres que le capital et le résultat de l'exercice	Quote-part détenue (%)	Valeur comptable des titres détenus	Chiffre d'affaires	Résultat net 2016	Prêts et avances consentis par la société NetBooster	Avais et cautions consentis	Dividendes versés
NetBooster Hong Kong (*) 7/F, Hong Kong Trade Centre, 161-67 Des Voeux Road Central, Hong Kong	10 000 CNY	3.013 KCNY	19%	Brute : 0 K€ Nette : 0 K€	N/A	N/A	13 K€		
NetBooster UK (*) Suite IA Gat.Bus.Center Barncoose industrial estate Redruth, Cornwall TR15 3RQ	1,8 KGBP	664 KGBP	100%	Brute : 12 042 K€ Nette : 12 042 K€	17.3 MGBP	125 KGBP	-		-
NetBooster Mena (*) 3 rd Floor Office 304 Building EIB 1 Dubai	50 000 AED	314 K€	100%	Brute : 33 K€ Nette : 33 K€	5 696K€	196 K€	776 K€		
Media Diamond SL (*) Calle Marques de Monteagudo 22 28 028 Madrid (Espagne)	6 K€	425 K€	50%	Brute : 860 K€ Nette : 860 K€	9 479 K€	384 K€			112
NetBooster Sweden AB (*) Sankt Eriksgatan 63 112 34 Stockholm (Suède)	100 KSEK	3 377 KSEK	100%	Brute : 869 K€ Nette : 0 K€	13 MSEK	-3.3 MSEK			
Metapeople Netherlands (*) Vredenburg 8C, 3511 BA Utrecht, Pays-Bas	18 K€	42 K€	100%	Brute : 500 K€ Nette : 500 K€	2 927K€	-163 K€	50 K€		
NetBooster Norway (*) Filipstad Brygge 1 – 2nd floor, 0252 Oslo	30 KNOK	-1.4 MNOK	100%	Brute : 3 K€ Nette : 3 K€	54.9 MNOK	-2.4 MNOK	-		

(*) Filiales étrangères.

Note 4.31 Parties liées

En 2016, les sociétés suivantes sont incluses dans le périmètre de consolidation de NetBooster :

NetBooster Gmbh
 NetBooster Spain SL
 NetBooster Italy
 NetBooster Finland
 Pixidis SARL
 NetBooster Holding A/S (anciennement GUAVA A/S) et sa filiale Netbooster DK
 metapeople Gmbh et sa filiale Metapeople Switzerland
 NetBooster UK
 NetBooster SWEDEN
 NetBooster MENA
 NetBooster NORWAY
 Media Diamond
 Metapeople Netherlands

Sont exclues du périmètre des comptes consolidés mais entretiennent un lien de participation avec NetBooster les sociétés suivantes :

NetBooster Hong Kong et sa filiale NetBooster Shanghai

Informations financières relatives aux entités liées ou en lien de participation :

Entités liées :

K€	NetBooster GMBH	NetBooster SPAIN	NetBooster Finland	Pixidis	NetBooster UK	Media Diamond
Cr.immo./Autres créances	-	808	-	-	-	-
Dettes financières	(260)	-	(201)	(27)	(500)	-
(Charges)/prod. Financiers	-	23	2			112

K€	NetBooster Holding A/S	NetBooster Sweden	Metapeople Germany	NetBooster MENA	NetBooster NORWAY	Metapeople NL
Cr.immo./Autres créances	-	-	-	776	-	50
Dettes financières	-	(215)	(1 247)	-	(3)	-
(Charges)/prod. Financiers	18			8	-	-

Entités en lien de participation :

K€	NetBooster Hong Kong
Créances ratt. participations	13
Autres créances	-
(Charges)/prod. financiers	3

Les autres transactions conclues avec des parties liées ne sont pas significatives ou ont été conclues à des conditions normales de marché.

NOTE 5 : EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Le 31 janvier 2017, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de François de la Villardière en qualité de Directeur Général, en remplacement de Thomas Armbruster, démissionnaire. Ce faisant, le Conseil d'administration a décidé de modifier le mode de direction.

Monsieur Tim Ringel a par ailleurs démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société à compter du 31 janvier 2017, le Conseil d'administration étant désormais composé de trois membres.

NETBOOSTER

Société Anonyme

4/6, Passage Louis Philippe
75011 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

NETBOOSTER

Société Anonyme
4/6, Passage Louis Philippe
75 011 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société NETBOOSTER, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de

diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués notamment pour ce qui concerne :

Les titres de participations, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2016 s'établit à 53 317 milliers d'euros, sont évalués selon les modalités de la note 3.3 « immobilisations financières » de l'annexe. Nos travaux ont consisté à apprécier les estimations et les hypothèses intervenant dans l'évaluation des titres de participation et à vérifier que la note donne une information appropriée.

Comme indiqué à la note 3 « Principes et méthodes comptables – recours aux estimations » de l'annexe, ces estimations et hypothèses sont établies sur la base d'informations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différente de la réalité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, aux participations réciproques et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Levallois-Perret et Neuilly-sur-Seine, le 28 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

G.C.A. – GROUPE DE CONTROLE ET D'AUDIT

Deloitte & Associés

Jean-Yves HANS

Benoît PIMONT

NetBooster
Société anonyme à conseil d'administration au capital de 1 911 030 euros
Siège social : 4-6 Passage Louis Philippe – 75011 Paris
418 267 704 RCS Paris

RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE ET LES COMPTES SOCIAUX 2016 DE NETBOOSTER

RAPPORT DE GESTION SUR LE GROUPE ET LES COMPTES CONSOLIDES 2016 DE NETBOOSTER

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale afin de vous rendre compte de l'activité de notre Société et de notre groupe durant l'exercice clos le 31 décembre 2016 et pour soumettre à votre approbation les comptes sociaux et consolidés dudit exercice.

Lors de l'assemblée, les rapports établis par les Commissaires aux comptes vous seront également présentés.

Les rapports des Commissaires aux comptes, le rapport de gestion ainsi que les comptes sociaux et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi, afin que vous puissiez en prendre connaissance.

Enfin, conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du Code de commerce, nous vous indiquons que les différents éléments fournis dans le présent rapport constituent notre analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

SOMMAIRE

1. Activité de la Société et de ses filiales et évolution des affaires au cours de l'exercice écoulé	4
1.1. Analyse de l'évolution des affaires, progrès réalisés et difficultés rencontrées	4
1.2. Présentation des comptes – Méthodes d'évaluation	7
1.2.1. Méthodes comptables	7
1.2.2. Résultats des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016	7
1.2.3. Proposition d'affectation du résultat	9
1.2.4. Résultats des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016	9
1.2.5. Dépenses non déductibles fiscalement	10
1.2.6. Tableau des résultats des cinq derniers exercices	11
1.2.7. Situation de l'endettement du groupe	11
1.3. Fournisseurs – Informations sur les délais de paiement de la Société	11
1.4. Recherche et développement	12
1.5. Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège social en France ou prises de contrôle de telles sociétés	12
1.6. Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège social hors de France ou prises de contrôle de telles sociétés	12
1.7. Evènements importants survenus au cours de l'exercice	12
2. Evènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du présent rapport	14
3. Evolution prévisible et perspectives d'avenir	14
4. Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société est confrontée ...	14
4.1. Risques liés à l'activité	14
4.1.1. Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement concurrentiel	14
4.1.2. Risques sur la propriété intellectuelle	15
4.1.3. Risques clients	15
4.1.4. Risques fournisseurs	15
4.1.5. Risques liés aux litiges en cours	16
4.1.6. Risques d'internalisation de l'activité par les moteurs de recherche	16
4.1.7. Risques de déréférencement (« black-listage »)	16
4.1.8. Risques liés aux évolutions technologiques	16
4.1.9. Risques liés à l'organisation de la Société	17
4.1.10. Risques de marché	17
4.1.11. Risques liés à la réglementation applicable et à son évolution	18
4.1.12. Assurances et couverture des risques	18
4.1.13. Risques liés au passif et à l'intégration des sociétés acquises	19
5. Filiales et participations au 31 décembre 2016	19

5.1. Filiales et participations détenues directement par la Société	19
5.2. Filiales et participations détenues indirectement par la Société	22
6. Participation des salariés au capital social	22
7. Délégation en matière d'augmentation de capital	23
8. Répartition du capital de la Société.....	23
9. Programme de rachat d'actions	24
10. Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société	25
11. Liste des mandataires sociaux et des mandats exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux	25
12. Modalités d'exercice de la direction générale.....	26
13. Commissaires aux comptes	26
14. Conventions visées aux articles L. 225-38 du Code de commerce.....	27
15. Conclusion.....	27

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

1.1. Analyse de l'évolution des affaires, progrès réalisés et difficultés rencontrées

L'année 2016 a été une année de profonde transformation pour le Groupe NetBooster.

La transformation a été à la fois financière, stratégique et opérationnelle.

Tout d'abord sur le plan financier, NetBooster a annoncé la signature d'un accord de financement de 20,7 m€. Ce nouveau financement est constitué de 10,7 m€ destinés à rembourser les obligations convertibles existantes échues au 23 mars 2016 ainsi que d'autres dettes existantes, et de 10 m€ destinés à assurer son plan de croissance externe. Ce nouveau levier financier confirme les ambitions de développement du Groupe et la volonté de sa direction de renforcer sa position d'agence marketing digitale indépendante à l'international.

Les conditions de cet accord offrent à NetBooster une grande flexibilité. La moitié de ce financement sera supportée par un prêt in fine de type Euro PP arrivant à terme en 2022, et pour l'autre moitié sous la forme d'un prêt amortissable classique d'une durée de 5 ans et 9 mois. Le Crédit du Nord a été mandaté comme « Lead Arranger » de la transaction, structurée conjointement avec l'appui du fond NOVI I géré par Tikehau Investment Management. Deux autres établissements bancaires européens, BNP Paribas et Société Générale, et un établissement bancaire mondial, HSBC, ont également participé à ce financement sous la forme d'un « pool bancaire ».

En septembre 2016, NetBooster a procédé à une augmentation de capital par émission de 2.437.730 nouvelles actions ordinaires (représentant 12,76% du capital social de NetBooster) par le biais d'un placement privé. Le montant total de l'augmentation de capital s'élève à 5.346 K€, entièrement souscrite par le Fonds Nobel.

Le produit de l'émission permettra à NetBooster de poursuivre sa stratégie de croissance en conjuguant expansion internationale et développement commercial.

Sur le plan stratégique, en septembre 2016, NetBooster a fait l'acquisition de la société 4Ps Marketing Ltd, l'une des plus importantes agences de marketing numérique du Royaume Uni, basée à Londres. Grâce à cette acquisition le Groupe NetBooster devient un acteur de premier plan sur les trois principaux marchés européens (Royaume-Uni, France, Allemagne).

Cette acquisition permet au Groupe NetBooster d'étendre sa présence au Royaume-Uni où il compte désormais plus de 140 employés, de renforcer ses offres SEO et Paid Media et d'élargir son portefeuille de clients présents dans le pays. NetBooster proposera ainsi à ses clients présents au Royaume-Uni une gamme complète, intégrée et multi-territoriale de services de marketing à la performance.

Le financement initial de l'acquisition a été effectué à la fois en actions et en numéraire, auquel viendra s'ajouter un complément de prix indexé aux futures performances de la société 4Ps Marketing et prenant fin en décembre 2018. Le « pool bancaire » a approuvé l'opération à l'unanimité, permettant à NetBooster de tirer sur ses lignes de crédit destinées à financer ses investissements de croissance.

Sur le plan opérationnel, la transformation a porté sur l'optimisation des effectifs et la mise en place de processus de gestion tel que l'analyse de la rentabilité par client.

Au niveau des processus de gestion, le Groupe NetBooster a continué à développer son système de reporting avec l'intégration d'une base de données groupe afin d'analyser la rentabilité par client en mesurant en temps réel la productivité des clients, des projets et des équipes opérationnelles.

Sur le plan des activités et selon l'Observatoire de l'e-pub, le digital, qui se nourrit de la digitalisation de tous les médias, est devenu le 1er media investi sur l'ensemble de l'année 2016, devant la télévision.

La part du digital sur le marché de la publicité en France progresse de 2 points avec 29,6%.

Malgré cette croissance, le poids du digital en France reste toujours très en dessous des pays comparables. Il reste donc à la France un fort potentiel de développement pour atteindre les niveaux d'investissements digitaux des US (30,5%) ou du Royaume-Uni (46,8%).

La croissance devrait se poursuivre en 2017 et la part du digital n'a pas fini d'augmenter. Le marché devrait être marqué par le développement soutenu des réseaux sociaux et du mobile.

Information sectorielle

<i>en milliers d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Marge brute	EBITDA	Résultat net de la période	Actifs non courants (*)
France	12 625	7 912	1 252	-399	2 631
DACH (1)	66 090	14 713	2 989	1 758	13 029
Royaume-Uni	21 703	5 995	519	341	8 512
Europe du Nord	16 846	5 896	-851	-2 410	4 757
Europe du Sud	17 100	3 904	863	1 082	6 105
Moyen-Orient (Dubai)	5 599	2 254	245	196	0
Total au 31 décembre 2016	139 963	40 674	5 017	568	35 034

(*) correspond au goodwill, aux immo. corporelles et incorporelles

(1) D.A.C.H. : Allemagne, Suisse et Pays-Bas

<i>en milliers d'euros</i>	Chiffre d'affaires	Marge brute	EBITDA	Résultat net de l'exercice	Actifs non courants (*)
France	14 973	8 917	849	-213	2 754
DACH (1)	49 640	11 760	2 391	1 687	12 945
Royaume-Uni	12 113	4 336	961	688	154
Europe du Nord	17 168	7 012	-22	-661	5 881
Europe du Sud	12 743	3 182	936	628	6 119
Moyen-Orient (Dubai)	4 166	1 960	403	426	0
Total au 31 décembre 2015	110 803	37 167	5 518	2 555	27 853

(*) correspond au goodwill, aux immo. corporelles et incorporelles

(1) D.A.C.H. : Allemagne, Autriche, Suisse et Pays-Bas

Informations complémentaires sur les produits

<i>en milliers d'euros</i>	Marge brute	
	2016	2015
PPC	16 936	14 765
SEO	5 540	4 539
Media	5 427	5 011
Data	4 232	5 342
Affiliate	4 710	4 570
Design	2 003	1 943
Social Media	1 915	1 083
Dépréciation, reprises sur provisions & pertes sur créances	-90	-86
Total marge brute Groupe	40 674	37 167

NetBooster a atteint en 2016 un niveau de marge brute record, à 40,7 millions d'euros, en hausse de 9,4% par rapport à l'année précédente. Le PPC est resté le principal contributeur de cette marge brute, à hauteur de 41%, malgré la reclassification des Socials Ads dans le canal Social Media, la marge qu'elles génèrent s'étant fortement accrue. Le PPC a profité des budgets de nouveaux clients tels que Hertz, Deezer ou Dubaï Parks & Resorts, ainsi que de l'augmentation de ceux de clients historiques comme Deutsche Telekom, Office Dépôt ou Groupe Seb.

Au niveau de la rentabilité, NetBooster essuie une légère baisse avec l'EBITDA du Groupe atteignant 5 m€, contre 5.5 m€ en 2015. La rentabilité est aussi en baisse avec un total de 12.3% en 2016 par rapport à 14.8% en 2015. Cette baisse est due en grande partie à un EBITDA négatif dans certains pays de la zone Nordics, ayant un impact significatif sur la performance globale du Groupe. Malgré cela, NetBooster maintient une bonne rentabilité dans toutes ses régions les plus importantes, avec une hausse de 25% de l'EBITDA dans la zone DACH, et des efforts payants en France pour revenir à une situation saine.

Malgré la baisse d'activité en Europe du Nord, NetBooster conserve un bilan très positif en 2016. Les marges du Royaume-Uni ont fortement augmenté, d'une part grâce à l'obtention de nouveaux budgets, mais aussi par l'intégration de 4Ps marketing, à partir du dernier trimestre. Cette acquisition a temporairement fait baisser les niveaux de rentabilité de la zone, mais ceux-ci devraient remonter en 2017. Dans la région Moyen Orient, la direction a investi dans de nouveaux talents pour répondre aux demandes des clients et mettre en place une base solide capable de soutenir la croissance future. Ces investissements devraient porter leurs fruits l'année prochaine. La zone Europe du Sud reste au même niveau d'EBITDA que l'année dernière, continuant à apporter une forte rentabilité d'environ 23%. Enfin, la France et la région DACH bénéficient d'une forte hausse de l'EBITDA, respectivement de 0.5 millions et 0.6 millions d'euros.

NetBooster, l'innovation en 2017

En 2012, NetBooster a été un des premiers à se lancer dans le développement et le lancement de son trading desk avec les technologies d'enchères en temps réel (RTB), d'optimisation en temps réel et d'achat média automatisé.

Après l'ère de la diffusion et celle du ciblage, le programmatique nous permet d'entrer dans l'ère de l'optimisation.

Qu'est-ce que l'achat programmatique ? C'est la possibilité d'enchérir sur plus de 45 milliards d'impressions publicitaires par jour, disponibles sous différents formats (bannières, vidéo publicitaire, mobile, publicité sur des sites sociaux, rich media, etc.) sur plusieurs dizaines de places de marché, en fonction d'objectifs aussi variés que les campagnes souhaitées par ses clients (taux de clic, la composition vidéo, acte d'achats, tests automobiles, ou même de branding), et de milliers, de centaines de milliers, de millions de critères de sélection pour chaque internaute (sociodémographiques, surf, achat, horaires, lieux d'habitation, etc.).

Les cellules R&D de NetBooster travaillent sur des outils d'analyse de marché en temps réel et la possibilité d'exploiter des pétaoctets de données afin d'optimiser directement les objectifs de communication d'une marque.

Perspectives 2017

Le Groupe NetBooster a enregistré de bons résultats en 2016, et est aujourd'hui dans des conditions idéales pour continuer à croître dans les prochaines années. Le Groupe opère dans un secteur d'activité dynamique et en perpétuelle évolution, avec des médias traditionnels qui cèdent un peu plus de terrain chaque année face aux médias digitaux, et anticipe parfaitement les évolutions de l'industrie de la publicité, les avancées techniques, et les changements de comportements des consommateurs.

Grâce à une vision claire et une ambition forte, la nouvelle direction, soutenue par des collaborateurs engagés, est résolument tournée vers l'avenir et se concentre désormais sur une croissance forte, et la poursuite de l'amélioration de la performance du Groupe.

1.2. Présentation des comptes – Méthodes d'évaluation

1.2.1. Méthodes comptables

Les comptes sociaux qui vous sont présentés ont été établis en suivant les mêmes méthodes que lors de l'exercice précédent, dans le respect des dispositions du plan comptable et en observant les principes de prudence et de sincérité. Les comptes consolidés ont été établis en norme IFRS avec un comparatif au titre des exercices clos le 31 décembre 2015.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1.2.2. Résultats des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Au cours de l'exercice 2016, le chiffre d'affaires net réalisé par la Société s'est élevé à 27.040K€ contre 22.584K€ pour l'exercice précédent.

La hausse du chiffre d'affaires s'explique principalement par le développement de la facturation à l'export des liens sponsorisés ou les achats d'espaces auprès des moteurs de recherche qui est comptabilisé en chiffre d'affaires contrairement au chiffre d'affaires France qui est comptabilisé au bilan avec la loi Sapin.

La marge brute reste l'indicateur de performance principal du business opérationnel.

En K€	31/12/2016	31/12/2015	Var
Chiffre d'affaires hors management fees	23.461	20.128	3.333
Cout des ventes	(16.042)	(11.409)	(4.633)
Marge brute	7.419	8.719	(1.300)

La diminution de la marge brute s'explique principalement par l'internalisation de nos prestations pour deux clients significatifs. Le gain de nouveaux clients a eu lieu sur le dernier trimestre et permettra à la société de revenir au même niveau de marge brute.

Enfin avec la hausse des coûts de structure de la société mère, la société a augmenté son chiffre d'affaires sur les refacturations aux autres filiales du groupe de managements fees pour un montant de (1,1 m€).

Les charges d'exploitation ont été les suivantes :

Poste de charges en K€	31/12/2016	31/12/2015	Var
Charges externes hors cout des ventes	4.454	4.248	206
Charges de personnel	6.275	6.928	(653)
Impôts, taxes et versements assimilés	237	223	14

L'augmentation des charges externes s'explique par le coût en 2016 des frais d'émissions d'emprunts (+ 506 K€), atténué par le reclassement en coût des ventes de la partie licences analytics (- 464 K€ en 2016)

Les charges de personnel ont été ajustées suite au départ de certains salariés non remplacés.

La baisse des taxes s'explique par la diminution des taxes basées sur la baisse des rémunérations.

Les dotations aux amortissements s'élèvent au 31 décembre 2016 à 245K€ contre 192K€ pour l'exercice précédent.

Les dotations aux provisions pour dépréciation s'élèvent au 31 décembre 2016 à 268K€ contre 55K€ pour l'exercice précédent. Ce poste correspond à la dotation aux provisions pour dépréciation des créances clients (dont 202 K€ concernent NetBooster Suède)

Les charges d'exploitation de l'exercice 2016 ont atteint un montant de 27.646K€ contre 23.263K€ au cours de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice 2016 à 595K€ contre 173K€ pour l'exercice 2015.

Le résultat financier s'élève à (3.554K€) contre 7.128K€ pour l'exercice précédent. La perte financière s'explique principalement par la dépréciation des titres des sociétés Nordics et Espagne pour 3,9 m€.

Le résultat courant avant impôts s'établit à (2.958K€) contre 7.301K€ au cours de l'exercice précédent.

Après prise en compte du résultat exceptionnel s'élevant à (581K€) contre (1.437K€) au titre de l'exercice précédent, l'exercice clos le 31 décembre 2016 se traduit par une perte de (3.493K€) contre un bénéfice de 6.008K€ au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

En résumé, les principaux chiffres des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont les suivants :

En K€	31/12/2016	31/12/2015	Var
Chiffre d'affaires net	27.040	22.584	4.456
Résultat d'exploitation	596	173	422
Résultat net	(3.493)	6.008	(9.501)

La variation négative s'explique par l'absence de distribution de dividendes de ses filiales en 2016.

1.2.3. Proposition d'affectation du résultat

Le conseil d'administration propose d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui s'élève à (3.492.858) euros au report à nouveau dont le montant passerait ainsi de 10.990.300 euros à 7.497.442 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que la Société n'a procédé à la distribution d'aucun dividende au titre des trois derniers exercices.

1.2.4. Résultats des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Les comptes consolidés sont présentés en norme IFRS avec un comparatif au titre des exercices clos le 31 décembre 2015.

Au cours de l'exercice clos, le chiffre d'affaires 2016 s'est élevé à 139.963K€ contre 110.803K€ pour l'exercice précédent.

L'augmentation du chiffre d'affaires s'explique d'une part par l'entrée dans le périmètre de consolidation de 4Ps Marketing à partir de septembre 2016 et d'autre part par le développement de l'activité suite à la signature de nouveaux contrats internationaux.

La marge brute qui reste l'indicateur de performance principal du business opérationnel a progressé de 9% par rapport à 2015.

En K€	31/12/2016	31/12/2015	Var
Chiffre d'affaires net	139.963	110.803	21%
Cout des ventes	(99.289)	(73.636)	26%
Marge brute	40.674	37.167	9%

Les charges d'exploitation ont été les suivantes :

Poste de charges en K€	31/12/2016	31/12/2015	Var
Charges externes	8.487	7.747	9%
Charges de personnel	27.420	24.282	13%
Impôts, taxes et versements assimilés	172	155	11%

Au 31 décembre 2016, le groupe NetBooster compte 571 employés contre 450 en décembre 2015. L'acquisition de la filiale 4Ps a permis au groupe de renforcer les équipes au Royaume Uni avec 70 personnes.

De plus, afin d'accompagner la croissance de la marge brute, la filiale allemande (+13) et la filiale à Dubaï (+8) ont renforcé leurs équipes.

L'augmentation des charges externes s'explique par l'agrandissement de la filiale Allemande et de Dubaï pour pallier à l'accroissement du nombre d'employés ainsi qu'au nouveau loyer de la filiale 4Ps Marketing à Londres.

Le résultat opérationnel courant avant dotations aux amortissements excédent brut d'exploitation (EBITDA) de l'exercice 2016 s'élève à 5.017K€ contre 5.518K€ pour l'exercice 2015.

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2016 s'élève à 2.392 K€ contre 4.335 K€ pour l'exercice précédent. La forte diminution du résultat d'exploitation a été impacté principalement par la dépréciation du Goodwill NetBooster Finlande pour 1,2 m€ suite à la réorganisation de la zone Nordics faite par le management début 2017. Cette dépréciation n'a eu aucun impact cash.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'élève alors à 568 K€ (avant part des minoritaires).

En résumé, les principaux chiffres des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont les suivants :

En K€	31/12/2016	31/12/2015	Var
Chiffre d'affaires net consolidé	139.963	110.803	26%
Marge Brute	40.674	37.167	9%
Résultat opérationnel courant (avant dotation aux amortissements)	5.017	5.518	-9%
Résultat net des sociétés intégrées	568	2.555	-78%

1.2.5. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément à l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous indiquons que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ne comportent aucune des charges visées au 4 de l'article 39 dudit Code.

Pour information, il n'y a pas eu de réintégration de certaines dépenses au titre de l'article 39-5 et 54 quater du CGI.

Aucun amortissement excédentaire n'a par ailleurs été constaté.

1.2.6.Dividendes versés

La Société n'a procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois derniers exercices.

1.2.7.Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Conformément à l'article R. 225-102 du Code de commerce, vous trouverez en **Annexe 1** le tableau faisant état des résultats de la Société au cours des cinq derniers exercices.

1.2.8.Situation de l'endettement du groupe

L'endettement sur l'exercice 2016 au niveau du Groupe est principalement constitué d'un emprunt de 14,9 m€ dont 50% est amortissable à partir de Juin 2017 et 50% in fine Mars 2022 (cf. section 1.7).

1.3. Fournisseurs – Informations sur les délais de paiement de la Société Netbooster SA

Le solde des dettes à l'égard des fournisseurs et comptes rattachés au 31 décembre 2016 ressort à 15.274 K€ et se décompose comme suit :

31 décembre 2016				
Echéance	Tiers français	Tiers étrangers	Interco	TOTAL
Non Echues	1 107	3 022	229	4 920
Echu 1 à 2 mois	1 840	237	178	2 255
Echu Supérieur à 2 mois	2 086	5 670	905	8 660
TOTAL	5 033	8 929	1 312	15 274

Les dettes fournisseurs échues au 31 décembre 2016 concernent principalement les factures des fournisseurs Google, Bing Ads, Facebook.

Nous vous rappelons que le solde des dettes à l'égard des fournisseurs et comptes rattachés au 31 décembre 2015 se décomposait comme suit :

31 décembre 2015				
Echéance	Tiers français	Tiers étrangers	Interco	TOTAL
Non Echues	1 117	5 375	-	6 493
Echu 1 à 2 mois	336	2 585	3 269	6 190
Echu Supérieur à 2 mois	430	197	2 526	3 153
TOTAL	1 883	8 158	5 795	15 836 K€

1.4. Recherche et développement

En 2016, la Société a poursuivi sa politique en matière d'innovation. L'activité au titre de la recherche et développement au sein de la société correspond exclusivement à des dépenses de recherche et développement d'outils de marketing digital intégrant les évolutions technologiques les plus récentes dans le domaine du digital.

Une créance au titre du CIR au titre des années 2013 à 2015 est incluse dans les comptes au 31 décembre 2016 pour un montant de 175 K€.

1.5. Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège social en France ou prises de contrôle de telles sociétés

Aucune prise de participation significative n'a été réalisée en 2016 dans des sociétés ayant leur siège social en France.

1.6. Prises de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège social hors de France ou prises de contrôle de telles sociétés

Le 27 septembre 2016, NetBooster a annoncé l'acquisition de 4Ps Marketing Ltd, l'une des plus importantes agences de marketing numérique du Royaume Uni, basée à Londres. Grâce à cette acquisition le Groupe NetBooster devient un acteur de premier plan sur les trois principaux marchés européens (Royaume-Uni, France, Allemagne).

Cette acquisition permet au Groupe NetBooster d'étendre sa présence au Royaume-Uni où il compte désormais plus de 140 employés, de renforcer ses offres SEO et Paid Media et d'élargir son portefeuille de clients présents dans le pays. NetBooster proposera ainsi à ses clients présents au Royaume-Uni une gamme complète, intégrée et multi-territoriale de services de marketing à la performance.

1.7. Evènements importants survenus au cours de l'exercice

Refinancement des obligations convertibles

Le 21 mars 2016, NetBooster a conclu un accord de financement de 20,7 m€. Ce nouveau financement était constitué d'une tranche de 10,7 m€ destinée à rembourser les obligations convertibles existantes échues au 23 mars 2016 ainsi que d'autres dettes existantes, et d'une autre tranche de 10 m€ destinée à assurer son plan de croissance externe. Ce nouveau levier financier confirme les ambitions de développement du Groupe et la volonté de sa direction de renforcer sa position d'agence marketing digitale indépendante à l'international.

Les conditions de cet accord offrent à NetBooster une grande flexibilité. La moitié de ce financement est supporté par un prêt in fine de type Euro PP arrivant à terme en 2022, et l'autre moitié sous la forme d'un prêt amortissable classique d'une durée de 5 ans et 9 mois. Le Crédit du Nord a été mandaté comme « Lead Arranger » de la transaction, structurée conjointement avec l'appui du fond NOVI I géré par Tikehau Investment Management. Deux autres établissements bancaires européens, BNP Paribas et Société Générale, et un établissement bancaire mondial, HSBC, ont également participé à ce financement sous la forme d'un « pool bancaire ».

Augmentation de capital de 5,3 m€

Le 1 septembre 2016, NetBooster a réalisé une augmentation de capital par émission de 2.437.730 nouvelles actions ordinaires (représentant 12,76% du capital social de NetBooster) par le biais d'un placement privé. Le montant total de l'augmentation de capital s'élevait à 5.346 K€, entièrement souscrite par la société Fonds Nobel.

Le produit de l'émission permet à NetBooster de poursuivre sa stratégie de croissance en conjuguant expansion internationale et développement commercial.

La société Fonds Nobel a été cooptée membre du Conseil d'Administration de NetBooster, en remplacement de M. Andreas Von Habsburg, démissionnaire.

Acquisition de l'agence marketing 4Ps au Royaume-Uni

Le 27 septembre 2016, NetBooster a annoncé l'acquisition de la société 4Ps Marketing Ltd, l'une des plus importantes agences de marketing numérique du Royaume Uni, basée à Londres. Grâce à cette acquisition le Groupe NetBooster devient un acteur de premier plan sur les trois principaux marchés européens (Royaume-Uni, France, Allemagne).

Cette acquisition permet au Groupe NetBooster d'étendre sa présence au Royaume-Uni où il compte désormais plus de 140 employés, de renforcer ses offres SEO et Paid Media et d'élargir son portefeuille de clients présents dans le pays. NetBooster est ainsi en mesure de proposer à ses clients présents au Royaume-Uni une gamme complète, intégrée et multi-territoriale de services de marketing à la performance.

Le financement initial de l'acquisition a été effectué à la fois en actions et en numéraire, auquel viendra s'ajouter un complément de prix indexé aux futures performances de la société et prenant fin en décembre 2018. Le « pool bancaire » a approuvé l'opération à l'unanimité, permettant à NetBooster de tirer sur ses lignes de crédit destinées à financer ses investissements de croissance.

Changement dans la gouvernance de la Société

La Société a connu de nombreux changements de la composition de la gouvernance au cours du deuxième semestre de l'année 2016.

Le 1^{er} septembre 2016, le Conseil d'administration de la Société a nommé par cooptation la société Fonds Nobel, dont le représentant permanent est Monsieur Cédric Weinberg, spécialisé dans l'accompagnement long terme de sociétés cotées françaises à fort potentiel, en remplacement de Monsieur Andreas Von Habsburg, démissionnaire. Cette cooptation sera soumise à ratification au cours de l'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société.

Le 30 septembre 2016, le Conseil d'administration de la Société a nommé par cooptation Monsieur François de la Villardière en qualité d'administrateur et l'a désigné Président du Conseil d'administration, en remplacement de Monsieur Bernard-Louis Roques qui avait exercé ces fonctions durant près de trois ans. Cette cooptation sera soumise à ratification au cours de l'assemblée générale ordinaire annuelle de la Société.

Le 14 octobre 2016, le Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité la nomination de Monsieur Thomas Armbruster, COO du Groupe, en qualité de Directeur Général à compter du 31 octobre 2016, en remplacement de Monsieur Tim Ringel, ayant quitté ses fonctions, tout en conservant son poste d'administrateur.

2. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU PRESENT RAPPORT

Le 31 janvier 2017, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de François de la Villardière en qualité de Directeur Général, en remplacement de Thomas Armbruster, démissionnaire. Ce faisant, le Conseil d'administration a décidé de modifier le mode de direction.

Monsieur Tim Ringel a par ailleurs démissionné de ses fonctions d'administrateur de la Société à compter du 31 janvier 2017, le Conseil d'administration étant désormais composé de trois membres.

3. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

En termes d'activité en 2017, la Société devrait poursuivre son développement au rythme de la croissance attendue du marché de la publicité digitale.

Le groupe a déterminé les leviers de croissance importants suivants :

- Développement d'une culture commerciale offensive
- Développement de pôles d'expertise communs au Groupe
- Création d'une division Grands Comptes
- Renforcement des offres conseil et Data
- Refonte stratégique du Groupe avec l'élaboration d'un business plan à horizon 3 ans.

4. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE

4.1. Risques liés à l'activité

4.1.1. Risques liés à l'évolution du marché et à l'environnement concurrentiel

Les marchés sur lesquels évolue la Société sont des marchés fortement corrélés à la conjoncture économique. Une baisse significative du marché de la publicité et du marketing on-line pourrait par exemple avoir un impact défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière et sa capacité à réaliser ses objectifs.

Par ailleurs, les marchés du marketing on-line et plus particulièrement celui du référencement sont des marchés récents et concurrentiels sur lesquels de nombreux acteurs sont présents.

Cette intensité concurrentielle pourrait représenter un risque pour la Société en ce qui concerne sa position sur le marché. La Société ne peut exclure que de nouveaux acteurs pénètrent le marché, ou qu'un acteur déjà présent ne décide de fédérer le marché, ce qui aurait pour effet de diminuer les parts de marché de la Société. Toutefois la Société détient une position de leader du marché du search marketing avec une expérience de dix-neuf ans.

4.1.2. Risques sur la propriété intellectuelle

Le Groupe est titulaire de ses droits de propriété intellectuelle, et notamment ses marques et noms de domaine.

L'ensemble des marques du Groupe est géré par un cabinet spécialisé de conseil en propriété intellectuelle. La Société est également propriétaire de nombreux noms de domaine dont l'ensemble de ceux utilisés dans le cadre de ses activités commerciales.

En matière de protection de logiciels, la Société a déposé les programmes sources de trois de ses applicatifs (logiciel Business Booster, logiciel ROI, logiciel PPC et logiciel NVP) auprès de l'Association de Protection des Programmes (APP).

Les activités de référencement payant (SEM) et d'affiliation présentent aussi un risque de conflits relatif à l'utilisation de certains mots clés ou marques non autorisée qui pourrait être reprochée à la Société et présente donc de fait un risque juridique et opérationnel.

4.1.3. Risques clients

La clientèle de la Société présente des profils extrêmement variés, aussi bien en termes de taille qu'en termes de secteur d'appartenance. La Société détient ainsi une base clientèle développée et hétérogène avec 500 comptes clients. Ajouté à cela, la Société bénéficie d'une diversité géographique de sa clientèle compte tenu de sa présence globale au niveau européen.

L'analyse des facturations hors taxes du Groupe laisse apparaître une forte dispersion des facturations émises au cours de l'exercice sur un nombre significatif de clients. La perte de l'un des premiers clients (Accor, Telekom, Emirates) pourrait toutefois être préjudiciable à terme pour la Société. Il se trouve qu'à ce jour, l'engagement contractuel sur ce compte a été renouvelé jusqu'en 2017.

Afin de limiter le risque d'impayés, la Société a mis en place une procédure d'administration des ventes incluant la vérification du statut financier de ses clients, ainsi qu'un dispositif de relances clients, avec une personne dédiée.

4.1.4. Risques fournisseurs

Les principaux fournisseurs de la Société sont notamment les différents moteurs de recherche, moteurs de shopping et annuaires.

Le plus important fournisseur de la Société est Google Adwords qui représentait, au 31 décembre 2016, plus de 70% des achats totaux réalisés auprès des divers fournisseurs de trafic.

Compte tenu du fort développement des activités de SEM (trafic au Pay Per Clic et liens sponsorisés), et pour limiter sa dépendance vis-à-vis de peu de moteurs et outils de recherche et notamment vis-à-vis de Google, la Société a affiché une volonté de diversifier ses sources de production de clics. Aujourd'hui, la Société travaille notamment avec Facebook, Google Adwords, Yahoo Search Marketing, MSN, Orange, Pangora, Kelkoo, Le Guide, Shopping.com, etc.

4.1.5. Risques liés aux litiges en cours

Il existe aujourd'hui 3 litiges en cours avec des salariés qui ont été intégralement provisionnés dans les comptes pour 104 K€ au 31 décembre 2016.

4.1.6. Risques d'internalisation de l'activité par les moteurs de recherche

L'arrivée d'intervenants du type de Google sur le marché a incontestablement contribué à développer les besoins et les services liés à la visibilité et au trafic sur internet. Il n'est pas inenvisageable qu'un moteur de recherche ou annuaire prenne en charge, vis-à-vis des clients, tout ou partie des prestations que la Société dispense actuellement.

Les développements sur internet étant extrêmement véloces, ce risque n'est pas à exclure. La Société estime toutefois que ce risque est faible considérant l'ampleur des ressources humaines à mettre en œuvre pour prendre en charge le métier de la Société.

4.1.7. Risques de déréférencement (« black-listage »)

Par le passé, Google a fait disparaître des sites web de son moteur de recherche en les « black listant ». Ces pratiques sont brutales et sans avertissement préalable. Google agit de la sorte lorsqu'il considère que les techniques utilisées pour optimiser la position d'un site ne sont pas dans le respect des bonnes pratiques. Ce genre d'incident peut toucher des clients de tout prestataire dans le domaine du référencement. Aujourd'hui, les techniques mises en œuvre par la Société relèvent de ces bonnes pratiques. Toutefois, ce domaine est très évolutif et l'interprétation des « bonnes pratiques » relève du bon vouloir de Google. L'occurrence de tels incidents n'est pas à exclure.

4.1.8. Risques liés aux évolutions technologiques

Risques d'obsolescence technologique

La Société maîtrise l'ensemble des technologies liées à l'informatique et au monde d'internet. Les plates-formes mises en place par la Société utilisent par ailleurs les technologies les plus récentes. En outre, l'équipe R&D de la Société est chargée de veiller à la mise à jour des systèmes compte tenu des évolutions des technologies web et liées aux moteurs de recherches, limitant ainsi le risque d'obsolescence de ses applications.

Risques liés à l'architecture technique

L'ensemble des applications et des serveurs utilisés est standard et l'architecture technique de ses applications a été optimisée de manière à en favoriser les développements et performance. La Société ne peut toutefois pas exclure qu'un dysfonctionnement ou une défaillance de ces nouvelles fonctions applicatives puisse survenir et perturber l'exploitation normale de la Société.

Risques liés à internet

Bien que la Société mette en œuvre les moyens adéquats pour assurer la sécurité et l'intégrité de ses systèmes informatiques, elle n'est pas en mesure de garantir une protection absolue contre les virus, et autres techniques d'intrusion des systèmes. Une telle action pourrait entraver le bon fonctionnement des

systèmes informatiques, des plateformes et du serveur de la Société affectant ainsi la qualité de l'offre de la Société. Toutefois ces risques ne sont pas inhérents à la Société et à son activité, mais toutes les sociétés évoluant dans le secteur internet et exploitant un réseau internet.

La Société pourrait toutefois être amenée à l'avenir à procéder à des investissements ou à consacrer des ressources encore plus importantes pour faire face à l'accroissement de ces risques tenant plus particulièrement à la sécurité informatique sur internet.

4.1.9. Risques liés à l'organisation de la Société

Risques humains

Le capital humain de la Société est un élément essentiel de sa pérennité et de son développement. La fidélisation des collaborateurs est un enjeu primordial pour la Société.

Afin de contribuer à la fidélisation et à la motivation de ses collaborateurs, la Société a mis en place une politique d'actionnariat salarié par l'attribution d'actions gratuites pour une partie importante des salariés du Groupe.

Pour assurer et conforter sa croissance, la Société devra être capable d'attirer, de former, d'intégrer et de conserver de nouveaux collaborateurs qualifiés.

Dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs clés

Le succès de la Société repose en grande partie sur la qualité et l'implication de ses dirigeants et administrateurs, de leurs collaborateurs et de l'équipe qu'ils ont constituée. La perte d'un ou plusieurs collaborateurs clés ou d'un dirigeant pourrait avoir un impact négatif significatif et obérer la croissance de NetBooster.

Présence sur les marchés émergents

La Société a lancé fin 2011 un processus de désengagement des marchés émergents d'Asie du Sud et d'Amérique Latine, afin de concentrer ses efforts et ses ressources en Europe.

Les risques auxquels la Société peut se retrouver exposée sont désormais limités.

4.1.10. Risques de marché

Risques de liquidité

Compte tenu de sa situation de trésorerie disponible favorable, la Société considère que les risques auxquels elle est confrontée en la matière sont maîtrisés à court terme.

La Société dispose par ailleurs de lignes de crédit à la BNP et au Crédit du Nord.

Enfin, l'augmentation de capital de 5,3 m€ et la renégociation réussie de l'emprunt obligataire contribue à sécuriser les ressources financières du Groupe à long terme.

Risques de taux d'intérêts et d'endettement

Nous vous informons que suite à la signature du refinancement des obligations le 21 mars 2016 avec un pôle bancaire et Tikehau en tant que placement privé, la société a remboursé l'intégralité des obligations en circulation à savoir 143 pour un montant de 8.938K€ et a payé une prime de non conversion pour 1.224 K€.

L'endettement de la société est maintenant composé d'un prêt de 14,9 m€. La moitié de ce financement sera supporté par un prêt in fine de type Euro PP arrivant à terme en 2022, et pour l'autre moitié sous la forme d'un prêt amortissable classique d'une durée de 5 ans et 9 mois.

Risque de taux de change

En termes d'exploitation, les transactions de la Société avec ses clients et partenaires sont facturées en euros pour les sociétés françaises, allemandes, italiennes, finlandaises et espagnoles ; en livre sterling pour la société au Royaume-Uni, en couronne danoise, couronne suédoise et en couronne norvégienne pour les pays nordiques, en franc suisse pour la société en Suisse et en dollars pour la Société à Dubaï.

La Société est donc exposée au risque de change en raison de son activité en Grande-Bretagne, en Suède, et au Danemark, et, dans une moindre mesure, de ses relations commerciales aux Etats-Unis et en Asie.

Une évolution défavorable de la parité EUR/GBP, de la parité EUR/USD ou de la parité EUR/DKK pourrait avoir un impact négatif sur le niveau d'activité et les états consolidés du Groupe exprimés en euros au cours des prochains exercices.

4.1.11. Risques liés à la réglementation applicable et à son évolution

L'activité de la Société en France est soumise à la loi Sapin. En dehors de la France, l'activité n'est soumise à aucune réglementation particulière, ni à aucune autorisation administrative spécifique dans les pays où elle opère.

Le législateur n'empêche pas les opérateurs de négocier leurs tarifs, mais ils doivent cependant le faire dans un esprit de transparence.

4.1.12. Assurances et couverture des risques

La politique de la Société en matière d'assurances l'a conduite à se couvrir sur les risques significatifs liés à son activité auxquels elle est susceptible d'être exposée, et susceptibles d'être assurés. Elle continuera à appliquer cette même politique dans le cadre du développement futur de son activité.

Les polices d'assurances souscrites contiennent les exclusions et plafonds de garantie ainsi que les franchises habituellement imposées par les compagnies d'assurance sur le marché.

Les assurances en cours couvrent les biens, les locaux et la responsabilité civile de la Société selon des conditions habituellement appliquées dans la profession.

Les filiales de la Société sont également titulaires de contrats d'assurance conformément aux pratiques applicables respectivement au Royaume-Uni, Allemagne, Espagne, Italie, Finlande, Danemark, Suède.

4.1.13. Risques liés au passif et à l'intégration des sociétés acquises

Lors des acquisitions de sociétés, la Société a pour politique de mener et de faire mener par des cabinets externes spécialisés des diligences sur les plans comptable et financier, juridique, opérationnel et social servant essentiellement à protéger la Société des risques liés à de tels projets par le biais de (i) la mise en place de contrats de garantie de passif par les cédants, (ii) la mise en place et l'exécution dans les six mois suivant la prise de contrôle d'un plan d'intégration des risques identifiés.

Le Groupe NetBooster reste toutefois exposé au risque de litiges ou de départ des dirigeants de sociétés acquises.

5. FILIALES ET PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE DANS SA BRANCHE D'ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2016

5.1. Filiales et participations détenues directement par la Société

NetBooster Spain

NetBooster Spain est une société de droit espagnol, dont le siège social est situé 15 plaza manuel becerra – 28014 Madrid (Espagne). Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 6.775 K€ contre 6.425 K€ en 2015 et un résultat net de (299) K€ contre 112 K€ en 2015.

Media Diamond

Media Diamond est une société de droit espagnol, dont le siège social est situé Calle Marques de Monteaugudo 22 28 028 Madrid. Son capital est détenu à 50% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 9.479 K€ et un résultat net de 384 K€ contre 512 K€ en 2015.

NetBooster Finlande

NetBooster Finlande est une société de droit finlandais, dont le siège social est situé Bulevardi 2-4 A, 00440 Helsinki (Finlande), immatriculée sous le numéro 1473785-5 Finlande. Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 2.641 K€ contre 2.461 K€ en 2015 et un résultat net de (214) K€ contre (238) K€ en 2015.

NetBooster Italy

NetBooster Italy est une société à responsabilité limitée de droit italien dont le siège social est situé Via Sicilia, 43 00187 Rome (Italie), immatriculée sous le numéro 06972551003 Rome. Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 3.162 K€ contre 2.258 K€ en 2015 et un résultat net de 23 K€ contre 4 K€ en 2015.

metapeople Gmbh (Allemagne)

metapeople Gmbh est une société de droit allemand dont le siège social est situé à Duisburg (Allemagne) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Duisburg sous le numéro HRB 13954. Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 91,5 m€ contre 69 m€ en 2015 et un résultat net de 1,8 m€ contre 1,5 m€ en 2015.

metapeople Netherlands

metapeople Netherlands est une société de droit Néerlandaise dont le siège social est situé à Vredenburg 8C, 3511 BA Utrecht, Pays-Bas. Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 2.927 K€ contre 594 K€ en 2015 et un résultat net de (163) K€ contre (22) K€ en 2015.

NetBooster Holding A/S (ex Guava)

NetBooster Agency A/S est une société anonyme dont le siège social est situé Pilestraede 52A, 3. Sal 1256 Kobenhavn K (Danemark). Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un résultat net de 0,9 mDKK contre 28.214 KDKK en 2015.

NetBooster UK ltd

NetBooster UK Ltd est une société de droit anglais dont le siège social est situé à Suite IA Gat.Bus.Center Barncoose industrial estate Redruth, Cornwall TR15 3RQ et immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 03538849. Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 17,3 m£ contre 9,3 m£ en 2015 et un résultat net de 125 K£ contre 488 K£ en 2015.

NetBooster Sweden AB

NetBooster Sweden est une société de droit Suédois dont le siège social est situé à Sankt Eriksgatan 63 112 34 Stockholm. Son capital est détenu à 100% par la Société

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 13 mSEK contre 27,5 mSEK en 2015 et un résultat

net de (3,3) mSEK contre (1,1) mSEK en 2015.

NetBooster Norway

NetBooster Norway est une société de droit Norvégienne dont le siège social est situé à Filipstad Brygge 1 – 2nd floor, 0252 Oslo. Son capital est détenu à 100% par la Société

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 54,9 mNOK contre 48,5 mNOK et un résultat net de (2,4) mNOK contre (1,4) mNOK en 2015.

NetBooster Mena

NetBooster Middle East and North Africa FZ-LLC est une société de droit Arabe dont le siège social est situé à 3rd Floor Office 304 Building EIB 1 Dubaï et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Dubaï sous le numéro 91366. Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 5.696 K€ contre 4.208 K€ en 2015 et un résultat net de 196 K€ contre 426 K€ en 2015.

Pixidis

Pixidis est une société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé 4-6 passage Louis Philippe – 75011 Paris et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 493 019 731. Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 8.396 K€ contre 5.979 K€ en 2015 et un résultat net de 18 K€ contre 285 K€ en 2015.

NetBooster GMBH

NetBooster GMBH est une société de droit allemand, dont le siège social est situé Eschenheimer Anlage 31a – 60318 Francfort (Allemagne). Son capital est détenu à 100% par la Société.

Cette société est en cours de liquidation au 31 décembre 2016.

NetBooster Hong Kong

NetBooster Hong Kong est une société de droit chinoise, dont le siège social est situé 7/F Hong Kong Trade Centre, 161-167 Des Voeux Road Central, Hong Kong. Son capital est détenu à 19% par la Société.

5.2. Filiales et participations détenues indirectement par la Société

La Société détient via sa filiale NetBooster Holding AS, la société et participation suivante :

NetBooster Agency A/S (NetBooster Denmark)

NetBooster Agency A/S est une société anonyme dont le siège social est situé Pilestraede 52A, 3. Sal 1256 Kobenhavn K (Danemark). Son capital est détenu à 100% par NetBooster Holding AS.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 81.272 KDKK contre 96.156 KDKK en 2015 et un résultat net de (4.161) KDKK contre 10.109 KDKK en 2015.

La Société détient via sa filiale allemande metapeople GmbH, la société et participation suivante :

metapeople GmbH (Suisse)

metapeople GmbH est une société de droit suisse dont le siège social est situé à Siewerdstr. 26, 8050 Zurich et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Zürich sous le numéro CH-020.4.039.622-4. Son capital est détenu à 100% par la société mère allemande metapeople GmbH.

Cette société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 11.081 KCHF contre 8.233 KCHF en 2015 et un résultat net de 157 KCHF contre 254 KCHF en 2015.

La Société détient via sa filiale NetBooster Hong Kong, la société et participation suivante :

NetBooster Shanghai est une société de droit chinois dont le siège social est situé 41/F., Nanzhen Mansion, 580 Nanjing Road West I 20041, Shanghai. Son capital est détenu à 100% par la société NetBooster Hong Kong.

L'ensemble des comptes des entreprises consolidées ont été arrêtés au 31 décembre 2016, date de clôture des comptes de toutes les sociétés faisant partie du périmètre de consolidation.

5.3. Prêts à des sociétés avec laquelle la Société entretient des liens économiques

La Société n'a pas octroyé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, de prêts à une société ou entité avec laquelle elle entretient des liens économiques au sens de l'article L. 511-6 3 bis du Code monétaire et financier.

6. PARTICIPATION DES SALAIRES AU CAPITAL SOCIAL

En application des dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous informons que le capital de la Société est détenu à 10 % par le personnel de la Société et le personnel des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce. Les actions détenues par les salariés proviennent d'attributions d'actions gratuites décidées par le conseil d'administration sur délégation de l'assemblée générale de la Société. Les attributions d'actions gratuites par la Société font l'objet d'un rapport spécial du conseil d'administration.

Par ailleurs, nous vous indiquons que conformément aux dispositions légales la Société vous a soumis

lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 25 juin 2015 un projet de résolution relatif à la réalisation d'une augmentation de capital réservée aux salariés. Cette résolution a été rejetée par l'assemblée générale compte-tenu des autres mécanismes d'accès au capital de la Société déjà mis en place.

7. DELEGATION EN MATIERE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Vous trouverez en **Annexe 3**, un tableau récapitulatif de l'ensemble des délégations de pouvoir et/ou de compétence accordées par l'assemblée générale extraordinaire de la Société au conseil d'administration en matière d'augmentation de capital en cours de validité à la clôture de l'exercice.

8. REPARTITION DU CAPITAL DE LA SOCIETE

La répartition du capital et des droits de vote de la Société est au 31 décembre 2016 telle qu'indiquée dans le tableau ci-dessous. En application de l'article L. 233-13 du Code de commerce et en fonction des informations qui ont été reçues par la Société en application des dispositions légales relatives aux franchissements de seuils, nous vous indiquons l'identité des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtième ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote de la Société.

Actionnaire	Nombre d'actions	% de capital	% de droit de vote
Truffle Capital	3.309.871	17,3%	17,3%
Pure Invest	2.869.026	15,0%	15,0%
Fonds Nobel	2.437.730	12,8%	12,8%
Id Invest	1.323.845	6,9%	6,9%
Flottant	9.169.828	48,0%	48,0%
TOTAL	19.110.300	100%	100%

Suite à la souscription à 2.437.730 actions de la Société le 1^{er} septembre 2016, la société Fonds Nobel détient une participation de 12,8%, devenant le troisième principal actionnaire de la Société.

Compte tenu du remboursement intégral des 143 obligations convertibles le 23 mars 2016, il n'existe plus de dilution possible sur cet instrument.

Ci-après la répartition du capital et des droits de vote au 31 décembre 2015.

Actionnaire	Nombre d'actions	% de capital	% de droit de vote
Truffle Capital	3.512.806	21.2%	21.2%
Pure Invest	2.869.026	17.3%	17.3%
Id Invest	1.323.845	8.0%	8.0%
Allianz	811.591	4.9%	4.9%
Flottant	8.069.302	48.6%	48.6%
TOTAL	16.586.570	100%	100%

9. PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

La Société a mis en place un programme de rachat d'actions dans le respect des règles édictées par la réglementation applicable.

Présentation du programme de rachat d'actions

L'assemblée générale mixte de la Société en date du 20 juin 2016 a autorisé, par sa 8^{ème} résolution, le conseil d'administration, à mettre en œuvre un programme de rachat d'actions dans la limite de 10% du capital social (et 5% en ce qui concerne les acquisitions réalisées en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport).

L'assemblée générale a décidé que le prix maximum d'achat ne pourrait excéder 5 euros par action et que le montant global ne pourrait dépasser 8.125.785 euros.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables :

- i. conserver les actions de la Société qui auront été achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, dans le cadre de la réglementation boursière ;
- ii. assurer la liquidité et animer le marché secondaire des titres de la Société, cette animation étant réalisée par un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- iii. allouer des actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société et de ses filiales dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de l'attribution d'actions gratuites, de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par le biais d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- iv. remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ;
- v. annuler les titres rachetés ; et
- vi. réaliser toute autre finalité autorisée ou qui viendrait à être autorisée par la loi ou reconnue ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché par l'Autorité des marchés financiers ; dans une telle hypothèse, la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué.

Mise en œuvre du programme de rachat d'actions

En application de l'article L. 225-211 du Code de commerce, nous vous rappelons qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a mis en œuvre le programme de rachat d'actions, selon les modalités figurant ci-dessous :

Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice	0
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	391.027
Cours moyen des achats d'actions effectués en 2016	0
Cours moyen des ventes d'actions effectuées en 2016	2,55700
Montant des frais de négociation	0
Nombre d'actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice	111.976
Fraction du capital représentée par les actions auto-détenues	0.6%
Valeur évaluée au cours d'achat des actions auto-détenues	297.171,42€
Valeur nominale des actions auto-détenues	0,10€

391.027 actions ont été réallouées dans le cadre de l'acquisition de 4Ps marketing Ltd par la Société au titre du programme de rachat d'actions au cours de l'exercice 2016.

Nous vous rappelons qu'un contrat de liquidité a été conclu avec la société Kepler Cheuvreux au titre duquel a été allouée la somme de 150.000 euros pour animer les échanges sur son titre. Au 31 décembre 2016, le montant en numéraire disponible au titre du contrat de liquidité était de 85.720,99 euros, et le nombre d'actions inscrites au nom de la Société était de 47.828 actions.

En ce qui concerne les transactions réalisées au titre du contrat de liquidité, nous vous indiquons les données suivantes :

Nombre d'actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice 2013	25.710
Nombre d'actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice 2014	20.268
Nombre d'actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice 2015	78.103
Nombre d'actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice 2016	47.828
Nombre d'actions achetées au cours de l'exercice	161.322
Nombre d'actions vendues au cours de l'exercice	191.597
Cours moyen des achats d'actions effectués en 2016	2,44€
Cours moyen des ventes d'actions effectuées en 2016	2,42€
Montant des frais de négociation	0

10. OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LES TITRES DE LA SOCIETE

En application de l'article 223-26 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, vous trouverez en **Annexe 4** un état récapitulatif des acquisitions, cessions, souscriptions ou échanges d'actions de la Société ainsi que des transactions opérées sur des instruments financiers qui leur sont liés, réalisées par les dirigeants de la Société et des personnes avec lesquelles ils ont des liens personnels étroits.

11. LISTE DES MANDATAIRES SOCIAUX ET DES MANDATS EXERCES DANS TOUTE SOCIETE PAR

CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, vous trouverez en **Annexe 5** la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par chacun des mandataires sociaux de la Société.

Nous vous rappelons que l'assemblée générale de la Société du 20 juin 2016 avait fixé, en sa cinquième résolution, à 30.000 euros la somme maximum pouvant être allouée aux membres du conseil d'administration au titre de l'exercice 2016 au titre des jetons de présence. Nous vous demandons d'augmenter le montant à 100.000 euros.

Par ailleurs, nous vous demandons, lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle, de vous prononcer sur le renouvellement du mandat d'administrateur de la société Fonds Nobel dont le représentant permanent est Monsieur Cédric Weinberg, nommé par cooptation par le Conseil d'administration en remplacement de Monsieur Andreas Von Habsburg, pour une durée de six (6) ans expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires à tenir en 2023 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

12. MODALITES D'EXERCICE DE LA DIRECTION GENERALE

Par une décision du 31 janvier 2017, le Conseil d'administration a décidé de modifier le mode d'organisation de la direction générale de la Société, en optant pour le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général, ces fonctions étant assumées par Monsieur François de la Villardière.

A ce jour, nous vous rappelons que Monsieur François de la Villardière est Président du conseil d'administration de la Société et Directeur Général de la Société.

13. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les Commissaires aux comptes titulaires sont les sociétés Deloitte et Associés et G.C.A –Groupe de Contrôle et d'Audit. Leur mandat arrivera respectivement à terme lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les Commissaires aux comptes suppléants sont les sociétés BEAS et SCP Norguet de Carcaradec Jombart. Leur mandat arrivera respectivement à terme lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et lors de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Comme indiqué ci-dessus, les mandats de la société G.C.A. – Groupe de Contrôle et d'Audit, co-commissaire aux comptes titulaire, et de la SCP Norguet de Carcaradec, arrivant à expiration à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016, il vous est proposé de les renouveler, pour une durée de six années expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires à tenir en 2023 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

14. CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Nous vous informons qu'aucune nouvelle convention visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce n'a été conclue par la Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, les Commissaires aux comptes de la Société ont établi leur rapport spécial sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

15. CONCLUSION

Pour conclure, nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui ont été établis avec sincérité, et donner au conseil d'administration, quitus de sa gestion et à vos Commissaires aux comptes quitus de leur mission.

Nous restons à votre entière disposition pour répondre aux questions que vous voudrez bien nous poser préalablement au vote des résolutions qui seront soumises à vos suffrages.

Liste des Annexes

<u>Annexe 1</u>	Tableau des résultats des cinq derniers exercices
<u>Annexe 2</u>	Rapport spécial sur l'attribution gratuite d'actions de la Société
<u>Annexe 3</u>	Récapitulatif des délégations en cours en matière d'augmentation de capital
<u>Annexe 4</u>	Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société
<u>Annexe 5</u>	Liste des mandats sociaux exercés par les mandataires sociaux de la Société

Annexe 1

Tableau des résultats des cinq derniers exercices

NETBOOSTER		TABLEAU II - RESULTATS FINANCIERS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES				
4/6 Passage Louis Philippe, 75011 Paris 418 267 704 R.C.S. Paris		(Art. R. 225-81, R. 225-83 et R. 225-102 du Code de Commerce)				
NATURE DES INDICATIONS	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	
I. – CAPITAL EN FIN D'EXERCICE						
a) Capital social.	1.460.733,10	1.543.020,70	1.601.963,9	1.658.657,0	1.911.030,0	
b) Nombre des actions ordinaires existantes	14.607.331	15.430.207	16.019.639	16.586.570	19.110.300	
c) Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	Néant	néant	néant	Néant	Néant	
d) nombre maximal d'actions futures à créer: *par conversion d'obligations	4.825.000	4.525.000	4.025.000	3.575.000	Néant	
*par exercice de droits de souscriptions	0	206.363	1.416.431	1.175.000	775.000	
II. – OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE						
a) Chiffres d'affaires hors taxes.	20.239.671019* €	21.184.755 €	19.034.713 €	22.584.364 €	27.040.012 €	
b) Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(721.563) €	(1.739.093) €	(192 860) €	8.771.693 €	(858 689) €	
c) Impôts sur les bénéfices.	(10.266) €	(250.423) €	(403.464) €	(144.142) €	(46.339) €	
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-	
e) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(1.104.838) €	(2.133.241) €	5.075.763 €	6.007.980 €	(3.492.854) €	
III. - RESULTATS PAR ACTION						
a) Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,05) €	(0,11) €	0,01 €	0,54 €	(0,04) €	
b) Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(0,09) €	(0,14) €	0,32 €	0,36 €	(0,18) €	
c) Dividende attribué à chaque action	-	-	-	-	-	

IV. – PERSONNEL					
a) Nombre de salariés.	123	135	113	104	101
b) Montant de la masse salariale.	5.481.582 €	5.938.501 €	5 399 392 €	4 819 814 €	4 477 862 €
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc...)	2.504.984 €	2.700.688 €	2 390 370 €	2 108 253 €	1 797 371 €
1) Pour l'exercice dont les comptes seront soumis à l'assemblée générale des actionnaires, indiquer le montant des bénéfices dont la distribution est proposée par le conseil d'administration, le directoire ou les gérants.					

Annexe 2

Rapport spécial sur l'attribution gratuite d'actions de la Société

NetBooster SA

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 1 911 030 euros

Siège social : 4-6 Passage Louis Philippe – 75011 Paris

418 267 704 RCS Paris

**RAPPORT SPECIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
SUR L'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES
PREVU A L'ARTICLE L. 225-197-4 DU CODE DE COMMERCE**

Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous présenter le rapport prévu par l'article L. 225-197-4 du Code de commerce relatif aux attributions gratuites d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, afin de vous rendre compte :

- du nombre et de la valeur des actions qui, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et à raison des mandats et fonctions exercés dans la Société, ont été attribuées gratuitement à chacun de ces mandataires par la Société, par celles qui lui sont liées dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce et par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce (1) ;
- du nombre et la valeur des actions qui, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, ont été attribuées gratuitement par la Société et par les sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions prévues à l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à chacun des dix salariés de la Société non mandataires sociaux dont le nombre d'actions attribuées gratuitement est le plus élevé ainsi que du nombre et la valeur des actions qui, durant l'année, ont été attribuées gratuitement à l'ensemble des salariés bénéficiaires ainsi que le nombre de ceux-ci et la répartition des actions attribuées entre les catégories de ces bénéficiaires (2).

1. Attributions gratuites d'actions au profit des mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Néant.

2. Informations relatives aux attributions gratuites d'actions au profit des salariés non mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le conseil d'administration n'a procédé à aucune attribution gratuite d'actions.

A titre d'information il est précisé que le 26 avril 2016, le conseil d'administration a constaté l'augmentation de capital résultant de l'acquisition définitive de 86.000 actions gratuites à des salariés, pour un montant nominal de 8.600 euros.

Annexe 3

Récapitulatif des délégations en cours en matière d'augmentation de capital

Date de l'assemblée générale	Type de delegation	Plafonds applicables	Utilisation de la délégation durant l'exercice clos le 31 décembre 2016	Durée
26 juin 2013 13 ^{ème} résolution	Autorisation conférée au conseil d'administration à l'effet de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice des membres du personnel de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce.	10% du nombre des actions composant le capital social de la Société au jour de la décision du conseil d'administration	Néant.	a expiré le 26 août 2016.
25 juin 2015 9 ^{ème} résolution	Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 325.031 € Montant nominal maximum des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès au capital ou à des titres de créances : 10.000.000 €.	Néant.	Valable pendant 26 mois.
25 juin 2015 10 ^{ème} résolution	Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires , des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans le cadre d'une offre au public.	Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 325.031 € Montant nominal maximum des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès au capital ou à des titres de créances : 10.000.000 €	Néant.	Valable pendant 26 mois.

<p>25 juin 2015 11^{ème} résolution</p>	<p>Délégation de compétence au conseil d'administration à l'effet d'émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société dans le cadre d'une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.</p>	<p>Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 243.773 € Montant nominal maximum des valeurs mobilières représentatives de titres de créance donnant accès au capital : 10.000.000 €</p>	<p>Utilisation en intégralité pour une augmentation de capital d'un montant nominal de 243.773 Euros, par émission de 2.437.730 actions ordinaires nouvelles au profit de la société Fonds Nobel.</p>	<p>Valable pendant 26 mois.</p>
<p>20 juin 2016 10^{ème} résolution</p>	<p>Autorisation à donner au conseil d'administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre de la Société</p>	<p>Montant nominal maximum de l'augmentation de capital : 83.362,85€, soit 833.628 actions.</p>		<p>Valable pendant 38 mois.</p>

Annexe 4

Opérations réalisées par les dirigeants sur les titres de la Société

Néant.

Annexe 5

Liste des mandats sociaux exercés par les mandataires sociaux de la Société au cours de l'exercice clos au
31 décembre 2016

Nom et Prénom usuel des mandataires	Fonctions exercées dans la Société	Fonctions exercées dans d'autres sociétés
Bernard-Louis Roques	Administrateur et Président du conseil d'administration (jusqu'au 30 septembre 2016)	Horizontal Software : Bernard-Louis Roques, membre du Conseil d'Administration Kang : Bernard-Louis Roques, membre du Conseil d'Administration CoolGames : Bernard-Louis Roques, membre du Conseil d'administration PayTop : Bernard-Louis Roques, Président du Comité de Surveillance Retency : Bernard-Louis Roques, membre du Conseil de Surveillance Makazi : Bernard-Louis Roques, membre du Conseil d'Administration Credit.fr : Bernard-Louis Roques, membre du Comité de Surveillance Smile & Pay : Bernard-Louis Roques, membre du Conseil d'Administration
Andreas von Habsburg	Administrateur (jusqu'au 1 ^{er} septembre 2016)	Managing director d'UBS Allemagne
François De la Villardière	Administrateur et Président du Conseil d'administration (Cooptation par le conseil d'administration suite à la démission de Bernard-Louis Roques le 30 septembre 2016)	S.P.R.L. Dil Invest : Président
Fonds Nobel ayant pour représentant permanent Cédric Weinberg	Administrateur (Cooptation par le conseil d'administration suite à la démission d'Andreas von Habsburg le 1 ^{er} septembre 2016)	Mersen : administrateur indépendant Le Noble Age : administrateur
Benjamin Faes	Administrateur	Managing director partner business solutions of Google.
Tim Ringel	Directeur Général Administrateur (jusqu'au 31 octobre 2016)	Administrateur de METAPEOPLE Inc Administrateur de METAPEOPLE HONGKONG Ltd Administrateur de METACAPITAL ONE GmbH Administrateur de METAINVEST Ltd Administrateur de CROFACTORY Ltd Administrateur de GNTR HOLDING Ltd Administrateur de GNTR1 Ltd

Nom et Prénom usuel des mandataires	Fonctions exercées dans la Société	Fonctions exercées dans d'autres sociétés
Thomas Armbruster	Directeur Général (à compter du 1 ^{er} novembre 2016)	

Le 31 janvier 2017, le Conseil d'administration a procédé à la nomination de François de la Villardière en qualité de Directeur Général, en remplacement de Thomas Armbruster, démissionnaire. Monsieur François de la Villardière exerce désormais les fonctions de Président-Directeur Général.